

BIL OUA 1985  
PUBLICATION No. 6

# LIBERATION ET UNITE LINGUISTIQUES DE L'AFRIQUE



**Editions**  
**Bureau Linguistique Inter-Africain de l'OUA**  
B.P. 7284 KAMPALA, Ouganda

This bilingual book has no back.

BIL OUA 1985  
PUBLICATION No. 6

*Directeur: K. Mateene*

## **LIBERATION ET UNITE LINGUISTIQUES DE L'AFRIQUE**

**Editions**

**Bureau Linguistique Inter-Africain de l'OUA  
B.P. 7284 KAMPALA, Ouganda**

Par Décision No. AHG/déc. 8, 1966, créant le Bureau Linguistique Inter-Africain de l'OUA par l'Assemblée des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA.

## COMITE DE REDACTION

Kahombo MATEENE

*Directeur*

John KALEMA

*Directeur Adjoint*

M. Bernard CHOMBA

*Fonctionnaire Chargé  
de Recherche Linguistique*

## DE LA MEME COLLECTION

1. Jifunze Lingala — Yékólá Kiswahili *par K. Mateene*  
1ère Edition 1975  
3ème Edition 1981
2. Jifunze Luganda — Yiga Kiswahili *par V.K. Kawoya*  
1ère Edition 1977  
4ème Edition 1981
3. Jifunze Kiarabu — Teach Yourself Arabic *par M.B. Mkelle*  
1ère Edition 1981
4. Reconsidération des Politiques Linguistiques  
Africaines *par BIL OUA*  
1ère Edition 1980
5. Modernisation Scientifique d'une Langue Bantu:  
Le Luganda *par K.B. Kilingi*  
1ère Edition 1985

*Une linguistique consciente de ces implications politiques ne peut être que militante. C'est aux linguistes concernés, dans leurs pays respectifs, dans leurs régions, qu'il appartient d'assumer cette prise en charge, ce combat pour la défense et l'épanouissement de leur langue et de leur culture propres.*

*Postface à*

**Linguistique et Colonialisme**

*par Calvet (voir: la Bibliographie à la fin de l'article VII de cette publication)*

## TABLE DES MATIERES

Liste des Collaborateurs .....	v
Remerciements .....	vi
Introduction	
<i>par John KALEMA</i> .....	1
Libération et Unité Linguistiques de l'Afrique	
<i>par BIL OUA</i> .....	8
Reconsidération du Statut Officiel des Langues Coloniales en Afrique	
<i>par Kahombo MATEENE</i> .....	20
La Vie et la Vitalité des Langues Africaines: Une Charte pour l'Avenir	
<i>par David DALBY</i> .....	32
A propos de la Mort des Langues	
<i>par Pierre ALEXANDRE</i> .....	38
La Planification Linguistique de l'Enseignement en Namibie: l'Anglais pour la Libération ou le Néo-Colonialisme?	
<i>par Robert PHILLIPSON, Tove SKUTNABB-KANGAS et Hugh AFRICA</i> .....	45
Des Langues Coloniales, Moyens obligatoires de Domination, et des Langues Autochtones, Facteurs nécessaires de Libération et de Développement	
<i>par Kahombo MATEENE</i> .....	65

## LISTE DES COLLABORATEURS

AFRICA, Hugh, Ph.D., Toronto; Il est à l'Institut des Nations Unies pour la Namibie, à Lusaka, Zambie, comme Directeur du Département de l'Anglais.

ALEXANDRE, Pierre, Ph.D. Linguiste avec spécialisation en Linguistique Africaine en général et particulièrement en Langues Bantu. Il est Professeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes de l'Université de Paris, et Editeur des *Cahiers d'Etudes Africaines*.

DALBY, David, Ph.D. Linguiste avec spécialisation en Langues Africaines. Il était précédemment Professeur des Langues Africaines à la School of Oriental and African Studies à Londres, et fut pendant plusieurs années Directeur de l'Institut International Africain (IAI) de Londres. Il a récemment produit une carte linguistique de l'Afrique.

KALEMA, John, Ph.D. Il est Directeur Adjoint du BIL OUA depuis 1977; avant il enseignait la linguistique à l'Université de Makerere.

MATEENE, Kâhombo, Ph.D. Il est Directeur du BIL OUA à Kampala depuis 1972. Avant cela il enseignait la Littérature et la Linguistique Africaines à l'Université Nationale du Zaïre.

PHILLIPSON, Robert, M.A. Cambridge et Leeds. Il est Professeur Associé à l'Université de Roskilde, au Danemark.

SKUTNABB-KANGAS, Tove, Ph.D., Helsinki. Elle est Professeur Visiteur à l'Université de Roskilde, au Danemark. Elle a publié beaucoup d'ouvrages dont le dernier porte le titre de BILINGUALISM OR NOT *The Education of Minorities* 396 p. 1984, Multilingual Matters Ltd., Bank House, 8a Hill Road, Clevedon, Avon BS21 7HH, England.

## REMERCIEMENTS

Nous remercions beaucoup les trois auteurs, R. Phillipson, T. Skutnabb-Kangas et H. Africa, de l'article sur la Namibie intitulé: "*Planification Linguistique de l'enseignement en Namibie: l'Anglais pour la libération ou le néo-colonialisme?*" qu'ils nous ont autorisés de publier dans ce volume, après qu'ils l'aient déjà publié dans un numéro spécial de ROLING PAPIR 35-85. Cet article est également sous presse dans la revue *Multilingual Matters*, éditée par Bernard Spolsky.

## INTRODUCTION

En ce qui concerne ses engagements envers les langues autochtones africaines, la performance de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) est tout, sauf remarquable.

La Charte, dont la signature à Addis Abèba en 1963, a donné naissance à l'Organisation, a expressément réservé une place aux langues africaines, en stipulant, dans l'Article XXIX, que "Les Langues officielles de l'Organisation et de toutes ses institutions seraient, si possible, les langues africaines....". En outre, de très bonne heure dans l'existence de l'Organisation pan-africaine nouvellement créée, tous les états membres signataires de la Charte de l'OUA, ont reconnu que l'unité et la solidarité qu'ils recherchaient et qu'ils s'efforçaient à réaliser, devaient s'effectuer, non seulement sur le plan politique et économique, mais aussi sur le plan culturel et linguistique.

C'était à la recherche de cet objectif étendu qu'en 1966, 3 ans seulement après la fondation de l'organisation, l'Assemblée de chefs d'état et de gouvernement de l'OUA passa la résolution AHG/déc. 8, 1966, créant le Bureau Linguistique Inter-Africain de l'OUA (BIL) avec mission de se consacrer, pour le compte de l'OUA, à la réalisation de la décolonisation et de l'unité linguistiques du continent. Pour mener la lutte contre la domination linguistique et contre la fragmentation du continent par le colonialisme, le BIL a été principalement chargé du devoir d'encourager et de soutenir activement une pratique plus étendue des langues natales africaines à tous les niveaux et à tous usages, et à travailler pour éliminer les langues étrangères à l'intérieur de l'OUA et dans d'autres activités pan-africaines.

Depuis la fondation du BIL et son installation physique à Kampala, Ouganda, en 1973, l'engagement de l'OUA à l'égard des langues autochtones d'Afrique, et le souci de cette dernière d'amener ces langues à l'avant dans les affaires nationales de ses états membres, ont eu d'autres occasions de se manifester, premièrement, par l'adoption, par les chefs d'état et de gouvernement, de la Charte Culturelle de l'Afrique, à Port-Louis, Ile Maurice, en 1976; et, deuxièmement, du Plan d'Action de Lagos, en 1980. Des deux événements ont établi les bases sur lesquelles repose un programme global et intégral de développement du continent.

La Charte Culturelle de l'Afrique, par exemple, demande à tous les états membres, à l'Article 6, section 2, de lancer et consolider "l'enseignement dans les langues nationales à fin d'accélérer leur développement économique, politique et culturel", tandis que l'Article 18 incite tout état membre de préparer et appliquer les réformes nécessaires à l'introduction de langues africaines dans l'enseignement". D'autre part, le Plan d'Action de Lagos, tout



en n'étant pas ouvertement explicite sur les questions linguistiques, en insistant beaucoup sur le concept d'utilisation de ses propres moyens et en accordant une importance primordiale au développement et à la pleine utilisation de la plus importante ressource d'Afrique — sa ressource humaine, offre néanmoins implicitement, son soutien et son encouragement aux langues des populations majoritaires, en tant que véhicules les plus efficaces de communication, à utiliser effectivement dans la mobilisation de ces populations majoritaires, pour trouver la solution aux maux économiques et de développement de l'Afrique.

Mais, en dépit de cet engagement clair et digne d'éloges, prise vis-à-vis des langues autochtones d'Afrique par l'OUA, en tant qu'un ensemble, les actes et les politiques de la majorité des états membres individuels, qui sont essentiels, si l'on compte donner une meilleure chance aux langues africaines en général, ne reflètent pas souvent l'engagement et la préoccupation de l'OUA vis-à-vis de ces langues.

Tout d'abord la plupart des exposés dans cette publication ont été préparés pour présentation à la première conférence de l'OUA sur le thème de: "*Libération et Unité Linguistiques Africaines*". Une invitation avait été lancée à chaque état membre et la plupart d'entre eux avaient accepté d'envoyer des délégués à cette Conférence pour laquelle des fonds avaient préalablement été approuvés par les organes compétents de l'Organisation, comme cela apparaît dans les appropriations budgétaires approuvées en faveur du BIL, pour l'année financière 1981/1982.

En prenant l'initiative de convoquer cette conférence, le BIL voulait attirer l'attention des dirigeants africains au fait que l'Afrique souffrait de problèmes linguistiques dont il fallait chercher et trouver des solutions sans plus tarder. Et, sans doute, des solutions auraient été suggérées. Mais quoique le BIL était prêt à organiser cette conférence, la tenue de celle-ci a échoué par manque de fonds, un problème devenu presque endémique dans l'Organisation.

Deuxièmement, et il est peut-être plus important de souligner, comme dans la plupart des articles de cette publication, que l'Afrique, plus d'une décennie après l'indépendance politique de la majorité de ses pays, continue, non seulement de trop dépendre des ex-langues coloniales, mais aussi fait dénigrer généralement ses propres langues autochtones, ceci surtout par l'élite instruite, qui exerce un pouvoir politique considérable et qu'elle est peu disposée à utiliser pour formuler une politique qui pourrait rehausser le statut des langues africaines en général.

D'une part, l'échec du BIL d'organiser sa conférence, à cause du manque de fonds, que tous les états membres de l'OUA ont la responsabilité de fournir; et, d'autre part, le fait que l'Afrique ne cesse de trop dépendre linguistiquement de l'Europe, bien qu'elle ait rompu sa dépendance politique

de cette dernière, il y a plus d'une décennie, peuvent être attribués à un manque de volonté politique de la part des états membres individuels, non seulement de remplir toutes leurs obligations envers leur propre organisation, mais aussi d'agir en faveur des langues des populations majoritaires des états respectifs.

Si ce n'est pas la volonté politique qui manque, alors le plan d'action à être appliqué par les états membres individuels est déjà bien stipulé dans le point de vue officiel de l'OUA concernant l'utilisation des langues africaines dans le développement socio-économique de l'Afrique: des politiques linguistiques qui sont dans l'intérêt à long terme du développement global devraient placer les langues africaines au centre de ce développement. Mais, ces langues ne deviendront pas des outils viables de développement, avec la capacité de jouer leur justes rôles dans le grand courant de toutes les activités en Afrique, en commençant au niveau des états membres individuels, à moins que, et jusqu'à ce que le leadership politique africain se mette à prendre des décisions qui rehaussent la position et le statut de ces langues. Ceci exige un engagement sincère de la part de chaque état, qui doit prendre des mesures bien déterminées, pour s'éloigner de l'emprise des langues coloniales et d'offrir un soutien pratique aux langues africaines, consistant à élever celles-ci de leur niveau présent de négligence et de sous-développement.

C'est vrai que, étant donné les problèmes nombreux auxquels l'Afrique doit faire face et dont certains sont indépendants de sa volonté, les buts désirés ne peuvent pas être réalisés du jour au lendemain. N'empêche que pour cela nous ne devons pas rester les mains croisées.

Déjà à l'intérieur de l'Afrique, certains pays ont pris des mesures fermes pour arriver à un accommodement avec les problèmes linguistiques de leurs pays respectifs et ont élaboré des politiques qui favorisent les langues africaines. Quelle a été leur expérience? N'est-il pas évident que l'existence de ces pays, et leur prospérité croissante sont un témoignage clair que le processus du dégagement de la domination de langues coloniales et l'élévation de langues africaines au lieu de celles-là est un processus qui n'est pas en dehors de nos possibilités?

Les articles de cette publication, qui sont résumés plus bas, tout en exprimant d'un côté, les vues du BIL; et, de l'autre, les opinions des individus qui les ont préparés, s'accordent tous sur un point: une préoccupation pour un problème très négligé par l'élite dirigeante africaine, un problème qui toutefois, peut uniquement être suffisamment résolu si cette même élite dirigeante exerce sa volonté à adopter le genre de politique qu'il faut.

Donc, dans l'esprit de la fraternité et de l'unité africaines, suivons la ligne déjà tracée par l'OUA vis-à-vis des langues africaines. Prenons le courage de placer devant nous les problèmes linguistiques de notre continent, avec

l'intention de leur trouver des solutions; et tirons des leçons des expériences des uns et des autres. Surtout, ayons la volonté de résolument mettre en pratique seulement ces politiques qui garantissent la postérité future des langues autochtones de l'Afrique.

**1. Libération et unité linguistiques de l'Afrique, par le BIL OUA**, est un document de synthèse et de prise de position, qui aurait été l'un des principaux documents de travail, si la conférence avait eu lieu. Ce document expose le fond du problème de la décolonisation et de l'unité linguistiques de l'Afrique, et fait des recommandations quant aux démarches à prendre pour rapidement atteindre la libération et l'unité linguistiques du continent.

Une des recommandations proposées dans ce document est que les hautes autorités politiques de l'OUA se réunissent pour discuter cette question et élaborent une *charte linguistique* qui sera une nouvelle base de la réhabilitation pratique des langues africaines.

**2. Reconsidération du statut officiel des langues coloniales en Afrique, par K. Mateene**, souligne, d'une part, le fait anormal d'avoir des langues appelées nationales, comme on appelle les langues africaines dans beaucoup de pays, sans que ces langues jouissent d'aucun privilège; et, d'autre part, le fait d'avoir des langues non-africaines auxquelles on accorde tous les avantages de langues officielles. On démontre que cette distinction entre langue *officielle* et langue *nationale* est particulière à l'Afrique, puisque partout ailleurs au monde, ce qui est national est nécessairement en même temps officiel et, de ce fait, on lui accorde automatiquement tous les privilèges qui en découlent. Des arguments sont avancés pour prouver que seules les langues africaines, et non les langues étrangères européennes, méritent d'être des langues officielles dans l'Afrique indépendante.

**3. La vie et la vitalité des langues africaines: Une charte pour l'avenir, par David Dalby**, examine les moyens par lesquels la vitalité et la variété linguistiques de l'Afrique pourraient être aménagées pour le bonheur du continent tout entier, en avançant des propositions pratiques qui formeraient la base d'une charte ayant pour but la libération et le développement actifs des langues africaines. On souligne qu'en dépit de leur grand nombre, les langues-africaines peuvent être un moyen de promouvoir l'unité future du continent grâce à la parenté intime existant entre beaucoup d'entre elles et qui encourage le bilinguisme et le multilinguisme parmi les locuteurs de ces langues, et ainsi facilite, à son tour, la propagation des langues qui sont déjà des moyens de communication étendue. Il est également souligné que le développement progressif de certaines langues africaines choisies comme moyens de

communication et d'unité internationales en Afrique elle-même est désirable, et ne devrait en aucune façon, être lâchée à cause de la nécessité d'employer des langues étrangères pour la communication au niveau mondial.

**4. A propos de la mort des langues,** par *Pierre Alexandre*, étudie le problème des relations linguistiques en soulignant, d'une part, l'universalité du problème, et s'occupant, d'autre part, de son aspect africain. A partir de quel moment peut-on considérer une langue comme morte ou vivante? Quelques langues européennes qui étaient des langues internationales sont devenues langues mortes, alors qu'elles sont écrites et lues; tandis que beaucoup des langues africaines non écrites sont bien vivantes.

L'article montre que grâce à l'énorme capacité de résistance et d'autoperpétuation des langues africaines, l'extinction, voir la mort absolue des langues originelles, n'est pas une caractéristique fréquente sur la scène africaine. Les langues coloniales européennes, en dépit de leur prestige actuel dans beaucoup de pays africains, n'ont réussi à éliminer aucune des langues locales et, vraisemblablement, ne le réussiront pas dans l'avenir. Il est plus probable que les langues africaines non écrites, mais parlées par la majorité de la population locale, vont résister à la tentative de leur élimination par les langues étrangères écrites et parlées par une petite élite, comme nous le montre l'histoire des relations entre les langues européennes modernes et le gréco-latin.

Il est recommandé que puisque l'étude systématique des langues non-officielles, surtout de celles qui sont minoritaires démographiquement et qui pourraient être plus vulnérables aux menaces d'extinction, ne présente pas un danger à l'unité nationale, l'Afrique devrait adopter une politique qui doit se préoccuper même de ses langues minoritaires et peu étendues, si l'Afrique veut rester africaine. La leçon et la suggestion globales à tirer de cet article sont que:

à moins que l'état actuel de négligence totale des langues africaines change pour le mieux, les langues africaines sont menacées de déclin, de disparition lente, et, à la longue, de mort, ce qu'aucun africain ne peut publiquement souhaiter.

**3-4. Les professeurs Dalby et Alexandre**, qui ont comme contributions les deux documents résumés ci-dessus ne sont pas des africains. Mais ils sont tous deux des spécialistes dévoués de l'Afrique et de ses langues, et, dans un sens, représentent les deux langues étrangères les plus largement utilisées en Afrique, l'anglais et le français.

Nous pouvons aussi sans aucun doute considérer que tous les deux n'étaient nullement obligés d'arriver au genre de conclusions auxquelles ils sont arrivés, en faveur de la promotion des langues africaines en tant que moyen de libérer

et d'unifier davantage ce continent. Leurs conclusions doivent être sérieusement considérées, particulièrement par ceux qui ne sont pas encore convertis à préférer les langues africaines aux langues européennes étrangères en Afrique.

Si ceux qui devraient normalement plaider en faveur d'un usage et d'une dépendance accrues des langues européennes étrangères en Afrique sont déjà convaincus que de telles politiques ne seraient pas dans l'intérêt de l'Afrique, alors, sûrement, il est grand temps que nous, les africains nous prenions les dispositions nécessaires pour nous assurer que les langues africaines sont convenablement réhabilitées et promues dans nos milieux pour l'amour de l'Afrique.

**5. La planification linguistique de l'enseignement en Namibie: L'anglais pour la libération ou le néo-colonialisme?** *par R. Phillipson, T. Skutnabb-Kangas et H. Africa.* Cette contribution est assez particulière dans ce sens qu'elle est écrite à propos d'une proposition de politique linguistique d'un pays, la Namibie, qui n'a pas encore atteint son indépendance politique, mais qui s'y apprête dans un très proche avenir. Parce qu'elle est l'un des derniers vestiges du colonialisme en Afrique, la Namibie a une chance unique en ce que ses dirigeants sont dans la position de poser la question de savoir quelles sont les langues à promouvoir dans une Namibie indépendante, avec l'avantage absolue de toutes les expériences que les états africains déjà indépendants ont connues avant eux. La véritable épreuve que ces dirigeants doivent affronter est de savoir si oui ou non ils vont éviter les erreurs commises ailleurs, quant au choix de langues à promouvoir. Quel rôle ces dirigeants envisagent d'accorder aux langues Namibiennes vis-à-vis d'autres langues étrangères déjà présentes en Namibie, ou qui vont être introduites dans le pays?

Bien que ne s'opposant pas aux politiques déjà exprimées par la SWAPO, néanmoins cet article, en s'appuyant sur les expériences constatées à partir d'une grande étendue de modèles éducatifs, fait appel aux dirigeants Namibiens pour adopter une approche plus réaliste qui a pour but de renforcer les langues Namibiennes et de leur donner un soutien, en vue d'une réussite globale de la stratégie recherchée à remplacer l'afrikaans, la langue d'apartheid, par l'anglais comme véhicule de l'enseignement dans une Namibie indépendante.

Bien qu'il n'était pas au départ destiné à la conférence du BIL, cet article a été sélectionné à paraître dans cette collection, par ce qu'il convient très bien au thème de cette publication, et plaide en faveur de l'opinion selon laquelle l'usage exagéré des anciennes langues coloniales aux dépens de l'enseignement dans les langues maternelles n'est pas salubre pour l'Afrique et devrait, par conséquent, être évité.

6. **Des langues coloniales, moyens obligatoires de domination, et des langues autochtones, facteurs nécessaires de libération et de développement, par K. Mateene.** Dans cet article on examine côte à côte, d'une part, l'unification linguistique imposée de l'extérieur par le colonialisme, où les colonisateurs n'avaient pas d'autre choix que d'employer leurs propres langues et en même temps les imposer par la force sur les peuples colonisés d'Afrique; et, de l'autre côté, le genre d'unification qui pourrait prédominer à partir de l'instant où les langues originelles à l'Afrique sont employées. En outre, le même article compare les conséquences de l'imposition des langues coloniales dans les domaines administratifs et socio-économiques avec les conséquences de l'emploi des langues locales dans l'introduction et la diffusion des activités des missionnaires en Afrique. On démontre que le succès de ces derniers et, à vrai dire, le consentement continu dont jouit l'activité missionnaire en Afrique dépend en partie de la politique linguistique qu'ils ont adoptée et qui accorde une grande importance aux langues des peuples qu'ils voulaient convertir.

De la même façon, nous sommes encouragés de lutter pour une véritable unité linguistique, basée sur l'usage des langues autochtones présentées comme étant la meilleure voie pour pénétrer et provoquer des changements profonds dans la vie des populations africaines.

Pareillement à l'article sur la politique linguistique pour la Namibie, cet article n'était pas spécialement destiné à la conférence du BIL. Son auteur l'a préparé pendant son congé sabbatique qu'il a passé à l'Université de Port Harcourt (au Nigeria) pendant l'année 1983/84; et son insertion dans cette publication est purement due à sa conformité au thème général de la publication.

BIL remercie tous ceux qui ont donné leur contribution à cette publication. C'est à eux seuls qu'on doit attribuer les faits et les opinions exprimées dedans et qui ne sont pas nécessairement celles du BIL, et n'engagent pas l'Organisation.

Vive la Décolonisation et l'Unité Linguistiques Africaines.

*John Kalema*

## LIBERATION ET UNITE LINGUISTIQUES DE L'AFRIQUE

par BIL OUA

## INTRODUCTION

Conformément aux tâches et aux objectifs assignés au Bureau Linguistique Inter-Africain de l'OUA (BIL) par Décision No. AHG/Déc. 8, 1966 de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de l'OUA, était prévue au début de l'année 1982 l'organisation de la Première Conférence Linguistique Inter-Africaine sur le thème "Libération et Unité Linguistiques de l'Afrique" avec l'objectif principal de discuter des nombreux problèmes non encore résolus concernant l'indépendance et l'unité linguistiques du continent africain. Toutefois cette conférence n'a pas pu se tenir jusqu'à maintenant pour des raisons indépendantes de la volonté du BIL.

Si cette conférence devait se tenir aujourd'hui elle se tiendrait face à un passé qui a connu peu ou pas du tout de changement dans les idées et attitudes d'un grand nombre de dirigeants et élites africains concernant l'indépendance et l'unité linguistiques de l'Afrique. Des années après l'accession à l'indépendance politique, la majorité des états africains indépendants poursuivent des politiques linguistiques héritées à l'indépendance qui dans l'ensemble favorisent les langues étrangères coloniales plutôt que les langues autochtones du continent africain. En effet dans certains cas, on peut démontrer que les politiques linguistiques poursuivies aujourd'hui par certains états africains sont toujours aussi coloniales dans leur conception que pendant la période antérieure à l'indépendance politique. Rien ne se fait sans recourir aux langues européennes comme moyens exclusifs de communication, non seulement entre états membres, mais même pour les affaires internes dans le même pays. Ainsi nos systèmes de communication à tous les niveaux et dans tous les domaines de nos activités dépendent des langues étrangères coloniales.

En même temps l'idée de réaliser l'unité linguistique de l'Afrique au moyen des langues africaines ne figure pas sur la liste des priorités pour beaucoup de dirigeants africains. Par contre on croit généralement que l'unité linguistique africaine serait mieux réalisée au moyen des langues étrangères européennes. Non seulement les langues africaines sont tenues loin des préoccupations des dirigeants et intellectuels africains, mais aussi on refuse à ces langues de profiter de la modernité qui semble être réservée seulement aux langues européennes. Comme si les langues africaines ne sont pas dignes d'être écrites et lues, on les a en grande partie tenues à leur rôle traditionnel d'être utilisées oralement sans profiter de l'écriture et de la lecture qui pourraient contribuer à

leur développement.

Compte tenu de cet état de choses le BIL a estimé qu'il était très urgent et important pour l'Afrique et pour les dirigeants africains en particulier de se rendre compte du fait que l'Afrique souffrait d'un problème linguistique grave qui avait besoin d'être résolu si un progrès général devait être réalisé partout. Nos dirigeants devaient réexaminer d'une façon réaliste les problèmes linguistiques du continent et adopter ensuite des politiques qui sauvegardent l'indépendance et l'unité linguistiques de l'Afrique. D'où le désir originel du BIL d'organiser une conférence où, considérant le rôle extrêmement important que les gouvernements doivent jouer dans la réalisation de l'indépendance et de l'unité linguistiques, chaque état membre de l'OUA a été invité à se faire représenter à cette conférence et à contribuer d'une façon positive à l'élaboration d'un plan d'action. Un tel plan d'action n'a pas été mis sur pied parce que la conférence a été reportée. Toutefois, comme le fait que la conférence a été reportée ne rend pas caducs ni moins pertinents le message et les idées sur lesquels cette conférence devait insister et comme, en tout cas, notre objectif est d'exposer les problèmes linguistiques du continent en vue de trouver des solutions à ces problèmes, le BIL a estimé approprié de faire connaître au grand public et de passer en revue ses propres points de vue et ceux des experts en linguistique, originellement invités, qui sont exprimés dans les articles qui viennent après cette revue.

## 1.0 LIBERATION LINGUISTIQUE DE L'AFRIQUE

Pour établir un plan d'action d'ensemble pour libérer l'Afrique linguistiquement, le BIL pense qu'il est très important que soit fait un examen minutieux de la politique linguistique de chaque état membre de l'OUA afin de vérifier si oui ou non les politiques linguistiques poursuivies contribuent à assurer l'indépendance linguistique perpétuelle du continent africain en général et de leurs pays respectifs en particulier. En faisant cette évaluation, il s'avère nécessaire de faire un examen réaliste des facteurs clefs suivants:

### 1.1 Le rôle du linguiste africain dans le combat pour la libération linguistique de l'Afrique

L'attitude de beaucoup d'intellectuels africains envers leurs langues natales laisse beaucoup à désirer. La plupart de ces intellectuels considèrent les langues africaines non seulement comme inférieures aux langues étrangères européennes, mais aussi comme des langues dont on ne doit nullement se préoccuper.

Si jamais la connaissance de ces langues s'avérait nécessaire, on pourrait les apprendre dans les rues, ou d'une façon informelle dans les lieux de travail, et

que les linguistes sont techniquement préparés à les assister dans la réalisation de leurs politiques, une fois qu'ils ont publiquement déclaré des politiques favorables aux langues africaines.

C'est la déclaration de telles politiques qui déterminera le développement et la production des manuels scolaires en langues africaines. La pénurie actuelle de tels manuels est simplement une conséquence du manque de politique dans ce domaine et qui ne devrait pas continuer à être utilisé comme prétexte pour ne pas adopter des politiques qui reconnaissent officiellement les langues africaines.

Dans leur domaine académique, les linguistes africains devraient avant tout démontrer qu'ils dépendent de moins en moins dans leurs recherches des modèles et intérêts linguistiques de l'Occident. Presque partout en Afrique il y a un besoin urgent pour les linguistes africains de trouver des réponses individuelles au dilemme d'adapter leurs activités professionnelles aux besoins de leurs communautés linguistiques. S'ils doivent jouer un rôle positif dans la lutte pour la libération linguistique du continent, les linguistes africains n'ont pas d'autre choix que de se concentrer sur les problèmes linguistiques propres au continent africain même au risque de paraître s'isoler des courants de la linguistique occidentale.

Les linguistes peuvent et doivent écrire en langues africaines pour permettre aux autres de lire celles-ci et faciliter leur introduction dans le système scolaire. C'est leur devoir d'adapter les langues non écrites à l'écriture et à la lecture, ainsi que de promouvoir la production littéraire de toute sorte dans les langues déjà écrites.

### 1.2 Les avantages et les désavantages des langues étrangères en Afrique

En dépit du fait que les langues étrangères sont accessibles à une petite minorité de la population, beaucoup des pays africains leur accordent le statut de langues officielles. Ces langues sont utilisées partout dans l'administration, l'éducation et les mass media, et une attention particulière leur est accordée, à cause des avantages qu'elles procurent et que les langues africaines ne donnent pas. Les avantages souvent cités sont ceux d'ordre scientifique et technologique. En outre, il est généralement soutenu qu'on fera mieux connaître l'Afrique au reste du monde par les langues étrangères. On ajoute en outre que si l'Afrique doit rester dans la course avec le reste du monde, alors elle n'a pas d'autre choix que de continuer à utiliser les langues européennes. On conclut que dans ce cas la connaissance d'une langue étrangère est une nécessité et un moyen de développement.



de récréation. Et comme on ne juge pas le statut social d'un individu par sa connaissance des langues africaines, l'usage de ces langues ne devrait d'aucune manière être encouragé ouvertement. Par contre les langues européennes qui sont "la clef" à tout devraient être encouragées et pratiquées partout.

Et si l'on souligne le fait que la tendance actuelle favorise d'une façon disproportionnée l'usage des langues étrangères et que nous dépendons de plus en plus de ces langues, ces mêmes intellectuels se hâtent de référer le blâme sur les facteurs historiques, notamment la colonisation, comme si les africains en général sont incapables de corriger ces facteurs historiques.

Etant donné ce genre d'attitude de la part de beaucoup d'intellectuels africains, comment les linguistes africains qui eux aussi font partie de l'intelligentsia africaine peuvent-ils effectivement contribuer à libérer leur peuple de leur complexe d'infériorité qui résulte de la relégation de leurs langues au rang de langues insignifiantes dans leurs propres sociétés.

Comme intellectuels aussi bien qu'africains engagés, les linguistes ont un rôle à jouer dans la propagation dans leurs sociétés des attitudes correctes envers les langues en général et les langues africaines en particulier. Les linguistes africains pourraient y contribuer en commençant par se débarrasser eux-mêmes des attitudes chauvines qu'ils pourraient avoir envers les langues européennes et en utilisant d'une façon consciencieuse et plus fréquemment les langues africaines dans leurs foyers, dans leurs lieux de travail et partout où ils rencontrent d'autres africains qui parlent la même langue. Ils pourraient également prendre des mesures nécessaires pour s'assurer que ces langues ne meurent pas, en faisant en sorte par exemple que leurs enfants apprennent correctement leurs langues natales africaines surtout dans leur bas âge au foyer et à l'école.

Mais il faut remarquer qu'il est impossible d'acquérir une base solide dans une langue natale là où le système d'éducation, surtout pendant la période pré-universitaire, est pratiquement basé sur un moyen d'instruction étranger aux gens qui sont supposés bénéficier de ce système d'éducation. Par conséquent, les linguistes doivent condamner de tels systèmes et se dissocier de leurs auteurs.

Nous devons surtout éviter de paraître aux yeux des gouvernements comme favorables aux systèmes d'éducation où les langues africaines sont exclues des programmes d'enseignement, si ces gouvernements remarquent que nous envoyons allégrement nos enfants aux écoles, où c'est un crime de parler autre chose que les langues européennes.

Les linguistes africains devraient se décider à soutenir l'adoption par les gouvernements des politiques qui favorisent l'introduction et l'emploi des langues africaines comme moyens officiels de communication dans toutes les activités nationales. A leur tour les gouvernements africains devraient savoir

pour avancer dans les études. Nos systèmes d'éducation sont tels qu'ils sont principalement orientés vers l'acquisition des langues étrangères, tandis que l'apprentissage des autres matières nécessaires au développement technique et économique est retardé jusqu'à la maîtrise des langues étrangères.

Cependant les avantages qu'on croit retirer de l'usage des langues étrangères en Afrique sont négligeables face aux désavantages de loin plus nombreux. Le fait qu'elles sont uniquement comprises par une petite minorité signifie que leur usage dans les affaires publiques exclut une large majorité de la population africaine qui n'a pas accès à ces langues. Le peuple est ainsi amené à considérer son existence laborieuse comme une malédiction qui lui est arrivée pour n'avoir pas pu aller à l'école et pour son incapacité à manipuler cette clef magique à l'élévation sociale et économique qu'est la langue étrangère. Et pourtant, sans la mobilisation et la participation effective de la majorité des populations à l'effort de développement, en utilisant les langues comprises par elles, le progrès véritable restera pour jamais une pure illusion.

Il n'y a aucune preuve convaincante pour démontrer que l'emploi de nos langues locales empêchera de faire du progrès dans les domaines scientifique et technologique qui mène au développement général de nos sociétés. Les progrès réalisés dans ces domaines par le Japon et la Chine, pour ne citer que quelques pays dans le monde où les langues du peuple sont permises de jouer leur plein rôle dans la société, devraient nous ouvrir les yeux devant la réalité de la situation, à savoir que notre insistance sur les langues étrangères ne contribue nullement à la cause de notre développement économique.

L'adoption des langues étrangères ne fait que limiter à une toute petite minorité l'accès à la connaissance technique. Toutefois si l'éducation était menée dans les langues locales africaines, la connaissance technique, qui est une condition préalable au développement économique, serait accessible à un plus grand nombre de nos populations et serait plus facilement acquise.

Essayer d'obliger tout le monde de maîtriser une langue étrangère, comme l'ont toujours fait nos systèmes d'éducation actuels, s'avère être non seulement extrêmement coûteux, mais aussi, et surtout, une entrave à la vulgarisation parmi la majorité de la population d'une connaissance scientifique et technique de base qui est une condition préalable au développement général de l'Afrique.

Puisque ces systèmes d'éducation ont existé parmi nous depuis plus de vingt ans maintenant sans apporter les fruits escomptés, il est grand temps que nous nous rendions compte qu'il est plus facile, moins coûteux et d'une valeur plus durable de faire des langues africaines les langues de travail de tout le monde, y compris la minorité dirigeante constituée par l'élite occidentale qui domine

que les linguistes sont techniquement préparés à les assister dans la réalisation de leurs politiques, une fois qu'ils ont publiquement déclaré des politiques favorables aux langues africaines.

C'est la déclaration de telles politiques qui déterminera le développement et la production des manuels scolaires en langues africaines. La pénurie actuelle de tels manuels est simplement une conséquence du manque de politique dans ce domaine et qui ne devrait pas continuer à être utilisé comme prétexte pour ne pas adopter des politiques qui reconnaissent officiellement les langues africaines.

Dans leur domaine académique, les linguistes africains devraient avant tout démontrer qu'ils dépendent de moins en moins dans leurs recherches des modèles et intérêts linguistiques de l'Occident. Presque partout en Afrique il y a un besoin urgent pour les linguistes africains de trouver des réponses individuelles au dilemme d'adapter leurs activités professionnelles aux besoins de leurs communautés linguistiques. S'ils doivent jouer un rôle positif dans la lutte pour la libération linguistique du continent, les linguistes africains n'ont pas d'autre choix que de se concentrer sur les problèmes linguistiques propres au continent africain même au risque de paraître s'isoler des courants de la linguistique occidentale.

Les linguistes peuvent et doivent écrire en langues africaines pour permettre aux autres de lire celles-ci et faciliter leur introduction dans le système scolaire. C'est leur devoir d'adapter les langues non écrites à l'écriture et à la lecture, ainsi que de promouvoir la production littéraire de toute sorte dans les langues déjà écrites.

## **1.2 Les avantages et les désavantages des langues étrangères en Afrique**

En dépit du fait que les langues étrangères sont accessibles à une petite minorité de la population, beaucoup des pays africains leur accordent le statut de langues officielles. Ces langues sont utilisées partout dans l'administration, l'éducation et les mass media, et une attention particulière leur est accordée, à cause des avantages qu'elles procurent et que les langues africaines ne donnent pas. Les avantages souvent cités sont ceux d'ordre scientifique et technologique. En outre, il est généralement soutenu qu'on fera mieux connaître l'Afrique au reste du monde par les langues étrangères. On ajoute en outre que si l'Afrique doit rester dans la course avec le reste du monde, alors elle n'a pas d'autre choix que de continuer à utiliser les langues européennes. On conclut que dans ce cas la connaissance d'une langue étrangère est une nécessité et un moyen de développement.

On accorde une priorité à l'apprentissage des langues européennes coloniales dans nos systèmes d'enseignement scolaire, à tel point de faire de leur connaissance une condition à remplir pour apprendre d'autres matières ou

pour avancer dans les études. Nos systèmes d'éducation sont tels qu'ils sont principalement orientés vers l'acquisition des langues étrangères, tandis que l'apprentissage des autres matières nécessaires au développement technique et économique est retardé jusqu'à la maîtrise des langues étrangères.

Cependant les avantages qu'on croit retirer de l'usage des langues étrangères en Afrique sont négligeables face aux désavantages de loin plus nombreux. Le fait qu'elles sont uniquement comprises par une petite minorité signifie que leur usage dans les affaires publiques exclut une large majorité de la population africaine qui n'a pas accès à ces langues. Le peuple est ainsi amené à considérer son existence laborieuse comme une malédiction qui lui est arrivée pour n'avoir pas pu aller à l'école et pour son incapacité à manipuler cette clef magique à l'élévation sociale et économique qu'est la langue étrangère. Et pourtant, sans la mobilisation et la participation effective de la majorité des populations à l'effort de développement, en utilisant les langues comprises par elles, le progrès véritable restera pour jamais une pure illusion.

Il n'y a aucune preuve convaincante pour démontrer que l'emploi de nos langues locales empêchera de faire du progrès dans les domaines scientifique et technologique qui mène au développement général de nos sociétés. Les progrès réalisés dans ces domaines par le Japon et la Chine, pour ne citer que quelques pays dans le monde où les langues du peuple sont permises de jouer leur plein rôle dans la société, devraient nous ouvrir les yeux devant la réalité de la situation, à savoir que notre insistance sur les langues étrangères ne contribue nullement à la cause de notre développement économique.

L'adoption des langues étrangères ne fait que limiter à une toute petite minorité l'accès à la connaissance technique. Toutefois si l'éducation était menée dans les langues locales africaines, la connaissance technique, qui est une condition préalable au développement économique, serait accessible à un plus grand nombre de nos populations et serait plus facilement acquise.

Essayer d'obliger tout le monde de maîtriser une langue étrangère, comme l'ont toujours fait nos systèmes d'éducation actuels, s'avère être non seulement extrêmement coûteux, mais aussi, et surtout, une entrave à la vulgarisation parmi la majorité de la population d'une connaissance scientifique et technique de base qui est une condition préalable au développement général de l'Afrique.

Puisque ces systèmes d'éducation ont existé parmi nous depuis plus de vingt ans maintenant sans apporter les fruits escomptés, il est grand temps que nous nous rendions compte qu'il est plus facile, moins coûteux et d'une valeur plus durable de faire des langues africaines les langues de travail de tout le monde, y compris la minorité dirigeante constituée par l'élite occidentalisée qui devrait suivre de cours de recyclage en langues africaines, si c'est nécessaire, plutôt que faire d'une langue étrangère la langue scientifique et technologique.

Ainsi le statut si élevé dont jouissent les langues européennes dans, non seulement l'enseignement, mais aussi dans toutes nos activités nationales, donne à ces langues étrangères le prestige que devraient avoir nos langues, si on attribuait à celles-ci des fonctions officielles importantes à remplir dans la vie nationale.

### **1.3 Le rôle des langues autochtones africaines dans la libération linguistique et le développement de l'Afrique**

Les langues de la majorité des populations de l'Afrique sont les langues africaines. En tant que telles, on doit leur accorder leur place légitime dans tous les domaines des activités des sociétés où elles sont parlées. Il faut reconnaître non seulement qu'il est anormal de gouverner un pays, sans parler d'un continent, dans des langues qui ne sont pas comprises par la majorité de la population; mais il faut aussi reconnaître que perpétuer la tendance actuelle, c'est être complice du processus néo-colonial, qui s'identifie aux instruments linguistiques de cultures étrangères et qui oppriment les langues et les cultures africaines.

Accepter les langues africaines et leur donner place dans la conduite de toutes les activités des pays africains contribuerait beaucoup à relever le moral de la vaste majorité des populations africaines qui actuellement se sentent lésées et incapables de contribuer d'une façon considérable au bien-être et au développement de leurs propres pays.

L'emploi des langues locales africaines comblerait le manque de communication qui existe actuellement entre les gouvernements et les masses. En conséquence on accomplirait beaucoup plus facilement la tâche de mobiliser les masses pour qu'elles s'engagent pleinement et d'une manière créative dans les processus du développement, tâche qui actuellement semble impossible à accomplir avec les langues étrangères comme base de développement.

L'emploi croissant des langues africaines engendrerait à leur tour l'impulsion nécessaire pour plus d'études scientifiques de ces langues qui par voie de conséquence garantirait à leur tour, non seulement le développement de ces langues, mais aussi leur survie pour toujours.

Si les langues africaines ne sont pas utilisées, particulièrement dans des activités sophistiquées, personne ne sentira le besoin de les améliorer (développer) et, dans de telles circonstances, nous serons toujours forcés d'avoir recours aux langues étrangères importées. Il ne fait point de doute qu'à la longue nos langues pourront s'éteindre ou du moins avoir une moindre importance, à cause de leur bas niveau de développement qui ne saurait satisfaire les demandes du monde moderne.

#### 1.4 La libération linguistique comme instrument de développement économique, social et culturel

Le plan d'action pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international en Afrique qui a été accepté par tous les dirigeants africains donne une place importante au développement des ressources humaines. Ce plan reconnaît sans équivoque le fait que, étant donné que le plus grand avantage de l'Afrique est ses ressources humaines, la mobilisation totale et l'utilisation efficace de la main-d'oeuvre (hommes, femmes et jeunes, instruits et non-instruits) pour le développement national et le progrès social sont des instruments majeurs de développement.

Toutefois une telle mobilisation ne deviendra pas une réalité jusqu'à ce que, et à moins que, les langues des masses soient convenablement intégrées au contexte économique, social et culturel de leurs pays respectifs. Ceci exige nécessairement des changements fondamentaux dans les politiques linguistiques de nombreux pays africains.

La réussite des mesures pour atteindre rapidement les buts de l'autosuffisance, du développement autonome et de la croissance économique dépendra de la façon avec laquelle les dirigeants africains pourront rapidement changer le cours des événements pour libérer leurs pays de la dépendance extrême des langues étrangères européennes qui prévaut actuellement dans plusieurs pays.

On devra adopter des attitudes plus libérales envers toutes les langues à l'intérieur de chaque pays. La multiplicité de langues dans la plupart des pays africains devra être acceptée et reconnue avec fierté, tout comme la multiplicité de cultures dans bien des pays multilingues est acceptée et acclamée avec fierté par nos dirigeants. Ce n'est que par la libération linguistique du continent que l'Afrique sera capable de progresser dans la décennie prochaine jusqu'à l'an 2000.

Si la majorité des populations vit dans les campagnes, et elle continuera à y vivre et à y travailler pendant longtemps encore, la reconnaissance de la valeur des langues africaines locales comme les moyens de communication les plus appropriés dans ces milieux aura pour résultat d'avoir sur place des jeunes avec une formation mieux adaptée qui utiliseront créativement les langues qu'ils comprennent mieux pour contribuer efficacement au développement de leur milieu. La formation et le respect pour les langues locales reçus par les jeunes dans les milieux ruraux, les encouragera à rester et à travailler dans les campagnes. Ainsi on diminuera le présent exode des jeunes ruraux vers les grandes villes, à la recherche d'emplois où ils sont supposés utiliser leur connaissance en langue étrangère, qui d'habitude n'est pratiquée qu'en ville. Ainsi la promotion des langues africaines non seulement contribuera au

développement économique des milieux ruraux, où vit la majorité des populations, mais aussi elle empêchera l'augmentation du nombre de chômeurs urbains.

### **1.5 Les difficultés éventuelles dans la réalisation de la libération linguistique de l'Afrique**

Supposer que la réalisation de l'objectif d'atteindre la libération linguistique de l'Afrique se fera sans difficultés serait manquer de réalisme, compte tenu des intérêts importants que la puissante petite élite des pays africains a développés pendant la période que les langues étrangères européennes ont régné toutes puissantes dans toutes les affaires importantes de leurs pays respectifs. Il est très peu probable que le changement inéluctable de la base du pouvoir, changement en faveur des masses, se produira sans une lutte acharnée de la part de ceux qui sont favorables au maintien du status quo, où les langues africaines ne sont pas la clef à une bonne vie.

Cependant si l'intérêt de la puissante élite n'est pas égoïste, alors l'appel à la libération linguistique de l'Afrique doit être interprété comme opportun. Des mesures urgentes doivent donc être prises pour s'assurer qu'il est rapidement mis en application. Ceci exige, avant tout, un engagement sans équivoque de la part des gouvernements africains à intégrer les langues africaines dans toutes les activités de chaque pays pendant qu'en même temps il y a un désengagement délibéré de l'emprise et de la domination des langues étrangères. Si ceci est accompagné de programmes d'action nationale qui entraînent le transfert des ressources des langues étrangères vers les langues africaines, alors les difficultés éventuelles dans la réalisation de l'objectif d'atteindre la libération linguistique de l'Afrique ne pourront pas être insurmontables.

Que les dirigeants africains cessent de penser qu'il est indifférent de gouverner en langues étrangères ou en langues autochtones. La question devrait être soulevée et entretenue pour être considérée par tous les gens concernés. Une des difficultés à résoudre est l'absence de débat dans les forums politiques nationaux.

### **2.0 L'UNITE LINGUISTIQUE DE L'AFRIQUE**

En plus de l'élaboration d'une stratégie pour la libération linguistique, une autre stratégie doit être mise en place pour unir l'Afrique linguistiquement. En s'acquittant de cette importante tâche, il faut avoir à l'esprit le fait que la majorité des pays africains sont multilingues avec une pléthore de langues africaines autochtones qui correspondent à la multiplicité des identités ethniques et des héritages culturels qui se trouvent sur le continent. Mais ce fait

n'est pas en soi un trait unique à l'Afrique et ne devrait pas être interprété comme une malédiction sur ce continent.

Ce qui est important pour l'Afrique, c'est de se rendre compte qu'il est possible de réaliser aussi bien que de maintenir l'unité en dépit de la diversité constatée. Politiquement, ceci est déjà une réalité, avec l'acceptation de la multiplicité des identités ethniques à l'intérieur des frontières communes comme constituant un seul pays avec assez de caractéristiques pour répondre aux besoins des populations de ce pays particulier. Linguistiquement l'Afrique doit accepter son multilinguisme original, alors qu'en même temps elle relève d'une façon réaliste le défi d'identifier et de promouvoir certaines langues africaines qui sont capables de répondre aux intérêts communs de la majorité des populations à des niveaux différents en commençant au niveau de chaque pays individuel, jusqu'au niveau continental. Le reste de cette section traite des différentes mesures qui peuvent être prises pour réaliser l'unité linguistique aux différents niveaux.

## 2.1 L'unité linguistique au niveau national

Ça vaut la peine de souligner que plusieurs pays africains n'ont pas de politiques clairement définies visant à l'unification de la majorité de la population à l'intérieur de leurs frontières. Dans ces pays les langues européennes sont maintenues et on leur accorde le statut officiel à l'exclusion de toute autre langue locale du pays parce que les langues européennes sont prétendument "neutres", parce qu'elles n'appartiennent à aucun groupe social particulier dans un pays donné, pour que ce groupe particulier puisse paraître avoir un avantage sur tout autre groupe, au cas où sa langue serait choisie comme langue officielle. Et pourtant en maintenant les langues européennes comme langues d'unité des africains au niveau national, si jamais cela est réalisable, on ne réussit qu'à unifier un petit groupe dont le dénominateur commun est l'exploitation de la majorité silencieuse qui n'a pas accès aux douceurs et aux lumières que seules les langues européennes procurent.

Il faut toutefois insister sur le fait qu'il reste hypothétique de supposer que des conflits ethniques éclateraient automatiquement à l'élévation au statut officiel de certaines langues autochtones dans un pays multilingue comme un moyen de réaliser l'unité de la majorité de la population.

Que la majorité des pays africains soient multilingues ne devrait pas décourager les gouvernements de prendre des décisions qui puissent conduire à l'unité linguistique de leurs pays. Ceci est particulièrement vrai, puisque la réalisation de l'unité linguistique d'une nation ne présuppose pas le nombre des langues à prendre en compte pour la réaliser.

En tout cas, dans tous les pays africains multilingues, il existe toujours un petit nombre de langues principales souvent largement connues et pratiquées par des locuteurs de langues numériquement moins importantes. Les langues principales peuvent devenir les langues officielles du gouvernement, tandis qu'on accorde le droit à l'usage local et limité aux langues minoritaires, qui pourraient, par exemple, être utilisées comme langues de l'enseignement primaire, pour permettre aux enfants d'acquérir leur première compétence en lecture et en écriture en utilisant leur langue maternelle.

Au niveau national, si les langues principales sont utilisées dans leurs régions respectives d'origines, elles pourraient être enseignées comme options dans d'autres régions. Avec le temps et selon leur propre dynamisme une ou deux des langues principales émergeront comme langues qui feront véritablement l'unité nationale.

L'unité linguistique nationale à réaliser ou à poursuivre à long terme est envisagée à partir du multilinguisme comme donnée de base, tout comme l'unité politique nationale, qui n'avait jamais été mise en question à l'indépendance il y a 20 ans, s'est forgée sur une multiplicité de royaumes différents, et de groupes tribaux politiquement séparés dans chacun de ce que nous considérons aujourd'hui comme un seul pays.

La seule différence entre la multiplicité des communautés tribales dans le passé et la multiplicité des langues aujourd'hui est que dans le premier cas, il y a eu unification par la force, par les puissances coloniales; tandis que, dans le second cas, c'est un défi qu'il nous revient de relever. La décolonisation linguistique exige une lutte de niveau national, tout comme on s'est battu pour l'indépendance politique. Nous suggérons donc que des pays où il y a une langue majoritaire, comme le Wolof, au Sénégal; le Bambara, au Mali; le Shona, au Zimbabwe; le Sango, en République Centrafricaine; le Nyanja, au Malawi; le More, au Burkina Faso; le Lingala, au Congo; et l'Ewe, au Togo; donnent l'exemple, et déclarent ces langues officielles à l'intérieur de leurs frontières respectives. Nous reconnaissons le fait que l'Éthiopie, la Somalie, la Tanzanie, le Rwanda, le Burundi, Madagascar et tous les pays afro-arabes nord-africains ont déjà pris des décisions qui favorisent l'emploi des langues africaines dans l'éducation et la vie publique. Nous exhortons la majorité de nos pays multilingues restant à entreprendre sans plus tarder la lutte pour la décolonisation linguistique totale de leurs frontières.

## **2.2 L'unité linguistique aux niveaux régional et continental**

Certaines langues africaines considérées comme langues principales au niveau national se sont déjà répandues, par leur propre dynamisme, au-delà des frontières de leur pays d'origine. Elles sont devenues inter-africaines du fait qu'elles sont largement pratiquées dans plusieurs pays voisins. C'est le cas,



par exemple, du Kiswahili en Afrique de l'Est, du Hausa en Afrique de l'Ouest, de l'Arabe en Afrique du Nord, du Lingala en Afrique Centrale et du Zulu en Afrique australe. Toutes ces langues peuvent se répandre encore davantage si elles sont enseignées dans des pays où elles ne sont pas des langues nationales ou dans des pays en dehors de la région où elles sont surtout pratiquées. Pour réaliser ceci la collaboration inter-état parmi les pays africains s'avère nécessaire.

Tout en cherchant les possibilités de réaliser l'unité linguistique aux niveaux régional et continental, ça vaut la peine d'avoir à l'esprit que renvoyer aux calendes grecques les problèmes linguistiques du continent, en espérant que ces problèmes disparaîtront d'eux-mêmes du simple fait qu'ils ne sont pas du tout discutés, ne résoudra rien. Tout au plus, il est plus vraisemblable que ces problèmes grandiront en des proportions incontrôlables, justement parce qu'ils ne sont pas discutés. Il faut aussi avoir à l'esprit que, unir l'Afrique linguistiquement, est un objectif à long terme, qui ne signifie pas, du moins pour le moment, l'adoption d'une seule langue africaine autochtone. Mais plutôt unir l'Afrique linguistiquement signifie commencer à travailler pour donner aux générations futures un petit nombre de langues communément connues par la majorité des populations africaines. L'Afrique sera considérée comme linguistiquement unie lorsque la majorité de ses populations pourront communiquer entre eux en utilisant soit une langue commune ou quelques langues différentes avec l'aide des interprètes.

### 3.0 RECOMMANDATIONS

En considérant les différents points qui ont été traités dans les sections précédentes et sans vouloir influencer les résultats des délibérations futures sur le sujet, le BIL souhaite soumettre à examen les propositions suivantes comme des mesures qui peuvent être adoptées pour réaliser rapidement la libération et l'unité linguistiques de l'Afrique.

1. Que les dirigeants africains prennent conscience du fait et acceptent que l'Afrique est affrontée avec un problème linguistique qui nécessite des solutions urgentes susceptibles de sauvegarder l'indépendance et l'unité de l'Afrique et que cette question doit être débattue dans une ou plusieurs des réunions prochaines de l'OUA.
2. Que les gouvernements africains mettent fin à la trop grande dépendance actuelle des langues étrangères européennes et s'engagent sans équivoque à promouvoir et à intégrer les langues africaines dans toutes les activités de chaque pays.
3. Que les gouvernements africains se décident à prendre immédiatement des mesures nécessaires pour la réalisation de l'unité linguistique au niveau national, inter-africain et continental.

4. Que les gouvernements africain s'engagent à introduire l'enseignement des langues nationales africaines à tous les niveaux des programmes éducatifs.
5. Que soit préparée et élaborée une charte intitulée "Charte Linguistique pour l'Afrique" donnant un ensemble de principes de base et un cadre d'action auxquels tous les Etats Membres doivent souscrire dans l'exécution de l'objectif de réaliser la libération et l'unité linguistiques du continent africain.
6. Que c'est la conviction des linguistes africains que le meilleur moyen de développer et de moderniser les langues africaines pour les rendre mieux adaptées à tous les besoins de la communication, est de les employer, sans autre condition, dans l'acquisition des connaissances et de les utiliser comme moyen de communication dans toutes les activités nationales.
7. Que les linguistes africains sont prêts à s'engager pour assurer la survie des langues africaines en participant activement dans des activités qui développement les langues africaines et en soutenant les politique qui visent à la promotion de celles-ci à tous les niveaux de la communication.
8. Qu'une société professionnelle sous le nom de "Association Linguistique Inter-africaine" soit créée pour, entre autres chose,
  - (a) servir de cadre dans lequel tous les linguistes africains pourraient explorer les moyens de collaborer plus étroitement afin de réaliser la libération et l'unité linguistiques de l'Afrique,
  - (b) conseiller et guider professionnellement le BIL dans l'exécution des objectifs qui lui sont assignés.

### III.

## RECONSIDERATION DU STATUT OFFICIEL DES LANGUES COLONIALES EN AFRIQUE

par Kahombo Mateene

### REMARQUES PRELIMINAIRES

C'est un fait évident pour tout le monde, y compris les non linguistes, les dirigeants politiques aussi bien que les simples citoyens, qu'en Afrique il y a beaucoup de langues.

Mais ces langues sont de plusieurs espèces, d'après le point de vue et la position des observateurs. Pour le simple citoyen, il y a les langues des Blancs et les langues des Noirs, ce qui correspond pour le nationaliste africain à la distinction entre les langues coloniales européennes et les langues nationales africaines. Une autre distinction socio-politique qui n'est pas faite par le peuple est celle entre langue officielle et langue locale, natale ou nationale.

La distinction entre *langue officielle* et *langue nationale* est une distinction particulière à l'Afrique; elle est anormale, parce que ce qui est *national* est normalement *officiel* dans le monde entier; par contre en Afrique, très peu de langues nationales sont officielles, et la pratique habituelle de la plupart de nos états est d'accorder l'exclusivité du statut officiel à des langues étrangères européennes.

Tout le long de cet exposé, je vais souligner qu'il est anormal que nous ayons des langues dites *nationales* qui ne jouissent d'aucun privilège et que *par contre des langues non africaines, donc étrangères, et par surcoût, coloniales, aient tous les avantages des langues officielles.*

#### 1. LA PREPONDERANCE DES LANGUES ETRANGERES DANS NOS SYSTEMES D'ENSEIGNEMENT EST UNE PRATIQUE ANTI-AFRICAINE

L'importance que toutes les nations du monde accordent à leurs langues respectives est une évidence qui est exprimée dans les dépenses considérables consacrées à l'enseignement de ces langues dans les pays respectifs. Aucune puissance ne néglige l'aspect linguistique du pouvoir.

Les conquêtes militaires, politique et économiques sont toujours accompagnées simultanément ou immédiatement après par une expansion linguistique très coûteuse. Et en aucun cas, un pays n'a fait volontairement les frais d'une expansion linguistique au profit d'un autre. L'Angleterre ne finance pas le rayonnement du français dans le monde, ni la Russie l'expansion de l'anglais, ni la Chine celle de l'espagnol. Certains gouvernements accordent

même plus d'attention à l'expansion de leur langue nationale qu'aux objectifs économiques, selon ce que rapporte l'Éditeur du livre: *Langues et Politiques de langues en Afrique Noire*, (A.I. SOW 1977, p.18): où l'on fait dire au Secrétaire d'Etat du Ministère Français des Affaires Etrangères que:

*"Le premier objectif de mon Département est de favoriser la pénétration de la langue et de la culture françaises dans les pays d'Afrique et de Madagascar... Le second objectif que nous nous proposons est d'ordre économique: le maintien et le développement des intérêts commerciaux et industriels français constitue également une des préoccupations constantes du Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères chargé de la coopération..."*

On s'attendrait à ce que les africains s'abstiennent de financer le rayonnement des langues coloniales, à défaut du soutien à la promotion de leurs propres langues nationales. C'est une jalousie nationale qui fait que chaque pays considère sa langue comme un patrimoine exclusif très important, et c'est cette importance d'une langue nationale qui en fait une langue officielle.

Ainsi, on ne conçoit pas que ce qui est national ne soit pas officiel; ce qui est national se confond presque partout dans le monde avec ce qui est officiel; une condition du statut officiel de quelque chose, c'est sa qualité de national. *Ce qui n'est pas national, se confondant avec ce qui est étranger, n'est*, dans la plupart des pays, *pas officiel* surtout en ce qui concerne les langues.

Les langues nationales sont des symboles ou, en tout cas, des attributs de l'identité nationale. Une langue nationale, aimée par ses usagers, les nationaux, est cultivée par ces derniers qui souvent croient la connaître et la pratiquer mieux que tout étranger.

C'est à juste titre un objet de fierté pour les locuteurs natifs ou ceux qui ont adopté la nation que cette langue représente. Par contre une langue étrangère, qui se parle avec une très grande probabilité de fautes, est toujours parlée avec un peu d'appréhension, sinon avec un manque de certitude et un manque de fierté et de liberté de langage, surtout devant un interlocuteur dont c'est la langue natale.

C'est ainsi qu'en parlant les langues officielles qui ne sont pas nos langues nationales nous avons un complexe d'infériorité devant les interlocuteurs étrangers dont *nos* langues officielles sont leurs langues maternelles. Notre apprentissage exclusif, assidu et très coûteux de ces langues étrangères officielles ne pourrait pas améliorer à 100 % notre maîtrise de ces dernières, aussi longtemps que les langues africaines resteront vivantes, et nous continuerons ainsi de manquer d'assurance et de confiance en nous-mêmes, tout en étant indépendants "politiquement".

Tous les africains qui ont été sous colonisation européenne parlent les langues coloniales avec des fautes évidentes, mais que certains voudraient

ériger en qualités, en disant qu'ils parlent une variété ou un dialecte de la langue européenne dans laquelle leurs fautes sont observées. Cette appropriation d'une langue européenne par des africains est surtout notoire chez ceux dont les parents ont enseigné une langue européenne comme langue de naissance à leurs enfants, de préférence à toute langue africaine.

Ainsi il y a des africains qui ont comme langue natale, non pas une langue africaine, comme celle de leurs parents; mais au contraire, une langue coloniale. Cette langue européenne n'est pas langue maternelle, mais leur langue de naissance, même s'ils ne la parlent pas aussi bien que les européens authentiques.

Le nombre d'africains ne parlant que des langues européennes et ne sachant pas bien parler ou pas du tout une langue africaine s'accroît de jour en jour, parce que c'est devenu une bonne coutume chez la plupart d'entre nous, non seulement de mettre nos enfants dans des écoles entièrement européennes, mais aussi d'imposer à nos enfants une langue coloniale comme langue de naissance (langue natale).

Dans un avenir pas trop lointain ces africains à langue européenne de naissance clameront avec droit que *leur langue natale européenne est aussi africaine*, au même titre que les langues authentiquement africaines, parce qu'ils l'auront apprise dès la naissance, dans leurs foyers, ici en Afrique. Cela ne sera pas de leur faute. Il sera en ce moment-là trop tard de faire une conférence sur le thème de *libération et Unité Linguistiques de l'Afrique*.

Il semble ainsi évident que beaucoup d'africains sont vraiment tentés de s'approprier l'une ou l'autre des langues coloniales au point de ne plus considérer ces dernières comme langues étrangères. Cette tentation est énorme à cause des avantages très considérables que leur statut officiel accorde à ces langues. On n'est pas du tout tenté de s'approprier une langue simplement reconnue comme nationale, parce que ce qui est national, au contraire de ce qui est officiel, n'implique aucun privilège spécial. Les droits et les privilèges attachés à une langue officielle sont de loin plus importants que ceux d'une langue simplement nationale.

De ce qui précède je relève deux pratiques regrettables que cette conférence se doit de condamner très sévèrement. La première consiste à faire apprendre comme première langue aux enfants africains dans leurs foyers une langue européenne coloniale, en leur faisant considérer que la langue africaine répandue autour d'eux leur est étrangère et ne pourrait être apprise que plus tard en jouant sur la rue.

La deuxième pratique qui est la cause de la première consiste à employer les langues coloniales comme véhicules de tout l'enseignement, en commençant même par l'école gardienne.

La langue africaine qui est la première langue de la majorité des enfants n'a

pas d'autre moyen de se manifester que l'oralité la plus élémentaire. C'est une langue qu'on peut seulement parler et qui n'a pas le privilège d'être écrite et lue, ceci restant le droit exclusif des langues coloniales. L'invasion des foyers africains par les langues européennes est une conséquence de l'absence des langues africaines dans le *système d'enseignement africain*, si l'on peut encore qualifier ainsi notre enseignement.

C'est pour faciliter l'école à leurs enfants que certains parents adoptent des langues coloniales comme langues d'usage préférentiel de leurs foyers. Les deux pratiques ci-devant évoquées ont comme conséquence lamentable le fait que nous produisons déjà maintenant des rejets africains, en os et en chair, qui ne savent pas respirer en une langue africaine. Le déracinement spirituel et culturel n'est pas pour demain; nous l'entretenons déjà; il est là.

Cette négligence dont sont victimes les langues africaines dans les programmes scolaires n'est qu'une conséquence de l'absence générale d'attention aux matières, jamais enseignées, telles que la chanson et la musique africaine, la danse et le théâtre africains, le conte et la littérature orale, la sculpture et l'art plastique.

Il n'y a pas une seule école africaine depuis l'indépendance qui s'occupe d'un aspect quelconque des cultures africaines. Les langues africaines sont négligées comme toute la culture qui ne profite pas de l'infrastructure du système d'enseignement et survit seulement par elle-même dans les rues et les villages traditionnels.

Mais la connaissance d'une ou de plusieurs langues étrangères étant nécessaire à tout homme dont l'activité professionnelle dépasse le cadre strictement national, certains citoyens de chaque pays africain doivent apprendre les langues d'autres pays africains et du monde.

C'est ainsi qu'à lieu dans les pays anglophones l'enseignement d'autres langues que l'anglais qui est pourtant la langue la plus répandue du monde. Mais l'apprentissage d'une langue étrangère quelle qu'elle soit ne peut jamais avoir la primauté sur une langue nationale.

Certaines langues étrangères peuvent avoir cette primauté sur d'autres langues étrangères dans un pays donné. En Afrique, les langues européennes pourraient ainsi avoir ce privilège, par rapport, non pas aux langues africaines, mais aux autres langues non africaines.

## **2. LES LANGUES AFRICAINES SONT SEULES QUALIFIEES POUR ETRE LANGUES OFFICIELLES**

Ce qui est très grave, c'est que les langues nationales africaines n'ont pas de droit et ne correspondent à aucun avancement, à aucune récompense intellectuelle, professionnelle ou gouvernementale. Leur seul droit est celui d'exister. Et l'attitude d'indifférence et parfois d'hostilité vis-à-vis des langues

natales africaines ne va pas évoluer et changer toute seule progressivement. Il faut un renversement radical qui consiste à rendre les langues nationales langues officielles de nos états.

On s'impatiente en se demandant pourquoi ce renversement de statut traîne à se réaliser, quand on sait que le statut de langues officielles ne convient pas aux langues coloniales, mais convient depuis longtemps aux langues natales et nationales africaines, auxquelles il a été jusqu'ici dénié. Une langue devrait répondre aux critères suivants pour mériter le statut d'officiel :

- 1. Etre une langue autochtone au pays.** Ceci pour éviter qu'une langue déclarée officielle soit étrangère à toute la population du pays concerné. Une grande partie de la population devrait pouvoir s'identifier avec la langue dite officielle de leur pays. En d'autres mots, la langue officielle doit pouvoir jouer en partie le rôle de symbole national, qui par nature n'est pas un objet importé de l'étranger.
- 2. Etre une langue connue par une très grande partie de la population.** Une très grande partie de la population autochtone devrait avoir le privilège d'être le dépositaire du plus grand savoir et du meilleur usage de la langue dite officielle dans le pays concerné. On ne devrait pas accorder un statut officiel à une langue, et tourner vers l'étranger pour savoir quelle grammaire, quel vocabulaire ou quelle tournure est ou non convenable. Une grande partie de la population d'un pays devrait avoir le privilège de mieux parler leur langue officielle qu'une quelconque portion des étrangers dans ce pays. En un mot, une langue officielle doit être une langue dans laquelle une grande partie de la population trouve une certaine fierté et une certaine aisance naturelle à s'exprimer.
- 3. Etre une langue d'usage courant.** Pour faciliter et pour ne pas bloquer l'intégration et la mobilité de la population, c'est la langue plus communément employée au sein d'une population qui mérite d'être rendue langue officielle au service d'une telle population. Ceci veut dire que le statut officiel doit être accordé en reconnaissance d'une situation de fait déjà existant, qui est celle d'une langue d'usage plus courant qu'une langue d'une minorité, même quand cette minorité est une certaine élite. Le travail de tout le monde est facilité si une langue déjà répandue est déclarée officielle, au contraire de l'imposition comme officielle d'une langue étrangère et minoritaire, pour laquelle tant d'efforts en personnel, en argent, en matériel et en temps, doivent être sacrifiés pour en faire une langue de travail de la majorité de la population.

Les trois conditions formulées ci-devant sont celles que remplissent les langues officielles de tous les pays du monde; ce sont donc des critères objectifs. Les langues étrangères actuellement officielles dans nos pays ne les remplissent pas. Si elles sont officielles, c'est seulement en vertu de leur imposition forcée

par la domination coloniale. Il y a donc actuellement un problème réel de décolonisation linguistique en Afrique.

Le maintien du statut officiel des langues coloniales est responsable du fait que le monde extérieur, vingt ans après nos indépendances, continue à désigner les pays africains, non par eux-mêmes, mais par référence à l'ancienne métropole colonisatrice. Ainsi l'Afrique est *francophone*, *anglophone* ou *lusophone*, pour rappeler que nous avons été colonisés soit par les français, soit par les anglais, soit par les portugais. Et ce qui est surprenant est que nous sommes fiers d'être appelés francophones, ou anglophones. Les asiatiques et les arabes qui ont subi pareille colonisation ne se trouvent pas flattés de se voir désigner par ces termes. Les pays africains devraient être désignés par des appellations qui font honneur à leur qualités de nations indépendantes, plutôt que par celles qui leur rappellent toujours qu'ils ont été sous telle ou telle domination. La domination que nous avons subie dans le passé devrait appartenir à l'histoire et cesser de nous être rappelée journallement par le maintien de son aspect linguistique actuel.

Le fait d'être officiel est un privilège qu'on accorde et qu'on retire; ce n'est pas une qualité intrinsèque naturelle qui accompagnerait absolument une langue coloniale partout où elle est employée. C'est un statut par décision et par décret gouvernemental. Si nous en avons la volonté politique nous pouvons décider de faire du jour au lendemain de certaines langues africaines des langues officielles dans les états africains.

C'est un droit des langues africaines de servir dans la vie publique. Mais en plus on n'invoquera pas contre elles l'argument de sous-développement technique qui les empêcherait de remplir la fonction officielle.

Les pays qui ont déjà choisi d'utiliser leurs langues nationales locales comme langues officielles de travail ne se plaignent pas d'une quelconque insuffisance de ces langues dans aucun domaine. Ce sont les pays qui hésitent à adopter cette ligne de conduite qui évoquent des arguments tels que le sous-développement scientifique de leurs langues. Il semble que ces raisons ne sont pas réelles, mais sont imaginées pour justifier a posteriori les décisions déjà prises de ne pas employer les langues africaines.

Le statut officiel, au lieu d'être une récompense pour des réalisations scientifiques quelconques, n'est autre qu'une faveur politique. La langue d'un peuple qui perd son pouvoir politique et sa liberté perd aussi sa reconnaissance, même s'il s'agit d'une langue soi-disant scientifiquement très développée; elle ne redevient officielle, reconnue comme valable, que si le peuple subjugué reconquiert son indépendance. Ainsi la reconquête de leur statut officiel par nos langues, qui le possédaient avant la colonisation, devrait aller de pair avec notre reconquête du statut de peuples souverains.

Ainsi il y a quelque chose d'irrationnel et d'incompréhensible dans



l'attachement aux langues étrangères que manifestent tous les dirigeants et élites africains, alors qu'ils ne sont pas tous des littéraires de formation. C'est peut-être le fait que pendant nos longues années de formation, la maîtrise d'une langue étrangère coloniale fut considérée comme la condition sine qua non de la réussite scolaire, de sorte que, par extension et parallèlement, on s'est habitué à considérer, sans autre preuve à l'appui, que le progrès et le développement économiques de nos pays étaient eux aussi conditionnés par le maintien d'une langue étrangère. Aucune expérience n'a été tentée pour voir si le refoulement d'une langue étrangère et son remplacement par une langue locale dans la vie nationale entraînaient nécessairement un retard technique et économique pour un pays. Ce n'est pas encore prouvé que l'adoption par une élite minoritaire d'une langue étrangère développée entraînerait le développement économique et le bien-être socio-culturel de l'ensemble d'une population donnée.

Par contre il est absolument certain que le statut inférieur réservé aux langues africaines empêche les locuteurs de celles-ci de participer consciencieusement au développement économique de leur pays, et de produire des oeuvres littéraires et des livres divers que d'autres langues supposées supérieures ne sauraient pas produire à leur place. Ceci prive les pays africains et le monde en général d'une production culturelle irremplaçable.

### **3. LE DEVELOPPEMENT GENERAL DE L'AFRIQUE RETARDE PAR LE STATUT INFERIEUR DE NOS LANGUES**

Aussi longtemps que nous employerons comme langues de travail intellectuel des langues étrangères imparfaitement maîtrisées, notre ingéniosité et notre rendement scientifique, technique et économique n'augmentera pas. Le remède ne consiste pas à parfaire en priorité la connaissance des langues étrangères, car cela porterait préjudice à l'approfondissement des matières scientifiques elles-mêmes.

Celles-ci peuvent être assimilées progressivement en nous servant des langues que nous connaissons déjà naturellement. Il faut en tout cas jeter les bases qui permettront de comparer les connaissances scientifiques que les générations futures auront acquises en employant nos langues, avec les performances techniques des autres peuples employant leurs propres langues. Ce serait une lutte inégale à notre détriment que de mesurer notre ingéniosité à celle de ceux dont les langues nous sont d'un usage difficile quoique obligatoire.

De même que l'acquisition de notre indépendance politique doit être conçue comme le préalable aux autres acquisitions et développements auxquels nous aspirons, ainsi la reconnaissance dans les faits et l'officialisation de nos

langues sont des préalables à la réalisation de beaucoup de nos aspirations qui sont retardées et détruites par l'obstacle constitué par des langues étrangères, séparant l'école, l'hôpital, le tribunal, de la maison et des réalités du village, et aliénant enfin les unes contre les autres des tribus voisines et semblables. Les barrières linguistiques résultant de l'institutionnalisation des langues étrangères ont ainsi des effets négatifs, non seulement à l'intérieur de chaque pays, entre catégories de citoyens mais aussi au niveau des relations entre pays qui sont identiques au point de vue de leurs caractéristiques proprement africaines, mais qui sont déclarés différents par le simple fait d'avoir été sous domination de systèmes linguistiques européens différents.

Le maintien des langues coloniales est une cause d'instabilité et d'incertitude dans nos efforts de développement culturel et économique. A cause des influences réciproques et permanentes entre la langue étrangère dominante et les langues locales qui résistent à s'effacer complètement, on a une situation intermédiaire très longue pendant laquelle les langues locales non reconnues continueront d'exercer une influence sensible tandis que la langue étrangère officielle ne devient pas meilleure, malgré l'augmentation des dépenses à cet effet.

Ainsi pendant longtemps la situation n'est bonne ni pour la langue officielle ni pour les langues locales; la culture manquant de moyen d'expression stable, ne peut qu'être médiocre. Les efforts consentis à l'amélioration de la langue officielle non enracinée dans la population ne produisent pas les rendements économiques escomptés. Les écoles produisent des inadaptés au milieu qu'elles devraient servir et favorisent l'exode rural des travailleurs potentiels que les villes ne savent pas employer.

De plus ce qu'on appelle relation nord sud ont aussi un aspect linguistique négatif en ce qui concerne l'Afrique. L'usage des langues européennes en Afrique a pour fonction d'entretenir et de développer les rapports entre pays africains, d'une part; et les pays industrialisés, d'autre part; tandis que l'usage de langues africaines aurait pour effet de contribuer et de consolider les rapports horizontaux (ou sud-sud) des pays africains entre eux; car il n'y a pas deux pays africains voisins qui ne partagent pas un certain nombre de mêmes langues, de sorte que la réalisation de l'unité africaine passe aussi bien par la collaboration économique, politique que linguistique de tous les états membres, des plus proches aux plus distants.

#### **4. LES AVANTAGES DE L'EMPLOI DES LANGUES AFRICAINES DANS LES ACTIVITES NATIONALES**

C'est en devenant officielles que nos langues seront les langues d'enseignement, ce qui permettra à un plus grand nombre de nos populations, non seulement d'accéder à l'enseignement généralisé, mais aussi d'avoir un

meilleur enseignement, plus solide et plus profitable. L'enseignement conduit en nos langues devenues officielles ne sera plus coupé de la vie quotidienne ni de la campagne. Les langues des anciennes puissances coloniales de l'Europe peuvent être considérées non seulement comme les langues d'un système d'enseignement colonial, mais aussi, après l'indépendance, comme obstacle au progrès intellectuel, social et économique de la majorité de nos populations.

En devenant officielles nos langues seront les langues de travail de tout le monde, ce qui permettra à toute la population de pouvoir accéder à n'importe quel fonction ou travail de leur choix, y compris la fonction de parlementaire, qui dans de nombreux pays reste l'apanage de ceux qui pratiquent les langues officielles d'origine étrangère. La connaissance de ces langues étrangères ne sera plus une condition de certains emplois ni une cause de discrimination entre différentes catégories des citoyens d'un même pays. Tout le monde aura accès aux connaissances techniques élémentaires lui permettant de participer au progrès économique.

En devenant officielles nos langues seront des langues de la vulgarisation scientifique et des slogans de tous genres destinés à faire participer tout le monde à l'effort du développement et du progrès dans tous les domaines. Une des conditions du progrès aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine culturel, c'est la participation et la collaboration de toutes les couches de la population.

C'est en admettant nos langues dans la vie publique que les littératures africaines aujourd'hui en voie de disparition pourront renaître et se moderniser. Les artistes littéraires éventuels ne sont pas aujourd'hui encouragés à exprimer leurs pensées et les produits de leur imagination en langues africaines. La soi-disant littérature négro-africaine en langue européenne est très médiocre parce qu'elle est écrite en langues d'emprunt qui ne sont pas maîtrisées de l'intérieur; elle est une littérature d'imitation et une littérature superficielle. Elle est en plus le produit d'une petite minorité adressé à la minorité culturellement et linguistiquement occidentalisée que constitue l'élite dirigeante actuelle. Or, une littérature originale et populaire ne peut fleurir que dans une langue nationale qui soit une langue de masse. La solution reste de reconnaître la masse et sa culture.

Des artistes africains d'avant la colonisation ont produit des chefs-d'oeuvres de littérature orale et de sculpture qui prouvent leur imagination créatrice. L'abandon des langues africaines signifie la disparition pour le monde entier d'un moyen particulier d'expression artistique.

En devenant officielles nos langues seront les langues des campagnes et des villes, ce qui diminuera le désir des jeunes à s'installer en ville, seul endroit où la connaissance des langues étrangères serait très profitable à une petite minorité qui ne pourrait pas toute y trouver le travail convoité. D'autre part en

donnant à toute la population l'instruction en une langue non locale et non spontanément utilisée, le pays produit des scolarisés qu'il ne peut absorber et dont les connaissances acquises sont inadaptées et sont inutilisables à leur milieu.

Ce serait une grande promotion et un très grand bien que d'écrire les constitutions, les lois et les hymnes nationaux de nos états en nos langues et rendre celles-ci langues de travail des tribunaux et des hôpitaux. Ainsi le peuple pourra bien participer à la vie politique, mieux défendre son droit et mieux se faire soigner.

La réconfirmation du statut officiel accordé aux langues coloniales dans nos pays après l'indépendance depuis une vingtaine d'année n'a pas réussi à se faire suivre par les bienfaits ci-dessus cités, à savoir l'accession égale de tous à l'enseignement et à l'emploi, l'élimination de l'exode rural des jeunes vers les villes, l'accession de la majorité du peuple à des meilleurs soins médicaux, à une plus grande justice dans les tribunaux, et une plus grande participation et engagement des citoyens aux affaires politiques, économiques et culturelles de leurs pays.

Ces avantages sont plus importants que les prétendus bienfaits qu'on attribue aux langues européennes. A ceux qui ne voient que des bienfaits dans l'implantation exclusive des langues étrangères ici, nous disons que l'octroi de privilèges et de droits à nos langues a non seulement des bienfaits mais aussi cela ne comporte aucun danger.

Si le multilinguisme dans lequel nous vivons était réellement dangereux comme on le prétend, où serions-nous? Quel mal y a-t-il pour un homme ou un pays à pratiquer plusieurs langues? Suis-je dangereux parce que je parle plusieurs langues? Chaque pays africain serait-il malheureux parce qu'il aurait plusieurs langues africaines officielles? Notons qu'il y a des pays africains qui ont non pas une seule, mais deux langues étrangères officielles! Pour nous c'est utopique de prétendre que les africains peuvent être mieux unis par l'adoption des langues européennes modernes, nous devons tirer une leçon du latin qui après avoir servi de langue commune aux élites intellectuelles et dirigeantes de tous les pays européens du moyen âge à la renaissance à été balayé par les langues vulgaires des diverses nations de la fin du moyen âge et qui sont les langues scientifiques coloniales d'aujourd'hui.

Plus près de nous, nous devons tirer une leçon de la naissance et de l'expansion du créole haïtien, né d'un mélange entre le français imposé comme langue de domination et de certaines langues africaines que pratiquaient naturellement des esclaves arrachés à leurs tribus.

Depuis que les maîtres français avaient forcé leurs esclaves à parler le français en 1659 et depuis que cette langue coloniale a été adoptée par la classe dirigeante et l'élite autochtone devenues indépendantes en 1805, le manque de

reconnaissance officielle du créole ne l'a pas empêché de devenir plus populaire, de sorte que le gouvernement est forcé aujourd'hui de le déclarer langue d'instruction pour remplacer le français et mieux combattre l'analphabétisme (d'après le Monde Diplomatique, août 1982).

## CONCLUSION

Après l'élimination de la colonisation politique, nos pays doivent se rajeunir dans tous les autres domaines. Une renaissance totale ne peut pas se concevoir sans un renouveau culturel qui englobe les langues nationales, la littérature nationale et les autres arts. La renaissance européenne est un exemple, mais ce qu'elle a fait ne constitue pas notre patrimoine, notre renaissance peut être à l'encontre du patrimoine européen.

L'unité que réalise l'usage d'une langue étrangère comme le français et l'anglais en Afrique est une unité entre les privilégiés minoritaires en opposition d'intérêt avec la majorité de la population qui ne maîtrise et ne pratique pas la langue officielle et qui ne se sent pas concernée par tout ce qui se fait dans cette langue étrangère et se sent aliénée et opprimée, parce que c'est l'usage d'une langue officielle qui détermine et définit les promotions sociale, économique et politique.

En termes de droits, si la majorité de la population est obligée de s'instruire, de travailler et de s'exprimer dans une langue étrangère imposée par la minorité dirigeante et qu'elle doit s'efforcer difficilement de connaître, il faudrait prendre d'avance les mesures nécessaires qui empêcheront que cette population ne réclame un jour par la violence la reconnaissance de ses droits linguistiques non respectés et qui font partie des droits fondamentaux reconnus dans beaucoup d'autres pays du monde.

Cette conférence est réunie sur le thème de la décolonisation linguistique de l'Afrique à cause du fait que nos pays accordent encore le statut officiel aux langues étrangères qui ont été faites officielles par la force de la colonisation. Si celles-ci avaient cessé d'être officielles au même moment que nous avons accédé à l'indépendance politique, nous ne serions pas en train de discuter de ce problème de décolonisation linguistique.

De plus la politique linguistique suivie n'est pas le résultat d'une décision consciente, raisonnée et motivée de la part de nos dirigeants actuels, mais c'est au contraire la simple continuation d'une action que la colonisation a léguée. Cette abdication est l'exemple type des solutions de facilité qui consiste à s'approprier une situation donnée sans se poser des questions. Il est donc grand temps qu'une action concrète soit entreprise pour que nous n'ayons plus à revenir sur ce problème.

Les moyens dont nous disposons pour rendre les langues africaines langues officielles effectives dans nos pays sont nombreux, mais les principaux sont

l'école, les journaux, la radio, la télévision, le cinéma et les déclarations parlée et écrite des gouvernements.

## REFERENCES

- GILLES, Serge: "HAITI A L'ENCAN" in *Le Monde Diplomatique* No. 341, août 1982.
- HERAUD, Guy: "Le statut des langues dans les différents états, et en particulier en Europe", in: *Language Problems and Language Planning*; Vol. 4, No. 3, 1980, pp. 195-223 (p. 196).
- MANSOUR, Gerda: "The dynamics of multilingualism; the case of Senegal", in *Journal of Multilingual and Multicultural Development* Vol. 1: No. 4, 1980 pp. 273-293.
- OAU-BIL: *Reconsideration of African Linguistic Policies*, 1980, Kampala.
- SOW, A.I.: *Langues et Politiques des Langues en Afrique Noire*, L'expérience de l'UNESCO, Nubia-Unesco, Paris, 1977.
- VERDOODT, Albert: "Langue et nationalité" in: *Langue et Société*, publication trimestrielle du Commissaire aux Langues officielles du Canada, No. 7 1982, pp. 17-23.
- WATSON, Dr.J.K.: "Cultural Pluralism, Nation-Building and Educational Policies in Peninsular Malaysia", in: *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, Vol. 1, No. 2, 1980, pp. 155-174.

## LA VIE ET LA VITALITE DES LANGUES AFRICAINES: UNE CHARTE POUR L'AVENIR

par David Dalby

Les résolutions suivantes sont proposées comme base d'une Charte pour la libération et le développement actif des langues africaines:

1. Que la priorité la plus importante pour assurer la vitalité et l'indépendance des langues africaines soit l'encouragement de la *production de la littérature originelle* et l'introduction d'une série de *prix littéraires d'écriture créative en langues africaines*;
2. Que les *droits linguistiques égaux de chaque individu* soient reconnus en même temps que le besoin de donner *accès à l'alphabétisation dans toutes les langues africaines vivantes*.
3. Qu'autant de langues que possibles dans chaque état africain selon le nombre de locuteurs soit accordé le statut de *langues nationales* avec une place bien établie dans le système éducatif national et les média.
4. Qu'au moins une langue africaine dans chaque état soit accordé le statut de *langue officielle* pour remplacer ou pour être employée à côté de toute langue *étrangère* actuellement officielle.
5. Qu'à toutes les grandes langues africaines parlées dans deux ou trois états soient accordé le statut de *langues régionales*; avec un programme harmonisé pour leur développement dans les états concernés.
6. Qu'à certaines grandes langues africaines soient accordé le statut de *langues de l'unité africaine*, reflétant leur emploi à travers des régions étendues du continent, qu'elles soient employées comme langues officielles des organisations inter-africaines, et que leur modernisation, étude et emploi soient encouragés à travers toute l'Afrique.
7. Qu'une *association inter-africaine* soit établie pour la promotion des langues africaines, et que son titre et sa constitution soient formulés dans les langues de l'unité africaine.
8. Que l'étude générale des langues africaines et leurs littératures soient introduites dans les programmes de toutes les écoles secondaires et les universités en Afrique.

Les réflexions suivantes sur la vie et la vitalité des langues africaines sont présentées comme contribution à la discussion de la Charte proposée ci-dessus:

Aucun autre continent ne possède une telle richesse de langues vivantes que

l'Afrique, et c'est remarquable combien de peuples africains, même avec de petites populations, ont pu retenir leurs langues ancestrales pendant les bouleversements de l'histoire. Il est également remarquable comment les langues africaines ont, collectivement, résisté aux invasions des langues européennes. Dans beaucoup de domaines, les langues européennes continuent à dominer l'Afrique, mais pour une période de 500 ans elles ont eu peu d'effets sur le plan des langues maternelles en Afrique. Le wolof, le peul, le manding, le susu, l'akan, le yoruba, les langues bantu et le somali, pour n'en citer que quelques unes, restent les gardiens linguistiques au long des côtes d'Afrique, non dérangées par les invasions et les occupations étrangères.

Cette vitalité linguistique d'Afrique est reflétée aussi dans sa richesse des littératures orales, aussi nombreuses que ses langues.

Pendant, c'est clair que la richesse linguistique de l'Afrique a aussi été une source de faiblesse. Le manque d'unité linguistique et ethnique a permis à l'Afrique d'être dominée par l'étranger, et le but le plus important pour nous devrait être l'établissement des moyens d'aménager la vitalité et la variété linguistiques de l'Afrique pour le bien de l'ensemble du continent et comme moyen de la promotion de son unité dans l'avenir.

Même si l'on compte plus de mille langues en Afrique, il y a un degré important de parenté entre elles. Deux sur trois des langues africaines sont membres de la "famille Niger-Congo", y compris la grande majorité de toutes les langues parlées au Sud d'une ligne qui s'étend du Sénégal au Kenya. Au Nord de cette ligne, la majorité des langues sont membres de la "famille Hamito-Sémitique (ou Afro-Asiatique)". Ces relations historiques sont visibles dans les nombreuses similitudes de grammaire et de lexique qui lient les langues de l'Afrique moderne, rendant relativement facile pour ceux qui parlent des langues africaines de devenir bilingues ou multilingues, et facilitant ainsi la diffusion des langues africaines de communication plus étendue.

Les affinités entre les langues africaines rendent plus facile d'envisager aussi l'établissement d'une hiérarchie entre elles, déterminée par leur importance démographique relative. Les propositions qui se trouvent dans la Charte ci-dessus permettent le développement de l'écrit et de l'enseignement de toutes les langues vivantes d'Afrique, avançant de l'étude locale des langues parlées dans un seul village à l'étude continentale des langues sélectionnées comme "langues de l'unité africaine".

Si ces propositions sont mises en application, tout enfant africain aura l'avantage psychologique de commencer son éducation avec respect et compréhension de la langue et des traditions de sa propre communauté, aussi petite qu'elle soit. Il respectera et comprendra aussi son héritage africain, par moyen d'une ou de plusieurs langues internationales africaines. Il ne faut pas oublier que si les petits enfants sont exposés à une langue étrangère dès qu'ils



vont à l'école, ils peuvent échouer très tôt dans leur éducation pour des raisons purement linguistiques; beaucoup perdront du respect pour l'héritage culturel de leurs parents, et beaucoup auront un sentiment qu'ils parlent une langue de deuxième classe. La libération culturelle et psychologique de l'individu est un des prix les plus importants d'une libération linguistique réussie.

Les "petites" langues africaines peuvent bien sûr être menacées par les "plus grandes" langues africaines aussi bien que par les langues européennes, et ceci pourrait arriver si un gouvernement, anxieux de promouvoir une ou plusieurs de ses langues les plus parlées, est tenté de décourager l'étude et l'écriture d'autres langues du pays. Une méthode plus positive serait de présenter le succès des "plus grandes" langues africaines comme encouragement du développement écrit d'autres langues dans un pays.

Beaucoup d'entre nous sont au courant du grand nombre de résolutions progressistes adoptées depuis l'indépendance par les réunions internationales sur le sujet des langues africaines. Beaucoup sont au courant aussi de combien de ces résolutions sont restées sur papier, et combien de fois le but théorique de la libération des langues africaines est négligé par un manque de volonté d'entreprendre l'action et la législation nécessaires.

Les langues africaines se trouvent souvent victimes d'un cercle vicieux, dans lequel la domination des cultures et des langues européennes peut continuer inconsciemment, dans l'esprit de ceux qui déplorent une telle domination. Un manque de respect pour des langues africaines pendant la période coloniale a engendré un manque de confiance dans leurs propres langues, de la part de beaucoup de dirigeants instruits à l'occidentale dans l'Afrique indépendante, retardant ainsi la réhabilitation de ces mêmes langues.

L'excuse pour un tel délai est quelquefois qu'on a besoin de plus de recherche linguistique, ou que les fonds disponibles sont insuffisants. Que les deux excuses sont faibles peut être démontré par le succès du développement écrit de beaucoup de langues dans le passé, en Afrique et ailleurs, sans grande dépense de l'argent ou du temps de recherche. Plus important que ces facteurs sont le dynamisme de ceux qui parlent une langue, dans leur désir de la voir fleurir, et la production d'une littérature originelle de qualité, littérature qui satisfera ceux qui auront déjà appris à lire leur langue et encouragera ceux qui ont à l'apprendre.

Il ne faut pas m'en vouloir parce que je parle franchement. Né hors de l'Afrique, j'ai néanmoins dévoué une grande partie de ma vie à l'étude de l'Afrique et de ses langues, étude qui m'a permis de visiter beaucoup de pays africains et de comparer les situations et les politiques linguistiques dans tout le continent. Dans certains pays, il y a eu du progrès remarquable, alors que dans d'autres, il y'en a eu très peu, en dépit des déclarations d'intention pieuses. Les organisations internationales reçoivent quelquefois les appels des institutions

en Afrique, déclarant que les langues dans leurs pays ne peuvent pas être développées ou étudiées sans aide financière étrangère, et que, par exemple, ceux qui parlent ces langues-là resteront illétrés sans le cadeau de l'étranger d'un certain nombre de landrovers ou de magnétophones.

Heureusement, il y a d'autres cas en Afrique où le développement des langues nationales a été entrepris avec le minimum d'assistance étrangère, démontrant comment l'enthousiasme et l'effort communaux sont des éléments essentiels dans la libération linguistique réelle.

En effet, pour une langue parlée seulement par une petite communauté, il devrait être possible de former deux ou trois instituteurs dans les principes d'écrire leur propre langue, de les encourager, ainsi que leurs élèves, à produire des textes écrits, et de les imprimer et distribuer, pour un coût global moins élevé que le prix d'une landrover et son entretien. Puisque des langues avec peu de gens qui les parlent peuvent être développées de cette façon, on pardonne encore moins la négligence des langues beaucoup plus parlées. Combien peu, par exemple, il coûte de produire certaines enseignes publiques dans deux langues ou plus? Le dernier procédé est un moyen de démontrer la détermination d'un pays à libérer ses langues, et de montrer au peuple des exemples de leurs propres langues en écrit.

Nos objectifs comprennent non seulement la libération linguistique, mais aussi l'unité africaine. Ce deuxième objectif doit dépendre de la volonté des états membres de l'OUA à désigner les langues les plus parlées d'Afrique comme langues de l'unité africaine. En termes du nombre de ceux qui les parlent, et en termes de leur diffusion en Afrique, les trois candidats les plus puissants pour un tel rôle sont l'arabe, le hausa et le swahili. L'arabe est la langue la plus importante d'Afrique du Nord et la langue de l'Islam. Le hausa est la langue la plus parlée au Nigéria et elle s'est répandue à l'ouest et à l'est jusqu'au Ghana et au Soudan. Le swahili est la langue nationale de la Tanzanie, parlée de la Somalie au Mozambique, du Zaïre aux Iles Comores. Aucune autre langue africaine ne peut s'approcher de ces trois en terme du nombre total de ceux qui les parlent, comme première ou deuxième langue. Les trois langues représentent non seulement des régions complémentaires du continent, mais aussi les deux grandes familles de langue d'Afrique.

Ce serait une grave omission que de discuter des questions de la libération linguistique et de l'unité africaine sans faire référence à l'Afrique australe. Les deux langues les plus parlées de l'Afrique du Sud ne sont pas l'afrikaans et l'anglais, mais le *nguni* (= isizulu + isixhosa + isiswati) et le sotho (= sesotho + setswana + sepedi), parlées comme langues maternelles par les deux tiers de la population totale de l'Afrique du Sud, et par presque toute la population du Botswana, du Lesotho et du Swaziland, et par presque un tiers de la population du Zimbabwe. Les divisions ethniques et dialectales parmi

chacune de ces langues ont été exploitées dans l'intérêt de l'autorité blanche, et il y a eu une certaine réaction par les sud-africains noirs en faveur de l'anglais comme deuxième langue unificatrice et symbole de leur rejet de l'afrikaans. Si, néanmoins, on était parvenu à un accord sur cette question et sur le choix d'une forme écrite unifiée, il semblerait approprié de sélectionner le nguni, parlé dans quatre pays africains, comme quatrième langue de l'unité africaine.

Le nombre de langues de l'unité africaine pourrait bien sûr être augmenté encore en ajoutant des langues comme le manding et le lingala, qui couvrent de grandes régions géographiques mais avec des populations plus basses que les langues déjà mentionnées. Il est proposé que de telles langues soient développées dans tous les cas comme des langues régionales en Afrique, sur base d'une collaboration entre les états concernés, mais il serait à l'encontre du but d'établissement de langues de l'unité africaine si leur nombre était augmenté à plus de trois ou quatre.

## CONCLUSION

Le besoin d'employer des langues étrangères pour la communication mondiale et les échanges de la connaissance technique ne devrait aucunement donner des préjugés sur le développement progressif des langues africaines sélectionnées comme moyen de communication et d'unité internationale en Afrique ou comme véhicules de la diffusion et de l'échange des cultures africaines.

Le point auquel les langues africaines individuelles sont développées comme média écrits dépendra inévitablement des nombres relatifs de ceux qui les parlent et de leur richesse littéraire. Les langues avec de petites populations peuvent être utilisées sans grand coût pour l'éducation primaire et des adultes aux niveaux locaux. Le hausa et le swahili, et si possible le nguni aussi, devraient être développés pour prendre leur place à côté de l'arabe comme des langues continentales.

Entre ces deux extrémités il y a au moins cinquante langues africaines avec des rôles potentiels nationaux ou même régionaux dont les locuteurs comptent plus d'un million (y compris les langues internationales créoles de l'Afrique de l'Ouest, le crioulo et le kriol). Parmi celles-ci, au moins douze langues comptent chacune plus de dix millions de locuteurs. Celles-ci comprennent l'akan, l'amharique, le berber, tamasheq, le peul, l'igbo, le lingala, le manding, le nguni (si elle n'est pas prise comme langue continentale), l'oromo, le kinyarwanda-kirundi, le sotho et le yoruba. Toutes sauf deux de celles-ci (l'igbo et l'amharique) sont parlées dans plus d'un pays africain, et leur développement comme langues régionales doivent donc dépendre de la coordination de politique linguistique dans les pays concernés.

Les tâches comprises dans la libération des langues africaines ne peuvent pas

être minimisées, mais il existe un désir concerté dans toute l'Afrique qu'elles devraient jouer un rôle plus central dans le développement futur des états indépendants africains et dans la réalisation de l'unité africaine. Si une association inter-africaine est établie pour la promotion et le développement des langues africaines, son titre et sa constitution doivent bien sûr être exprimés dans les langues de l'unité africaine. Ses membres devraient prendre l'engagement d'avancer la cause de la libération linguistique de l'Afrique par tous les moyens à leur pouvoir, y compris les domaines d'actions suivants:

- (a) L'étude et le développement des langues africaines individuelles et la promotion des publications de tous genres dans ces langues.
- (b) La provision et l'échange de l'expertise linguistique, le conseil technique et l'expérience pratique dans le domaine du développement des langues africaines, y compris la formation et l'octroi de bourses.
- (c) L'établissement d'une "banque" du matériel publié sur les langues africaines pour la distribution et l'échange parmi les institutions africaines.
- (d) La préparation des dictionnaires et des guides linguistiques inter-africains.
- (e) L'harmonisation, et tant que possible l'unification, des orthographe des langues africaines.
- (f) La modernisation des vocabulaires des langues africaines, y compris une coordination maximum entre les langues.
- (g) L'encouragement des politiques linguistiques coordonnées entre les états africains.

Si l'association proposée adoptait un tel programme, son titre pourrait justement comprendre le concept du *Waqf* arabe, le *Wakfu* swahili et le *Wakafi* hausa, i.e. "fondation établie pour préserver l'héritage" (donc le titre possible en swahili de *Wakfu wa kimataifa wa lugha za ki Afrika* = Fondation internationale de langues africaine).

Vive les langues d'Afrique! Vive l'Unité Africaine!

*Une version préliminaire de cet article a été publiée en 1978 ('The liberation of African languages', I A I Bulletin, 48/4, 1978, p. 1-2).*

## A PROPOS DE LA MORT DES LANGUES

par Pierre Alexandre

Qu'est-ce qu'une langue morte? Une langue qu'on ne parle plus? Voire. Dès le temps de ma lointaine jeunesse (et même avant) le latin était officiellement classé "langue morte". Mais je l'étudiais au lycée, et mes condisciples catholiques l'entendaient parler chaque dimanche à la messe. Beaucoup plus tard cette langue "morte" fut celle, officielle, du concile qui, précisément, allait instituer l'usage liturgique des langues dites "vivantes", ou vernaculaires. Dans l'intervalle, j'avais découvert la linguistique, et Leonard Bloomfield, pour qui l'italien, le français, l'espagnol, le catalan et quelques autres idiomes, contemporains et assez vivants, n'existaient pas en tant que langues, mais seulement en tant que dialectes du roman, ou latin moderne.

Et de fait, si le latin est mort, *quand* l'est-il? Quelle est la date du trépas? Son acte de décès est-il, en août 843, le "français du Traité de Verdun? Mais alors la langue de culture de l'Europe occidentale, jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, n'aurait été qu'un simple fantôme... Hypothèse défendable, après tout, compte tenu du fait que les grands érudits latinisants du moyen âge et de la renaissance écrivaient certainement le latin (et souvent le latin classique plutôt que le bas-latin) mais parlaient une autre langue, pas forcément romane. Ce qui est impliqué ici, c'est que la forme écrite d'une langue, surtout si elle est figée, stabilisée par une norme définitivement contraignante, peut n'être plus qu'une sorte de spectre quand l'idiome qu'elle représente graphiquement n'a plus d'usage oral (ou n'en a que dans les rites religieux). On arriverait ainsi à considérer une langue comme vivante aussi longtemps que sa représentation graphique acceptée serait facilement transcodable en forme orale, comme morte lorsque la forme écrite ne serait déchiffirable, transposable en signaux sonores qu'au prix de difficultés considérables, nécessitant l'invention d'un nouveau système de codage graphique. Ce n'est pas entièrement faux, mais, d'une part ça évacue un peu trop facilement certains problèmes d'orthographe (cf. l'irlandais ou même l'anglais) ou d'écriture idéographiques, pictographiques ou hiéroglyphiques, d'autre part ça ignore les langues sans écriture.

C'est pourtant parmi ces dernières qu'on relève les plus récents exemples de décès total incontesté. Je songe ici à des génocides réussis: extermination des Tasmaniens et de diverses nations amérindiennes par des colons qui ne se sont pas donnés la peine de recueillir la moindre trace de la langue de leurs victimes. Il s'agit ici de mort violente — d'assassinat — par opposition à la mort naturelle suggérée dans le cas du latin (sur lequel on reviendra). La violence est

moindre, ou d'une autre nature, dans un exemple comme celui du parler celtique bretonique de Cornouaille anglaise, dont la dernière locutrice connue est décédée au début du XIXe siècle: ici c'est la pression de la langue germanique socialement, démographiquement, religieusement et économiquement dominante qui a invalidé l'usage de la langue dominée jusqu'à la faire tomber en désuétude par non-usage.

Le phénomène paraît assez fréquent, puisque c'est celui qui conduit à la dialectalisation de langues reconnues comme vivantes, à leur homogénéisation: les dialectes convergent et tendent vers une forme commune unique, avec augmentation concomitante de l'interintelligibilité au sein du groupe. Le processus inverse mènerait à la dialectalisation, puis, lorsqu'il n'y a plus d'interintelligibilité interdialectale à l'apparition de nouvelles langues: ce serait à peu près ce qui est arrivé au latin. La langue-mère n'en est d'ailleurs pas forcément condamnée pour autant, elle peut fort bien continuer à vivre et à évoluer normalement: on peut imaginer un brésilien du XXIe siècle totalement incompréhensible pour un locuteur portugais d'Europe. Mais ce portugais du XXIe siècle, précisément, serait-il lui-même intelligible pour un Portugais d'aujourd'hui et, a fortiori, pour Vasco da Gama ou le prince Henri le Navigateur?

Il est relativement facile, en synchronie, de délimiter les zones d'interintelligibilité, leur limites, leurs imbrications, leurs recouvrements: simple (façon de dire...) travail de géographie linguistique, de dialectologie et de socio-linguistique, dont on commence à maîtriser assez efficacement les techniques. Il en va tout autrement en diachronie: il est pratiquement impossible de dater avec quelque précision les points de rupture entre deux dialectes, ou entre deux états de la même langue, d'établir à quel moment la communication a cessé d'être possible, que ce soit entre locuteurs contemporains (dialectalisation) ou entre générations. Ceci tout simplement — et c'est ce qui justifiait le propos de Bloomfield sur la survie du latin — parce que le changement linguistique est un processus permanent et incessant et non pas une succession de mutations massives instantanées. Il y a là comme une analogie avec un être vivant dont les cellules meurent et sont remplacées continuellement au point que, restant lui-même, il n'est jamais le même deux jours ou deux ans de suite.

Reste que personne ne parle plus gaulois, et ce depuis des siècles. En d'autres termes, qu'on connaît bien des cas où des langues ont disparu, avec ou sans traces, et peuvent, dès lors, bel et bien être qualifiées de "mortes". Mais les causes de cette disparition, de cette mort sont-elles de nature purement linguistique? Il semble bien que non, et que leur analyse doivent recourir à d'autres disciplines: démographie, sociologie, économie, dans une perspective essentiellement historique. Outre les génocides évoqués plus haut

(Tasmaniens, Amérindiens) on connaît des cas de communautés, insulaires notamment, effacées, avec leur langue, par un virus ou un microbe importé contre lequel leurs membres n'avaient pas de défense immunitaire. Extinction d'une langue par extinction de ses locuteurs: c'est un cas limite, le plus radical, mais pas, semble-t-il, le plus répandu, et qui paraît avoir concerné essentiellement des groupes humains à faible effectif. Les situations de type gaulois ont été (peut-être faudrait-il dire: sont) beaucoup plus fréquentes: il s'agit alors de mort par assimilation.

L'assimilation implique, à l'évidence, un contact de langues, c'est-à-dire de groupes parlants. On songe immédiatement aux faits de conquête et de colonisation, celle de la Gaule par les Romains, par exemple, à la suite desquelles le colonisé, à la fois par contrainte et par intérêt, en vient à abandonner sa langue pour celle du colonisateur, fût-ce au prix d'une dialectalisation de celle-ci. Ce schéma classique tend à faire oublier quelque peu son symétrique, où c'est l'envahisseur qui abandonne sa langue pour celle de l'envahi: la France, en dépit de son nom germanique, parle toujours une langue romane. Dans l'un et l'autre cas l'assimilation linguistique ne met pas forcément fin au rapport d'inégalité, elle peut même renforcer en fait la position du groupe dominant: l'aristocratie normande ne s'est véritablement imposée en Angleterre qu'en abandonnant le français pour l'anglo-saxon.

Et l'Afrique dans tout cela? L'exposé qui précède s'en est volontairement écarté pour souligner le caractère universel du problème des rapports linguistiques. Celui-ci présente, à vrai dire, des aspects spécifiquement africains, qui appellent souvent bien des recherches complémentaires pour pouvoir être formulés en termes véritablement scientifiques — s'ils le sont jamais. Le premier de ces aspects particuliers est, on l'aura deviné, la fameuse (trop fameuse?) diversité linguistique, aussi bien au niveau du continent qu'à celui de chacun des membres de l'OUA. Même en ce qui concerne le groupe dont je suis censé être spécialiste — le bantou, je suis personnellement incapable de chiffrer avec précision le nombre de langues qui le composent. La plupart des linguistes contemporains accepteraient sans doute de définir une langue comme un ensemble de parlers mutuellement interintelligibles, et, en partant de cette définition, et, dotés des moyens — considérables — d'investigation nécessaires, pourraient arriver, en quelques années, à définir, recenser et figurer topographiquement ces ensembles. L'ennui, en l'occurrence, c'est que ni les locuteurs, ni dans bien des cas, les responsables politiques ne reconnaîtraient la validité de cette carte et de ce répertoire.

En l'état actuel des choses, en effet, les linguistes de stricte observance tendent à considérer comme dialectes de telle langue unique des parlers que leurs locuteurs, eux, tiennent pour des langues à part entière. Ils investissent leur dialecte d'une valeur symbolique très forte, en faisant l'insigne distinctif

de leur sentiment d'appartenance à un groupe social comme opposé à ses voisins. Ils ressentiront, en conséquence, tout projet d'unification (orthographique notamment) comme un véritable linguicide. A l'inverse — mais beaucoup plus rarement — les ressortissants d'une entité socio-politique traditionnelle prétendent à une unité linguistique que contesteront les linguistes, dans la mesure où elle ne se manifeste, par exemple, que dans les rites religieux de la nation.

La prévalence, toujours actuelle, des situations de multilinguisme et de diglossie paraît l'indice d'une tradition africaine de tolérance dans le domaine du langage. Le développement des grands itinéraires commerciaux et des villes pré-coloniales, la constitution des grands royaumes et empires paraissent avoir été marqués par la diffusion spontanée de grandes langues véhiculaires (e.g. hausa, swahili, dyula, etc.) plutôt que par la suppression des parlers locaux. Dans l'ouest africain et sur la côte orientale, l'utilisation de l'arabe comme medium graphique du pouvoir d'Etat (même dans les royaumes non musulmans comme l'Asante) allait dans le même sens. On peut avancer — avec prudence — que les faits d'assimilation linguistique du vainqueur par le vaincu (qui laissent subsister la langue du vainqueur dans sa région d'origine) ont très probablement été plus nombreux que ceux d'imposition et de substitution de la langue du vainqueur à celle du vaincu.

La période coloniale marque, à l'évidence, le paroxysme des relations de domination, avec, sur le plan linguistique, une différence marquée entre les dominateurs français et portugais, d'une part, belges et anglais, d'autre part. Les premiers ignorent purement et simplement les langues africaines, les seconds en privilégient certaines, en leur reconnaissant un caractère officiel, dans l'enseignement primaire en particulier. L'"avantage" (si l'on peut dire) de la politique franco-portugaise c'est qu'elle laisse très largement jouer les systèmes de communication traditionnels derrière l'étroit paravent de la franco-phonie. Le système anglo-belge, au contraire, en apparence plus favorable, a l'inconvénient (mais en est-ce vraiment un?) de favoriser les langues reconnues au détriment de celles qui ne le sont pas. Dans l'un et l'autre cas, l'action officielle ou tolérée, des missionnaires tend, elle aussi, à favoriser la diffusion de certaines langues, liturgiques ou catéchétiques, aux dépens de leurs voisines: il y a, là aussi, interférence avec les équilibres traditionnels, pouvant aller jusqu'à la disparition, ou plutôt à la fusion dans une langue commune (e.g. yoruba, dès le milieu du XIXe siècle, shona vers 1930) de plusieurs parlers ("dialects" pour les linguistes, "langues" pour les locuteurs) jadis distincts.

Après l'indépendance, la tendance dominante dans l'effort généralisé de scolarisation massive a été plutôt en faveur de l'emploi précoce de la langue de l'ex-colonisateur. Mais, plus que ce choix linguistique ouvert à contestation,



on peut se demander si ce n'est pas la généralisation d'un système éducatif de type européen qui a eu le plus de conséquence sur l'évolution des langues maternelles. Ceci tout simplement en achevant la démolition du système traditionnel d'éducation qui, contrairement à ce qu'on croit trop souvent, comprenait souvent une part importante d'endoctrinement linguistique, formel ou non. S' y ajoute le brassage résultant de l'urbanisation rapide, ainsi que le développement des mass media (radio surtout), eux-mêmes souvent multilingues. On peut observer, dès lors, des phénomènes que, faute d'un meilleur terme, j'assimile à des formes de créolisation, avec un effet de feedback sur les langues maternelles. Dans les zones où je travaille, les gens de mon âge affirment souvent que les jeunes ne parlent plus leur langue maternelle. Je devrais peut-être, d'un point de vue technique, leur répondre qu'ils la parlent autrement, puisque la compréhension reste possible. Je n'ose pas toujours le faire parce que, à la limite, cette compréhension entre générations est restreinte au point que j'arrive à me demander s'il s'agit de la même langue ou de deux langues proches mais distinctes. Celle des vieux mourra-t-elle avec eux?

Probablement pas, tant qu'il y aura des villages, conservateurs de la tradition, en cette matière comme en bien d'autres. Une restriction cependant d'ordre géographique. C'est l'effectif minimal de cinq mille personnes que certains sociolinguistes estiment nécessaires à la perpétuation d'une communauté linguistique non insulaire. Le chiffre est sujet à caution, mais les principes restent valables: en dessous d'un certain nombre de locuteurs une langue est condamnée à disparaître. Il est donc probable que la désertion rapide des campagnes dans beaucoup de régions d'Afrique ait cette conséquence à moyen terme — une ou deux générations.

Ces procès d'attrition liés au changement social sont beaucoup plus destructifs que les pressions exogènes visant à provoquer le changement linguistique. On peut avancer qu'il est plus facile d'imposer l'usage d'une langue officielle que d'empêcher celui d'un idiome local. Celui-ci résisterait d'autant mieux qu'il est plus éloigné, typologiquement, du parler dominant: en France, quatre siècles et demi après l'ordonnance de Villers-Côterets, il existe toujours d'assez importantes communautés bilingues en Bretagne (langue originelle celtique) et au Pays Basque (euzcaro-caucasien), alors que les parlers d'oïl, proches du français officiel, ont presque totalement disparu. De façon similaire on constate que certains villages de l'ancien empire du Mali, intégrés depuis des siècles dans la zone linguistique mandingue, utilisent encore des parlers gur (ou voltaïques) pour les relations familiales et intra-villageoises, passant au malinke-dyula pour les communications extra-villageoises: nouvel exemple (et qu'on retrouverait ailleurs) du conservatisme linguistique des communautés de base. En sens contraire, on peut, évidemment, citer le cas des Pygmées qui n'ont plus de langue propre, mais parlent celles de peuples dont

ils ne sont pas toujours les voisins: ce fait paraît indiquer une dispersion extrêmement ancienne, la seule trace de la langue originelle étant la terminologie botanique, commune à des groupes largement séparés et parlant des langues (bantu ou oubanguiennes) typologiquement différentes.

Un dernier trait caractéristique de la situation linguistique africaine est l'importance que présentent des langues extra-africaines. On pense, évidemment, aux langues coloniales, spécialement au français et à l'anglais, en oubliant trop souvent le cas, beaucoup plus ancien de l'arabe, dans toute la savane soudanaise et sur la côte orientale, où il a joué un double rôle: médium international et instrument commercial et administratif d'une part, source d'enrichissement lexical d'autre part, et ceci depuis le VIII<sup>e</sup> siècle. Or, dans toute cette zone (et à la différence de ce qui s'est passé dans l'est de l'Afrique méditerranéenne), l'arabe, en dépit de son prestige religieux, n'a éliminé aucun idiome local. Cet exemple devrait rassurer ceux qui craignent de voir des langues européennes supplanter les langues africaines. Il est certain, par contre, qu'elles les influencent, surtout dans le cas des *linguae francae*, pour des raisons essentiellement sociologiques. Est-ce une menace? L'exemple du swahili, du hausa et du dyula, dont le dynamisme résulte en partie de leurs emprunts à l'arabe, me pousse à l'opinion inverse.

Au terme de ces réflexions, je résumerai mon opinion en disant que, en dépit des énormes lacunes qui subsistent dans la connaissance scientifique des langues africaines, les faits avérés semblent permettre de leur attribuer une forte capacité de résistance et d'auto-perpétuation. La situation d'ensemble paraît caractérisée, plutôt que par le risque de disparition rapide de certains idiomes, par l'apparition et le développement rapide de nouveaux parlars urbains — souvent des créoles afro-africains (e.g. lingala, monokotuba) ou afro-européens (*Wes-kos*) — qui assument fréquemment une fonction véhiculaire et rétroagissent alors sur les vernaculaires ruraux conservateurs. La complexification de l'environnement socio-économique paraît souvent corrélative à une simplification des structures (e.g. *town bemba*, Lusaka, *nyanja*, *up country swahili*, etc.) qui aboutit à une transformation rapide, à la création de nouveaux niveaux de langue ou dialectes, bien plutôt qu'à la disparition — au décès — de la langue de départ. Comme indiqué plus haut ce processus peut aboutir, qualitativement en quelque sorte, à l'apparition de nouvelles entités linguistiques, sans disparition des anciennes. Les menaces qui peuvent peser sur la survie des ces dernières tiennent généralement plus à des causes endogènes (marasme démographique, migrations massives...) qu'à des agressions extérieures (imposition d'une langue nationale ou officielle). La tendance générale, en dépit de nombreuses résistances micro-nationalistes ou tribales, reste à l'effacement progressif des différences dialectales et à l'unification des langues apparentées.

J'ai fait allusion plus haut aux réactions politiques négatives suscitées par l'évocation de certaines réalités linguistiques. Il va de soi qu'il n'appartient pas à un spécialiste étranger de dicter une politique aux gouvernements africains, d'autant que la diversité énorme des situations dans les différents pays les met hors de portée pour un chercheur isolé. Néanmoins, il reste de son devoir professionnel de reconnaître les facilités et l'hospitalité dont il a bénéficié en mettant à la disposition de ses hôtes tous les fragments de savoir qu'il a pu rassembler et toutes les conclusions objectives qu'il a pu en tirer.

Ma conviction première sur ce point est que l'étude systématique des langues non officielles, spécialement celles qui sont minoritaires, n'est en rien dangereuse pour l'unité nationale. Bien au contraire, une telle étude peut contribuer à la construction nationale dans le domaine linguistique. Je citerai ici l'exemple de la Tanzanie, pays très avancé en ce qui concerne l'utilisation généralisée de la langue nationale. Confronté à la nécessité urgente d'introduire de nouveaux mots en swahili pour répondre aux besoins de la technologie et de l'éducation, le Conseil National du swahili (Baraza ya Kiswahili ya Taifa = BAKITA) les a recherchées dans les autres langues Tanzaniennes plutôt qu'en anglais ou en arabe. Le BAKITA encourage, en outre, l'étude des structures phonologiques et morpho-syntaxiques des parlers sans statut officiel afin d'améliorer l'enseignement du swahili. Une telle politique, à la fois concrète et pratique, pourrait probablement être imitée avec profit par bien des pays, en Afrique et ailleurs.

Il est des aspects moins matériels, de signification aussi bien nationale que Panafricaine. Je prendrai ici comme exemple le *Servicio da Preservacao Cultural* mozambicain, dont le nom définit bien l'objectif: relever et préserver tous les aspects (y compris linguistiques) de cultures traditionnelles passées et présentes afin d'utiliser cette connaissance pour construire l'avenir. Une politique de ce type vaudrait d'être appliquée à l'échelle continentale, si l'Afrique doit rester africaine. Dans cette optique on pourrait espérer que même les langues prétendues "mineures", produits du génie humain tout autant que les "majeures", ne disparaîtront pas de la surface du globe.

## LA PLANIFICATION LINGUISTIQUE DE L'ENSEIGNEMENT EN NAMIBIE: L'ANGLAIS POUR LA LIBERATION OU LE NEO-COLONIALISME?

par Robert Phillipson, Tove Skutnabb-Kangas et Hugh Africa

Cet exposé a pour but de contribuer aux travaux en cours sur la planification linguistique de l'enseignement en Namibie. On va profiter de l'expérience qu'on a eu dans plusieurs pays et communautés, en vue de mettre en évidence les facteurs qui pourraient être décisifs pour la réussite ou la faillite de l'éducation dans des milieux multilingues. Un facteur clé est le choix de langues pour un usage éducatif. Comme la SWAPO (l'Organisation du Peuple Sud-Ouest Africain) a opté pour l'anglais comme langue officielle pour la Namibie indépendante; il importe de décider quel rôle l'anglais doit jouer dans l'enseignement et quels devraient être les rôles des langues maternelles. L'anglais, pourrait-il assurer la libération ou bien pourrait-il servir de pont pour le néo-colonialisme?

L'anglais et le français sont souvent qualifiés comme étant des *langues de grande communication* (LGC) (Fishman 1977). Ces langues sont étroitement liées aux pays et aux cultures dont elles proviennent, et qu'on va appeler des *Cultures de communication étendue* (CCE). L'expansion de ces langues au cours des siècles récents et leur indigénisation dans plusieurs parties du monde sont les aspects centraux du colonialisme, de l'impérialisme et de l'internationalisme actuels. Tandis que les pays de cultures de communication étendue comme les Etats-Unis, l'Angleterre et la France sont ou se réclament être des pays monolingues dont le système éducatif vise le monolinguisme dans les langues de grande communication, la plupart de la planification linguistique pour l'enseignement en Afrique vise le monolinguisme dans une des langues de grande communication (Bokamba et Tlou 1980).

Selon nous, c'est pour leur intérêt que les locuteurs natifs des langues de grande communication et les détenteurs des cultures de communication étendues encouragent l'emploi de langues de grande communication en Afrique. La plupart de chercheurs et des experts en éducation dans les langues de grande communication ont un préjugé conscient ou inconscient favorable aux langues de grande communication et au monolinguisme, et cela transpire de leurs conseils, même bien intentionnés. Nous soutenons aussi que la planification linguistique pour l'éducation en Afrique doit viser le bi- ou le multilinguisme, comme c'est préconisé par les chercheurs africains, tels Afolayan (1980), Bokamba et Tlou (1980), Mateene (1980a, 1980b) et Tadjadjeu (1980). Nous considérons donc comme un axiome notre affirmation

par laquelle nous disons que *l'usage exagéré de l'ancienne langue coloniale et la sous-utilisation de langues maternelles* comme langues d'enseignement (LE) engendrent l'inégalité, favorisent la création ou la perpétuation des élites, font accroître la dépendance sur la culture de communication étendue, et gêne la réalisation d'un niveau élevé de bi ou multilinguisme (Chishimba 1984, Mateene 1980b).

Les décisions de politique linguistique sont souvent prises dans des circonstances défavorables lorsque des nations se développent en s'écartant d'une phase de sous-développement, tant économique que politique (Rodney 1972). *La Namibie, 'le dernier bastion colonial'* (Green et al., 1982) est encore illégalement occupée par l'Afrique du Sud, et exploitée par le capital multinational, en dépit de plusieurs tentatives par les Nations Unies à mettre fin à cet état de chose (SWAPO 1981). Ainsi une planification linguistique pour la Namibie est faite hors de ce pays; simultanément avec une guerre de libération (Chamberlain et al., 1981). Puisque la lutte armée a été menée sans interruption depuis presque 20 ans, il y a déjà eu assez de temps pour une formulation assez bien élaborée des objectifs politiques, sociaux, économiques et éducatifs de la SWAPO, qui est reconnue par les Nations Unies comme le seul représentant légal du peuple namibien.

La SWAPO envisage de mettre en place "une société non-exploiteuse, non-oppressive, et sans classe" (SWAPO 1983). La politique et des plans pour une Namibie libérée sont articulés dans plusieurs publications de l'Institut de Nations Unies pour la Namibie, un centre indépendant d'enseignement et de recherche; situé à Lusaka.

La SWAPO a décidé que *l'anglais doit être une langue officielle* en Namibie indépendante et que *les langues maternelles seront langues d'enseignement (LE)* dans les premières années de l'école primaire et ne seront pas négligées par après (SWAPO 1982, 40 Secrétariat du Commonwealth et SWAPO 1984).

L'objectif est de remplacer l'afrikaans, actuellement la lingua franca en Namibie et LE à partir du degré supérieur et même parfois d'un degré plus bas du primaire et qui est considéré comme une langue d'oppression, par l'anglais, qui paradoxalement est considéré comme une langue de libération.

A l'heure actuelle moins de 1% de 1½ million de la population parle l'anglais comme leur langue maternelle, alors que 15% parle afrikaans, et toute une petite proportion parle couramment l'anglais comme deuxième langue ou comme langue étrangère. Il y a 7 groupes principaux des langues locales. Le plus nombreux, Oshiwambo, constitue environ 45% des namibiens (Chamberlain et al., 1981). Plusieurs de ces langues sont écrites depuis un siècle (e.g. Kurvin en 1871). La politique Sud-Africaine de l'éducation bantou a été de promouvoir délibérément la fragmentation ethnolinguistique comme un moyen de renforcer l'apartheid. La langue est un des moyens de réaliser la

politique de ségrégation et le racisme. Une grande majorité de namibiens n'arrivent pas au bout de ce système d'enseignement et 60% de la population sont analphabètes (pour plus de détail, voir Ellis 1984 et Mbamba 1982).

Il y a 70,000 ou plus de Namibiens exilés dans les camps de réfugiés en Angola et en Zambie, des adultes et des enfants. Leur éducation fait partie de la tentative de la SWAPO à essayer de formuler des stratégies pour un changement d'éducation qu'on doit mettre en application en Namibie libérée. Ces tentatives sont formulées en considérant soigneusement l'expérience des autres pays.

## 1. COMPARAISONS INTERNATIONALES

Revenant à cette expérience, nous avons choisi des exemples qui puissent nous aider à analyser certains des facteurs qui nous semblent déterminants dans la réussite ou la faillite d'une politique éducative qui résulterait dans un bilinguisme à haut niveau.

Beaucoup de nos exemples ne viennent pas des contextes qui sont semblables à la situation namibienne, pour deux raisons: l'une empirique, l'autre méthodologique. La raison empirique est que bien qu'il y ait plusieurs parallèles dans les autres pays africains et ailleurs, il y a eu très peu de recherche longitudinale sur les différents modèles pédagogiques et sur l'évaluation de ceux-ci. La raison méthodologique est que c'est plus facile de distinguer certains des principes qui généralement sont valables en comparant des situations dissemblables.

Nous allons analyser différents types d'éducation sous quatre titres: *Ségrégation, maintien de la langue maternelle, submersion et immersion*. Par trois exemples, il est nécessaire de traiter séparément les programmes destinés aux populations majoritaires et ceux destinés aux populations minoritaires. Le groupe anglophone au Canada, constitue la majorité, en terme numérique et en terme de pouvoir (voir table 1). Nous classons aussi les Noirs en Afrique du Sud et en Namibie occupée comme étant la majorité, même si actuellement ils ne sont qu'une majorité sans pouvoir. En République Soviétique d'Uzbekistan, (URSS), le groupe dominant dans la République, les Uzbeks (plus de 2/3 de la population en Uzbekistan, Krag 1983), et les six groupes minoritaires principaux ont tous des droits linguistiques équivalents dans l'enseignement. Dans notre classification, ils sont tous ensemble traités comme une majorité. Ces groupes ont droit à l'éducation à travers leurs langues maternelles. Ils ne sont pas obligés de recevoir leur éducation en une langue de grande communications, tel que le russe. La comparaison de l'Uzbekistan est particulièrement pertinente au Tiers Monde, parce qu'on a ici un cas où l'alphabétisation a réussi à s'étendre, au cours de 60 ans écoulés, d'une élite minoritaire jusqu'à couvrir la population tout entière. Tous les enfants

TABLE 1

## Programmes

	Ségrégation BAS		Maintien HAUT		Submersion BAS		Immersion HAUTE
Niveau de succès							
Langue dominante d'enseignement (LE)	L		1		L	2	
Le but linguistique	Afrique Education Bantu en Namibie	Europe Bavière RFA Les Emigrés Turcs	Asie Uzbekistan 7 grands groupes	Europe/USA Suède, USA Finlandais Chicanas	Afrique Zambie Tous les groupes	Europe La plupart de LE indig et immig. min.	Amérique du Nord Canada Anglophone
Le but sociétal	dominance L1	dominance L1	Bilinguisme Egalité et	Bilinguisme intégration	Elite: L2: dom; masses: Perpétua- tion Stratifica- tion	Dominance L2 Assimilation  Marginali- sation	Bilinguisme Enrichissement Ling. et Cult.  Perspective d'emploi
Majorité/minorité	Majorité	Minorité	Majorité	Minorité	Majorité	Minorité	Majorité
Statut (haut/bas) du groupe	Bas	Bas	Haut	Bas	Haut	Bas	Haut
Pays industrialisé/sous- développé (IND/DS)	SD	IND	IND	IND	SD	IND	IND
Le groupe a été C ou est C+ colonisé par un pays L2	C+	-	C	C	C	C-	-
Langue du groupe officielle	+	-	+	-	+	-	+
Standardisée et a du matériel didactique	+	+	+	+	-	+	+
L2 officielle	+	+	+	+	+	+	+
L2 standardisée et a du matériel didactique	+	+	+	+	+	+	+

achèvent 10 ans de scolarité, et dans l'avenir proche cela va être étendu à 11 ans (Guidelines 1984).

La Namibie, comme la majorité des pays du Tiers Monde et comme l'Uzbekistan Soviétique, est multilingue. A l'heure actuelle la scolarité de base est effectuée en 12 langues (Zimmermann 1984). Le problème complexe qu'on ne peut guère traiter suffisamment ici, c'est de savoir s'il est impraticable d'assurer, dans l'avenir proche, l'éducation en utilisant un plus grand nombre de langues maternelles, y compris celles qui ont peu de locuteurs.

Pour chaque programme nous évaluons le degré de réussite dans l'acquisition d'un niveau élevé de bilinguisme et dans la réussite scolaire et nous qualifions les programmes comme des programmes qui mènent à une grande ou une petite réussite. Ensuite nous déterminons que le *véhicule de l'enseignement* (LE) est la langue maternelle (LM, LI) des élèves ou une langue étrangère ou une langue seconde (L2). Enfin les objectifs linguistiques et sociologiques des programmes sont largement caractérisés (voir Skutnabb-Kangas 1984, chapitre 6). Notre classification se penche beaucoup plus sur les résultats que sur les déclarations d'intention et pourraient donc ne pas correspondre aux buts officiellement exprimés.

Notre exemple d'un modèle de ségrégation pour une *majorité* est l'éducation bantu, actuellement offerte au niveau élémentaire aux namibiens au moyen de langues maternelles (L1), produisant de pauvres résultats, ce qui signifie une faillite scolaire pour la majorité, et de bas niveaux d'efficacité en savoir/théorie dans les deux langues (Mbamba 1982). Ceci convient au but linguistique, à savoir une maîtrise dominante en L1, et au but sociologique, à savoir la perpétuation de la ségrégation sociale.

Notre exemple de *ségrégation* pour une *minorité* est l'éducation des Turcs émigrants en Bavière, Allemagne de l'Ouest, au moyen de Turc, qui de nouveau indique de bas niveaux de succès. Le but linguistique est la dominance en Turc. Le but sociologique c'est de préparer les élèves des émigrants au repatriement forcé, lorsque on n'a plus besoin de la main d'oeuvre de leurs parents, ou lorsque eux-mêmes deviennent trop coûteux pour l'Allemagne de l'Ouest (Skutnabb-Kangas 1984).

En contraste aux programmes de ségrégation, les programmes de *maintien de la langue maternelle* montrent de hauts niveaux de succès. La langue d'enseignement est L1, comme dans les programmes de ségrégation, mais les buts sont différents. Le but linguistique est le bilinguisme, les buts sociologiques sont l'égalité et l'intégration. Un exemple de *maintien* pour une *majorité*, c'est l'éducation au moyen de la langue maternelle offerte dans la République Soviétique d'Uzbekistan aux sept groupes principaux de langues. Des exemples de *maintien* pour des *minorités* sont les cours donnés au moyen du finlandais à la population finlandaise ayant émigré en Suède et des



programmes similaires, tel que ceux de San Diego et de Carpinteria aux USA et qui ont comme véhicule l'espagnol (Cummins 1984a). Tout ceci donne de hauts niveaux de bilinguisme et de la réussite scolaire. Tous les trois groupes dans les exemples employés ont une histoire de colonisation par la puissance détentrice de L2, c'est-à-dire les Uzbeks, les Tadjiks etc., par la Russie; les Finlandais par la Suède; et les Chicanas par les Etats Unis. Cette histoire commune de colonisation rend ces cas plus directement comparables à l'Afrique contemporaine.

Les programmes de ségrégation et de maintien qu'on vient de mentionner ont eu la langue maternelle comme moyen d'éducation. Dans les deux types de programmes qui restent, la submersion et l'immersion, le moyen d'éducation est une deuxième langue ou une langue étrangère (L2).

Un exemple d'un programme de *submersion* pour une *majorité*, c'est l'éducation au moyen d'une ancienne langue coloniale dans plusieurs pays d'Afrique, la Zambie par exemple. Pour la vaste majorité de la population, les résultats sont pauvres, linguistiquement (Africa 1980) et académiquement (Chishimba 1984). Le but officiellement déclaré, c'est "donner à chaque personne dans les limites de sa capacité une occasion de s'instruire" (sic!) (Ministry of Education 1977, 5). Le but linguistique atteint c'est la maîtrise de la langue de grande communication, l'anglais, pour les élites et pour la masse la maîtrise de leur langue maternelle ou une lingua franca régionale, pour le développement de laquelle l'école ne fait rien, et à laquelle il faut ajouter une compétence limitée en anglais. La société est fortement stratifiée et l'éducation depuis l'indépendance n'a pas modifié cette situation (Chileshe 1982). Cet état de chose n'est en aucune façon unique à la Zambie — en fait c'est largement le cas partout en Afrique au Sud du Sahara (Mateene 1980b).

Les programmes de submersion pour les minorités restent encore de loin les façons les plus communes d'éducation pour les minorités tant autochtones qu'émigrantes (linguistiquement). Par exemple, en Europe occidentale, cela signifie l'éducation au moyen de L2, langue de la majorité avec comme résultat la dominance de la langue de la majorité aux dépens de la langue maternelle, et une pauvre performance scolaire. Socialement, cela signifie l'assimilation pour quelques uns et la marginalisation pour la plupart (Skutnabb-Kangas 1984).

Par contraste, les programmes Canadiens d'*immersion*, dans laquelle la majorité des enfants sont formés au moyen d'une L2, aboutissent à de hauts niveaux de bilinguisme et au succès scolaire.

Le but sociétal comprend l'enrichissement linguistique et culturel, d'une part, et d'autre part, l'accroissement des perspectives d'emploi pour une élite (California State Department of Education, 1984, Swain et Lapkin 1982).

Nous laissons maintenant de côté les caractéristiques définissant ces quatre types de programmes pour une série de facteurs descriptifs qui pourraient

avoir des effets décisifs sur le résultat de l'enseignement.

Des groupes cités dans nos sept exemples, ceux d'Uzbekistan, de la Zambie et du Canada ont en principe un haut statut, alors que les autres sont des groupes de statut inférieur; les pays dans cinq des exemples donnés sont industrialisés, tandis que la Namibie et la Zambie ont été sous-développées. C'est dans deux exemples seulement qu'on observe l'absence de toute relation coloniale passée ou présente entre les groupes de langues L1 et L2.

Les quatre dernières caractéristiques descriptives se rapportent au statut officiel des langues et au degré auquel elles ont été standardisées et ont des matériaux didactiques et de référence.

Toutes les langues des groupes concernés ont un certain statut officiel, à l'exception des langues des immigrants (et la plupart des langues des minorités autochtones) en Europe et en Amérique du Nord. A l'exception de la Zambie, la totalité des langues sont standardisées et il existe au moins quelques matériaux didactiques. Dans le cas des langues d'immigrants, certains des matériaux peuvent avoir été importés du pays d'origine. Le potentiel pour étendre l'usage écrit des langues Zambiennes n'est pas encore utilisé (pour les arguments académiques favorables, voir Kashoki 1982, et Chishimba 1984). Pour les arguments politiques contre, voir le Premier Ministre de la Zambie dans "Secrétariat du Commonwealth" SWAPO (1984). Dans tous nos exemples la L2 a un statut officiel et a une forme standardisée avec des matériaux didactiques.

En généralisant provisoirement sur la base des faits descriptifs jusqu'ici présentés, nous arrivons à la conclusion que des hauts niveaux de succès par rapport au bilinguisme et la performance scolaire peuvent être atteints soit avec L1 soit avec L2 comme moyen dominant d'éducation, par un groupe majoritaire ou minoritaire, étant l'un ou l'autre d'un haut ou d'un bas statut et dans les contextes où l'une ou l'autre langue est ou n'est pas officielle.

Dans tous les contextes qui ont réussi, le but linguistique a été le bilinguisme et le but sociétal a été positif pour le groupe concerné. Les langues maternelles des groupes étaient standardisées et les matériels didactiques disponibles, ce qui était aussi le cas pour L2.

Nous concluons également que dans tous les contextes avec des bas niveaux de succès, le but linguistique a été la dominance dans une des langues, soit la langue maternelle ou la L2, non pas le bilinguisme. L'autre langue a été négligée ou mal enseignée, bien qu'elle ait un statut officiel, dans plusieurs cas, et soit standardisée avec les matériels didactiques. Le but sociétal dans tous les contextes avec des pauvres résultats a été de maintenir le groupe, ou au moins un grand nombre, dans une position subordonnée sans pouvoir.

## 2. CONDITIONS PREALABLES D'UN APPRENTISSAGE EFFICACE DE L2 ET DU BILINGUISME

Etant donné que les seuls faits invariables qui jusqu'ici distinguent les programmes menant à un haut ou à un bas degré de réussite sont les objectifs linguistiques et sociologiques, et rien de plus, d'une part; et que, d'autre part, notre classification, qui surtout ne correspond pas aux objectifs officiellement exprimés risque d'être considérée comme arbitraire, on pourrait nous demander avec suspicion, si nous n'avons pas d'abord envisagé les résultats pour ensuite attribuer des objectifs négatifs à des programmes ayant des résultats pauvres, et des objectifs à des programmes ayant de bons résultats, dans le but d'avoir une classification nette.

Afin d'examiner cette interprétation, voyons maintenant comment les programmes sont organisés. Nous irons à travers une série de 16 conditions préalables pour un apprentissage efficace de L2 (Skutnabb-Kangas 1984, 244), en vue de voir dans quelle mesure les différents programmes sont organisés afin de créer, les conditions optimales. Puisque les buts linguistiques et sociologiques de facto d'un programme sont plus reflétés dans la manière dont le programme est organisé que dans les déclarations d'intention, notre analyse peut servir aussi à rendre valide notre caractérisation des buts des différents programmes.

Le tableau 2 fait une liste de ces facteurs et contient une estimation positive ou négative pour chacun des sept types de programme. Les programmes sont distingués, comme avant, selon le haut ou le bas degré (HDS, BDS) de succès auxquels ils aboutissent.

Les facteurs ont été groupés en quatre catégories: facteurs d'organisation, facteurs affectifs se rapportant à l'étudiant, facteurs linguistiques, cognitifs, pédagogiques, et facteurs sociaux ayant trait respectivement à L1 et L2. En commençant par les facteurs d'organisation, les programmes alternatifs (1) ne sont disponibles que dans les contextes de maintien et ceux d'immersion, c'est-à-dire que les programmes de haut degré de succès sont facultatifs. Un Uzbek, un Finlandais en Suède, ou un Chicana aux Etats Unis, qui désire l'éducation au moyen du russe, du suédois, ou de l'anglais, plutôt qu'en L1, peut choisir ce moyen-là. Un enfant Canadien d'expression anglaise a le choix entre l'anglais comme moyen d'éducation et un programme d'immersion au moyen du français. Les enfants dans les programmes de ségrégation ou de submersion n'ont pas de choix.

Le facteur 2 couvre la situation où il y a dans la même classe des locuteurs natifs de la langue d'enseignement et des élèves pour qui la langue d'enseignement est L2. C'est la situation normale dans les programmes de submersion, qui défavorisent les élèves de L2.

Nous considérons qu'en Zambie la situation est comparable, parce que

TABLE 2

	Ségrégation BDS		Maintien HDS		Submersion BDS		Immersion HDS
	L 1				L 2		
	Bantu	Turcs	Uzbek- istan	Finlan- dais Chicanas	Zambie	Minorité D'Europe occ.	Canada
Facteurs d'organisation							
1. Programmes alternatifs disponibles	-	-	+	+	-	-	+
2. Elève à pied d'égalité en connaissance de LE	+	+	+	+	-	-	+
3. Professeurs bilingues (B) ou qualifiés (Q)	B	B ou Q	BQ	BQ	B	Q	BQ
4. Matériel bilingue (p. ex. dictionnaire disponible)	-	+	+	+	-	-	+
5. Contenu culturel du matériel appropriés pour les élèves	-	-	+	+	-	-	+
Facteurs affectifs relatifs à l'étudiant							
6. Bas niveau d'inquiétude (encouragement non autoritarisme)	-	-	+	+	-	-	+
7. Motivation élevée interne à utilisation non forcée de L2 ET de la sympathie pour les objectifs, se sent responsable de son éducation	-	-	+	+	-	-	+
8. Haute confiance en soi (des chances de réussir, grands espoirs des Professeurs)	-	-	+	+	-	-	+
Facteurs linguistiques, cognitifs et sociologiques en rapport avec L1							
9. Développement linguistique adéquat en L1 (L1 bien (B) enseigné, mal enseigné (M) pas du tout à l'école)	M	M	B	B	-	-	B
10. Assez de matières pertinentes et dont la connaissance exige beaucoup sont disponibles	-?	+?	+	+	-?	-?	+
11. Occasion de développer L1 hors d'école dans les contextes formels linguistiquement exigeant	+?	-	+	-	+	-	+
12. Enseignement de L2 favorise (+) ou (-) le développement de L1	+	+	+	+	-?	-	+
Facteurs linguistiques cognitifs, et sociaux se rapportant à L2							
13. Développement linguistique adéquat en L2 (L2 bien enseigné, mal enseigné, ou pas du tout à l'école)	M	M	B	B	M	M	B
14. Enseignement de L2 adapté au niveaux L2 des élèves	+	+	+	+	-?	-	+
15. Occasion de pratiquer L2 dans des contextes de groupes paritaires	-	-	+	+?	-	-	-
16. Exposition à la pratique d'un locuteur natif de L2 dans des contextes formels linguistiquement exigeant	-	+	+	+	-	+	+

l'expérience familiale chez les élèves ((c'est-à-dire en classe) peut avoir une influence décisive sur leur maîtrise en anglais. Dans tous les autres programmes, les élèves, sont à pied d'égalité, par rapport à une familiarité antérieure avec la langue, parce que au départ, soit ils savent tous la langue d'instruction (ségrégation et maintien) soit aucun d'eux ne la comprend (immersion).

Le troisième facteur montre que les programmes de haut degré de succès ont des professeurs qui sont à la fois bilingues et bien formés. Mais les programmes de bas degré de succès ont soit des professeurs monolingues bien formés qui ne comprennent pas les langues maternelles des élèves, ou bien la formation des professeurs n'est pas appropriée, même s'ils sont bilingues dans une certaine mesure, par exemple en Zambie (Chishimba 1981).

Le quatrième facteur montre que la plupart des programmes de bas degré de succès manquent de matériels didactiques bilingues. Les matériels qu'on utilise réellement (facteur 5) sont importés ou racistes, imposant ainsi des valeurs culturelles étrangères. On reconnaît maintenant (par exemple en Zambie, Secrétariat du Commonwealth et SWAPO) que même les matériels d'enseignement écrits dans les pays indépendants d'Afrique perpétuent des valeurs coloniales ou occidentales (Chileshe 1982, Higgs 1978).

*Le facteur affectif ayant trait à l'élève* suggère qu'un environnement favorisant l'apprentissage et un enseignement non-autoritaire réduisent l'inquiétude (6). La motivation interne (7) s'accroît lorsque l'élève n'est pas forcé d'utiliser L2 (par exemple, parce que le professeur ne comprend pas L1) et ne peut commencer à produire des expressions de L2 que quand seulement il en est prêt. Une motivation élevée est liée aussi à la compréhension, des objectifs éducatifs et à la sympathie pour ces objectifs, d'une part; et, d'autre part, au partage de responsabilité accordée à l'étudiant lui-même.

Ce sont là des principes approuvés dans la déclaration de politique éducative de l'Organisation du Peuple sud-ouest africain (Angula 1984, Commonwealth Secretariat & SWAPO 1984, 20).

Une grande confiance en soi (8) est liée à la question de savoir ou non si les élèves ont une réelle chance de réussite scolaire et aux espoirs favorables des professeurs. Une des conditions de cela, c'est que le professeur accepte et estime la langue maternelle de l'enfant. Il y a une grande corrélation dans ce cadre entre une classification positive sur ces trois variables (l'inquiétude, la haute motivation, et la grande confiance en soi) et les programmes réussis.

Les séries finales concernent les facteurs linguistiques, cognitifs, pédagogiques et les facteurs sociaux relatifs au langage. Le développement linguistique en L1 (9) est inadéquat lorsque la langue maternelle est mal enseignée comme dans les programmes de ségrégation, ou n'est pas du tout enseignée, comme dans la plupart des programmes de submersion. La

politique officielle Zambienne permet l'emploi oral des langues maternelles pour faciliter la compréhension, mais aucune tentative n'est faite pour faire acquérir ou développer la compétence dans la langue maternelle.

Assez de *matière cognitivement exigeante* (10) est fournie dans les programmes des hauts degrés de succès pour promouvoir la compétence fondamentale commune pour toutes les langues (CALP, voir Communs 1980); on fait ceci en L1 dans les programmes de maintien et en L2 dans les programmes d'immersion. L'investissement pourrait satisfaire ce critère dans les programmes de ségrégation parce que les élèves comprennent au moins l'instruction. Dans les programmes de submersion cela est moins vraisemblable, lorsque la langue et la matière ne sont pas familières.

En plus de développement de L1 à l'école, les élèves ont aussi besoin *d'occasions leur permettant de développer leurs langues maternelles hors de l'école, dans des contextes formels et linguistiquement exigeants* (11). Cette occasion existe pour tous les groupes autochtones, mais non pas pour les immigrants. Quelques groupes peuvent donc compenser les dispositions insuffisantes de l'école. Un facteur plus général qui exerce une influence qui fera en sorte que la situation de l'apprentissage linguistique soit additive ou soustrative (Lambert 1975), c'est le degré auquel *l'enseignement de L2 favorise ou gêne le développement de L1* (12). Ce n'est que les programmes de submersion qui menacent les langues maternelles de cette manière.

*Le développement linguistique en L2* (13) est insuffisant lorsque la L2 est mal enseignée, comme il l'est dans tous les programmes de bas degré de succès. Partinente aussi est la façon dont *l'instruction en L2 est adaptée au niveau L2 des élèves* (14). Il est difficile d'adapter l'instruction de cette manière dans les contextes de submersion d'immigrants. La tâche est relativement plus faisable lorsque aucun des élèves n'est locuteur natif de la langue d'enseignement, comme en Zambie. *Le manque d'occasion de pratiquer L2 dans les contextes de groupes entre égaux hors de l'école* (15) pourrait être dû à des situations pratiques (les élèves d'immersion ne rencontrent pas beaucoup d'enfants de L2), ou à un pur racisme (les enfants Allemands évitant les enfants Turcs), ou à une insuffisance de locuteurs natifs de L2, comme en Zambie, ou dans l'éducation bantou, où le racisme institutionnalisé aggrave la situation. *L'exposition à l'emploi de L2 par le locuteur natif dans les contextes formels linguistiquement exigeants* (16) dépend de l'existence d'institutions L2 avec du personnel enseignant locuteur de L2. Les Turcs en Allemagne de l'Ouest ne peuvent pas échapper d'être exposés aux locuteur allemands, alors que les Zambiens sont exposés à une série d'anglais non-natifs, dont les uns sont des modèles régionaux appropriés, et les autres des inter-langues.

### 3. LA SITUATION NAMIBIENNE

Comme nous pouvons le constater en regardant le tableau, il y a une différence claire entre les programmes, parce que les programmes de haut degré de succès avec le bilinguisme comme but, et avec des objectifs sociologiques positifs, ont un enseignement organisé de telle façon que beaucoup des conditions soient remplies pour l'apprentissage efficace de L2. Les programmes de bas degré de succès font cela dans une moindre mesure. Nous allons maintenant établir des rapports entre les caractéristiques de programmes différents et la situation Namibienne après l'indépendance, à fin de voir où existent des parallèles, ce qu'on pourrait faire et ce qu'on pourrait mieux éviter. Nous considérons quels types de programmes pourraient être appropriés et mèneraient au succès.

Nous commençons par les programmes d'immersion, puisque les Namibiens sont une majorité dans leur propre pays et parce qu'ils devront être instruits plus tard, tout au moins, au moyen d'une L2. D'après les paramètres descriptifs, il apparaît que l'unique différence significative entre l'éducation bantu et l'immersion, c'est le statut du groupe. Tout comme nous avons marqué "haut" pour la Zambie, les groupes Namibiens doivent avoir un haut statut après l'indépendance. Il n'y a donc rien, en principe, dans la description qui empêcherait la réussite, si les Namibiens doivent être instruits en majeure partie au moyen d'une L2 anglaise, dès le début.

Egalement il n'y a rien en principe dans la description qui puisse empêcher la réussite, si les Namibiens devaient être instruits en majeure partie au moyen de leurs langues maternelles, dans un programme de maintien pour une majorité, comme dans notre exemple d'Uzbekistan. Sur la base d'une considération des descripteurs, il y a deux alternatives ouvertes pour la Namibie, l'immersion et le maintien.

Mais les choses semblent tout à fait différentes lorsque nous voyons les conditions d'admission à l'enseignement comme elles seront en Namibie indépendante. Dans plusieurs parties de la Namibie une langue est prédominante, tandis que les régions urbaines sont plus multilingues. Il pourrait donc être possible, au moins dans les villes, d'offrir plusieurs programmes possibles (facteur 1).

Toute décision à n'utiliser que l'anglais comme moyen d'éducation dès le début de la scolarisation exclurait toute autre alternative. La plupart des élèves Namibiens seraient à pied d'égalité soit dans les programmes où personne ne connaît la langue d'enseignement par exemple l'anglais, soit où tout le monde la connaît, c'est-à-dire, les langues maternelles (2). Les élèves dont la langue maternelle n'est parlée que par relativement peu de gens, auront besoin d'un soutien spécial, si des programmes en langue maternelle ne peuvent pas être organisés pour eux.

L'organisation du Peuple Sud-Ouest Africain doit former des professeurs bilingues (3). Quelques professeurs sont actuellement en train d'être formés hors de la Namibie, mais non pas dans les langues Namibiennes. Même les enseignants instruits peuvent avoir de pauvres résultats, comme dans les programmes de ségrégation et de submersion, quand ils n'ont pas une profonde connaissance de la langue maternelle des élèves. On a besoin de développer des matériaux didactiques bilingues (4); et de nouveau ce sont les langues Namibiennes qui demandent plus l'attention. Le racisme et les valeurs culturelles aliénantes doivent être déracinés des livres d'enseignement (5). Ceci s'applique dans sa forme plus intense aux manuels de l'apartheid (voir Ellis 1984), mais aussi à ceux émanant des éditeurs transnationaux surtout anglais, qui dominent le marché africain. Tous ces facteurs d'organisation représentent un problème qu'on peut résoudre, comme on l'a fait dans les programmes Canadiens d'immersion et les programmes d'Uzbekistan de maintien pour les populations majoritaires.

Tous les facteurs affectifs liés à l'étudiant et qui sont négatifs dans l'éducation bantu peuvent devenir positifs en Namibie indépendante (tout comme ils sont au Canada et en Uzbekistan) si la politique éducative de la SWAPO est réalisée et les enseignants sont conséquemment formés. Tous ces changements sont extrêmement exigeant à accomplir et l'expérience africaine montre comment ils sont difficiles à réaliser. En principe, cependant, ils sont possibles. Mais il n'est pas possible de changer tous les facteurs liés à langue, de manière à créer les conditions optimales. Les langues maternelles et l'anglais peuvent être bien enseignées à l'école (facteur 9 et 13), assez de manuels appropriés de L1 et une instruction bien adaptée de L2 peuvent être fournis (facteur 10 et 14), et si des structures institutionnelles sont développées dans la société Namibienne dans les grandes langues Namibiennes, l'occasion pour le développement formel de L1 hors d'école peut être organisée (facteur 11).

Cependant, tant que l'anglais est la langue du capitalisme mondial il va menacer les langues maternelles (facteur 12), mener à leur déplacement, stigmatisation et sous-développement (Skutnabb-Kangas et Phillipson 1985). L'anglais est le lien de fer entre le monde capitaliste et les élites locales, par voie des intérêts économiques, militaires et culturels qui les unissent. L'anglais tend à remplacer les langues maternelles des élites, les Afrosaxons (Mazrui 1973). L'unique moyen de repousser cette mecace dirigée contre des langues maternelles, c'est d'organiser l'éducation de façon à renforcer les langues maternelles au maximum. C'est-à-dire, entre autres, les utiliser comme les moyens prédominants d'instruction à travers toute la scolarité. Quant aux facteurs restants (15 et 16), il y a peu d'occasion de pratiquer l'anglais avec des locuteurs natifs, informellement ou formellement, parce qu'il n'y a presque pas de locuteurs natifs de l'anglais en Namibie.



Notre analyse montre que beaucoup des préconditions pour un programme d'immersion ayant L2 comme moyen d'instruction dès l'abord, n'existent pas en Namibie. Si l'on fait de l'anglais le moyen d'instruction dès le commencement, ou très tôt, la situation devient celle de submersion, tout comme en Zambie. Ici les résultats en anglais, même pour le peu de gens qui atteignent les points de tranchement (7ème et 12ème classe), ne sont pas meilleurs que ceux des enfants qui n'ont eu l'anglais que comme matière dans d'autres pays (Africa 1980), sauf que ces enfants ont développé leurs langues maternelles et ont compris l'instruction des matières, tandis que plusieurs enfants Zambiens ne l'ont pas comprise. Par contraste, la plupart des préconditions sont réalisées dans un programme de maintien type d'Uzbekistan.

#### 4. LA POLITIQUE DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE EDUCATIVE

La discussion précédente sur la recherche et l'expérience éducatives dans une série des contextes a essayé de tirer des principes d'une telle généralité et d'une telle puissance de prévision qu'ils peuvent aider à la planification linguistique pour l'éducation en Namibie.

Il y a des évidences appréciables qui prouvent que des éducateurs notables de la SWAPO sont en train de définir la politique dans une manière exhaustive et sophistiquée (Angula in Commonwealth Secretariat et SWAPO 1984, Geingob in Chabernain et al., 1981, Tjitendero 1984. Clairement la réalisation d'une politique présente des gros problèmes par la guerre de libération, la vie en exil, et la vie de réfugié. Il y a des exemples dans plusieurs pays d'Afrique de bonne politique non appliquée et d'emploi intensifié des langues de grande communication après l'indépendance (Bokamba et Tlou 1980, Kalema 1980, Mateene 1980a, 1980b). De même il y a des évidences massives prouvant que "l'aide" éducative, du type que la Namibie comme d'autres pays du tiers monde va très probablement être obligée d'accepter n'a pas atteint ses buts désirés. C'est bien sûr également vrai de "l'aide" à l'industrie, à la santé, et à d'autres domaines. A part la multitude de problèmes de mise en pratique, il y a des avertissements clairs qui indiquent que la politique initiale était mal conçue dans plusieurs contextes comparables. Les liens néo-colonialistes et la recherche impérialiste aidées par les experts des cultures de communication étendue sont partiellement responsable de cet état de chose.

Si la recherche doit contribuer à la solution de problèmes sociaux, alors les questions de recherche et la réalité sociale doivent être correctement diagnostiquées et intégrées. Donc quand les planificateurs Namibiens identifient correctement le besoin pour une campagne massive d'alphabétisation fonctionnelle, et l'apprentissage intensive de l'anglais (Green, sans date, Ellis 1984), ils semblent sur-estimer l'anglais et sous-estimer

les langues maternelles. Même les planificateurs engagés qui maintenant essayent de servir les besoins de toute la nation, plutôt que ceux de la seule élite, peuvent tomber dans ce piège, à cause de l'erreur répandue et superficiellement attirante de l'exposition maximum, qui incorrectement soutient que, plus les gens sont exposés à L2, plus ils en apprennent (Cummins 1983).

On a plaidé en faveur du bi- ou trilinguisme comme un but national pour les pays multilingues d'Afrique (Afolayan 1978, Tadadjeu 1980). Si le bi- ou trilinguisme pour tout individu doit être un but national dans la Namibie indépendante, on doit alors utiliser toutes les langues Namibiennes dans les structures institutionnalisées de tous les domaines de la vie. Des moyens éducationnels doivent être choisis afin d'atteindre ces buts. Ainsi si l'éducation est un droit de naissance de tout le monde, si elle doit sauver le peuple de la pauvreté, du fait de son étroit rapport avec la production, si elle doit promouvoir le changement social et former les Namibiens à gérer une économie sophistiquée (tous buts déclarés de la SWAPO), alors on a besoin d'une stratégie qui prend le résultat de la recherche et la situation culturelle, locale linguistique et écologique comme leur point de départ et dont on doit aussi tenir compte quand on choisit les langues.

L'OUA, fondée en 1963, a un article dans sa charte stipulant que l'emploi officiel des langues étrangères ne sera toléré que provisoirement. Le Bureau Linguistique Inter-Africain de l'OUA existe pour *aider et encourager l'emploi des langues autochtones africaines pour des objectifs éducatifs, commerciaux et communicationnels, au niveau national, régional et continental* (document SC/CULT/6/2 70, cité par Kalema 1980, 1). En pratique il y a eu un d'instruction avec une négligence concomitante de l'enseignement des langues africaines" (Bokamba et Tlou 1980, 49). Les langues étrangères coloniales africaines" (Bokamba et Tlou 1980, 49). Les langues étrangères coloniales sont plus favorisées maintenant qu'elles n'étaient avant l'indépendance" (Mateene 1980a, vii). "L'emploi de la langue autochtone a été graduellement effacé" (Bokamba et Tlou 1980, 49). La Tanzanie est une exception à cette règle dans l'Afrique noire, comme l'est la Somalie (pour les détails voir Scotton 1981).

L'option pour l'anglais comme une langue nationale mène inévitablement à une sous-estimation des langues maternelles, d'une manière qui est parallèle à la façon dont le racisme opère dans d'autres contextes. Le raisonnement employé pour légitimer l'emploi continu des langues de grande communication en Afrique, c'est l'étayage idéologique de néo-colonialisme, qui remplace l'occupation militaire (Galtung 1980a). La référence à la supériorité supposée d'une langue européenne, ou son emploi dans les relations internationales ou sa neutralité vis-à-vis des langues autochtones

concurrantes est unilatérale et trompeuse. Ces raisonnements et les attitudes qui sont à leur base sont comparables à celles employées dans l'anthropologie, l'histoire, et la littérature impérialistes, et ils suivent la même logique que le racisme. Le racisme est typiquement affirmé:

- au moyen d'exaltation de soi de la part du groupe dominant qui crée une image idéaliste de soi.
- la dégradation du groupe dominé, la suppression et la stagnation de sa culture, de ses institutions, ses modes de vie, et ses idées.
- par la rationalisation systématique des relations entre les deux groupes, toujours favorable au groupe dominant (Presiwerk 1980).

Il y a un risque sérieux de voir les mêmes processus s'appliquer lorsqu'une ancienne langue coloniale, qui inévitablement sert les intérêts des cultures de communication étendue, est retenue comme le moyen principal d'éducation. Juger les langues africaines d'après les normes européennes (par exemple, en relation avec le "développement" ou le vocabulaire moderne) entraîne invariablement l'exaltation des langues de grande communication et la dégradation des langues locales.

Affirmer qu'une langue de grande communication peut cimenter l'unité nationale et transcender les différences ethnolinguistiques locales, c'est ignorer les rapports entre les locuteurs locaux de la langue de grande communication et les cultures de communication étendue. De même l'homogénéité ethnolinguistique n'est pas une condition préalable de l'unité nationale, et elle ne peut non plus résulter des décrets qui essaient de simplifier une réalité linguistique complexe (Kashoki 1982), Afolayan 1984, 13). Cette sorte de rationalisation est dans le seul intérêt des élites locales et des cultures de communication étendue. Il faut consulter Bokamba et Tlou 1980 et Mateene 1980b pour la réfutation des arguments conventionnellement adoptés par les apologistes des langues de grande communication.

Le point fort de notre argumentation c'est d'indiquer les dangers de l'adoption prématurée de l'anglais comme moyen d'instruction dans l'éducation Namibienne et de souligner le besoin de renforcer et de soutenir les langues Namubiennes. Notre analyse est aussi confirmée par des constatations venant d'Asie, par exemple de l'Inde (Pattanayak 1984) et des Philippines (Smolicz 1983). Cependant, notre exposé ne doit en aucune façon être interprété comme contestant la décision de la SWAPO d'adopter l'anglais comme une langue officielle.

Si autant de Namubiens que possible doivent apprendre l'anglais, les décisions de politique éducative sur le meilleur moyen de réaliser cet objectif profiteront d'une classification explicite des buts idéologiques que les divers programmes servent. La même méthode, par exemple, l'utilisation de la langue maternelle comme véhicule d'enseignement peut fonctionner

différemment dans des situations politiquement différentes. Lorsque la politique Sud-Africaine de la langue maternelle, de motivation séparatiste sera terminée, les nouvelles conditions pourraient être appropriées pour l'espèce de programme en langue maternelle qui a réussi au Nigéria (The Ife project, voir Afolayan 1984) avec un passage facile à l'usage de l'anglais comme moyen d'enseignement pour ceux qui continuent au delà de l'enseignement élémentaire. Ou bien les langues maternelles peuvent être employées comme véhicules d'enseignement tout au long de tout le système éducatif, y compris l'enseignement supérieur, comme le recommande le Bureau Linguistique Inter-Africain de l'OUA (Mateene 1980b, 23). L'anglais doit être enseigné comme (une langue étrangère) une matière scolaire tout au long du système éducatif; et des hauts niveaux de réussite peuvent être prédits, si l'ensemble de la politique linguistique est bien conçu et appliqué.

Nous résumons notre analyse en quatre convictions:

1. L'anglais comme langue officielle en Namibie gagnerait à ce que les langues Namibiennes soient employées au maximum dans le système éducatif et en dehors de ce système.
2. La résistance à l'emploi des langues maternelles est l'expression d'une conscience colonisée, qui sert les intérêts du capitalisme mondial et de l'Afrique du Sud, ainsi que la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, qui dépendent entièrement des intérêts des capitalistes.
3. La Namibie devrait suivre l'exemple de ces états multilingues qui ont des programmes alternatifs aboutissant au bilinguisme.
4. L'aide à l'éducation provenant de pays donateurs devrait être à long-terme et accepter explicitement les objectifs multilingues de la Namibie.

## REFERENCES:

1. Afolayan, Adebisi 1978: Towards an adequate theory of bilingual education for Africa. In J.E. Alatis (ed). *International Dimensions of Bilingual Education*. Washington, D.C., Georgetown University Press.
2. Afolayan, Adebisi 1984: The English Language in Nigerian education as an agent of proper multilingual and multicultural development. *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 5: 1, 1-22.
3. Africa, Hugh 1980: Language in education in a multilingual state: A case study of the role of English in the educational system of Zambia, *PhD dissertation*. Toronto: University of Toronto.
4. Angula, Nahas 1984: English as a medium of communication for Namibia: Trends and possibilities. In *Commonwealth Secretariat and SWAPO 1984*, 9-12.
5. Bokamba, Eyamba, G. and Josiah, S. Tlou 1980: The consequences of the language policies of African states vis-a-vis educations in *Mateene and Kalema (eds) 1980*, 45-66.
6. California State Department of Education 1984: Studies on immersion education: A collection for United States educators. *Sacramento*. California State Department of Education.
7. Chamberlain, Richard, A. Diallo and E.J. John 1981: Toward a language policy for Namibia: English as the official language: Perspectives and strategies. Lusaka: *United Nations Institute for Namibia*.
8. Chileshe, John 1982: *Literacy, dependence and ideological formation: The Zambian experience*. Unpublished paper, University of Sussex.
9. Chishimba, Maurice, M. 1981: *Language teaching and literacy: East Africa*. *Annual Review of Applied Linguistics* 11, 67-89.
10. Chishimba, Maurice, M. 1984: Language policy and education in Zambia. *International Education Journal* 1: 2, 151-180.
11. *Commonwealth Secretariat & SWAPO 1984*: English language programme for Namibians: Seminar report. Lusaka, 19-27 October 1983
12. Cummins, Jim 1980: The entry and exit fallacy in bilingual education. *NABE Journal* 4, 25-60.
13. Cummins, Jim 1983: *Heritage language education: A literature review*. Toronto: *Ministry of Education, Ontario*.
14. Cummins, Jim 1984: Bilingualism and special education: Issues in assessment and pedagogy. Clevedon: *Multilingual Matters* 6.
15. Ellis, Justin 1984: Education, repression and liberation: Namibia. London: *World University Service and the Catholic Institute for International relations*.
16. Fishman, Joshua, A., Robert, L. Cooper and Andrew, W. Conrad 1977: The spread of English: The sociology of English as an additional language. *Rowley, Mass: Newbury House*.
17. Galtung, Johan 1980: The true worlds: A transnational perspective. New York: *The Free Press*.
18. Geingob, Hage 1981: Foreword, in *Chamberlain et al 1981*, v.
19. Green, Reginald H. (undated): Toward independence and self-reliance: Some personpower development considerations, duplicate.
20. Green, Reginald H., Kimmo Kiljunen and Marja-Liisa Kiljunen (eds) 1981: *Namibia: The last colony*. Harlow: *Longman*.

21. Guidelines for reform of general and vocational schools, approved by the Plenary Meeting of the CPSU Central Committee on April 10 and by the USSR Supreme Soviet on April 12. *Moscow News*.
22. Higgs, P.L. 1979: Culture and value changes in Zambian school literature. *PhD Dissertation*, Los Angeles: University of California.
23. Kalema, John 1980: Report on functions and activities of the OAU Inter-African Bureau of Languages, in *Mateene and Kalema (eds) 1980*, 1-8
24. Kashoki, Mubanga E. 1982: Achieving nationhood through language: The challenge of Namibia. *Third World Quarterly* 4: 2, 282-290.
25. Krag, Helen Liesl 1983: Die sowjetunion—staat, nationalitätenfrage und sprachenpolitik. *Sprache und Herrschaft* 13: II, Wien.
26. Kurvinen, Pietari 1877: ABD Moshindonga, omukanda uatango koshindonga ua piangoa: Ondonga kielen ABD. *Ensimmäinen kirja Ondonga kielellä*. Helsinki: Suomen Lahetykseura.
27. Lambert, Wallace 1975: Culture and language as factors in learning and education. In Wolfgang, A. (ed), *Education of Immigrant Students*. Toronto: Ontario Institute for Studies in Education.
28. Mateene, Kahombo 1980a: Introduction, in *Mateene and Kalema (eds) 1980*, vi-vii
29. Mateene, Kahombo 1980b: Failure in the obligatory use of European languages in Africa and the advantages of a policy of linguistic independence, in *Mateene and Kalema (eds) 1980*, 9-41.
30. Mateene, Kahombo and John Kalema (eds) 1980: Reconsideration of African linguistic policies. Kampala: *OAU Bureau of Languages, OAU/BIL Publication 3*.
31. Mazrui, Ali A. 1973: The political sociology of the English language. The Hague: *Mouton*.
32. Mbamba, Mauno A. 1982: Primary education for an independent Namibia. Planning in a situation of uncertainty and instability. Stockholm: *Almqvist & Wiksell*.
33. Ministry of Education 1977: Educational reform: Proposals and recommendations. Lusaka: *Republic of Zambia Ministry of Education*.
34. Pattanayak, D.P. 1981: Multilingualism and mother-tongue education. Delhi: *Oxford University Press*.
35. Preiswerk, Roy (ed) 1980: The slant of the pen: Racism in children's books. Geneva: *World Council of Churches*.
36. Rodney, Walter 1972: How Europe underdeveloped Africa. London: *Bogle l'ouverture*.
37. Scotton, Carol Myers 1981: The linguistic situation and language policy in Eastern Africa. *Annual Review of Applied Linguistics* II, 8-20.
38. Skutnabb-Kangas, Tove 1984: Bilingualism or not—the education of minorities. Clevedon: *Multilingual Matters 7*.
39. Skutnabb-Kangas, Tove & Robert Phillipson 1985: Cultilinguistic imperialism—what can Scandinavia learn from the Second and Third Worlds? In Skutnabb-Kangas, Tove and Robert Phillipson: Educational strategies in multilingual contexts. ROLIG-papir 35, Roskilde: *Roskilde Universitetscenter*.
40. Smolicz, J.J. 1983: National language policies in Australia and the Philippines—a comparative perspective: *Paper at the 7th Conference of the Asian Association on National Languages*, Kuala Lumpur, Malaysia, August 1983.
41. Swain, Merrill and Sharon Lapkin 1982: Evaluating bilingual education: A Canadian case study. Clevedon: *Multilingual Matters 2*

42. SWAPO 1981: To be born a nation: The liberation struggle for Namibia. London: Zed Press and Luanda: Department of Information and Publicity, SWAPO of Namibia.
43. SWAPO 1982: Preliminary perspectives into emergent educational system for Namibia. Luanda: Department of Education and Culture, SWAPO of Namibia, May 1982.
44. SWAPO 1983: Education for the future: Programmes, prospects and needs. Luanda: Department of Education and Culture, SWAPO of Namibia.
45. SWAPO 1984: Education: For all! National integrated educational system for emergent Namibia. Luanda: SWAPO of Namibia.
46. Tadadjeu, Maurice 1980: A model for functional trilingual education planning in Africa. Paris: Unesco.
47. Tjitendero, M.P. 1984: Education for liberation: Process of development. Paper at Bremen University, April 24, 1984, Bremen.
48. Zimmermann, W. 1984: Language planning, language policy and education in Namibia. *International Education Journal* 1: 2, 181-196.

## DES LANGUES COLONIALES, MOYENS OBLIGATOIRES DE DOMINATION, ET DES LANGUES AUTOCHTONES, FACTEURS NECESSAIRES DE LIBERATION ET DE DEVELOPPEMENT

*par Kahombo Mateene*

### INTRODUCTION

Lors d'une série d'exposés que je faisais récemment (mai 1984) dans une Université du Nigéria, sur les langues et l'éducation en Afrique, j'avais remarqué que certains étudiants croyaient que les Britanniques leur avaient laissé l'anglais comme langue prépondérante dans le système scolaire nigérian dans le but de leur permettre de communiquer aisément entre eux du fait de la grande diversité des langues autochtones qui les séparent les uns des autres. Cela m'a amené à réfléchir sur, d'un côté, les conditions dans lesquelles certaines langues sont obligées de servir comme instruments de domination; et, de l'autre, sur les causes subjectives et sub-conscientes collectives qui font des langues autochtones des facteurs nécessaires d'unité, de libération et de développement nationales.

Dans une première démarche (section 1), je décris l'imposition d'une langue coloniale et son effet secondaire, l'unification linguistique, qui est très apparente superficiellement. Ensuite (2) je décris la cause psychologique fondamentale de l'imposition linguistique, en établissant une similitude entre les rapports dans une société coloniale et ceux entre un instituteur et ses élèves. La section 3 compare les méthodes d'imposition linguistique des colonisateurs à celles des missionnaires et fait constater que la différence des résultats en faveur des derniers est due à l'adoption des langues autochtones par les missionnaires. Dans la dernière section j'essaie de prouver que le développement tout court ne peut se faire que si la décolonisation est accomplie dans tous les domaines.

### 1. L'UNITE LINGUISTIQUE DANS DES CONDITIONS COLONIALES

L'unification linguistique réalisée par un colonisateur par le moyen de sa langue ne peut pas être considérée comme un objectif visé; mais, c'est au contraire, seulement un effet secondaire de la domination économique et politique. C'est une conséquence de l'imposition simultanée ou successive d'une même langue à plusieurs populations à langues autochtones différentes, et qui ont été conquises par un même maître. Selon Calvet (p. 152).



l'imposition d'une langue coloniale suit la conquête et contribue ultérieurement à la consolidation de celle-ci:

*"Dans tous les cas où une langue s'est imposée, c'est que s'est imposée avant elle une communauté qui parlait cette langue, imposant du même coup son marché, son organisation juridique, politique, etc..."*

Si la raison fondamentale de la colonisation est avant tout économique, la conquête militaire et la domination politique sont des moyens de la colonisation et de l'imposition linguistiques. Cela se passe de la manière suivante. Le colonisateur, trouvant un peuple linguistiquement homogène dont le territoire l'intéresse, conquiert ce dernier pour s'accaparer et s'approprier ses richesses. En voulant conquérir et occuper le plus de terres possible, il arrive à soumettre un très grand nombre de peuples ayant chacun sa langue différente de celles des autres. Il y aura donc réunion de plusieurs communautés linguistiques dans une même colonie. Par contre un peuple qui s'est trouvé sous le feu de plusieurs conquérants différents sera partagé entre plusieurs colonisateurs. Ainsi les limites de l'occupation territoriale visée ont divisé et séparé des peuples en des parties qui n'existaient pas avant, sans tenir aucun compte des données linguistiques autochtones.

C'est pourquoi on trouve qu'une même langue soit parlée par des peuples qui appartiennent à plusieurs colonies différentes. L'administration centralisée, mise en place par le colonisateur, a rassemblé des peuples différents sous une même domination. Malgré le maintien de l'identité linguistique de chaque groupe ethnique, le développement séparé n'était pas autorisé. Chaque groupe linguistique autochtone, obligé de s'adresser au maître commun dans la langue de celui-ci, était obligé d'apprendre la même langue coloniale. Ainsi l'unité linguistique entre ces différents peuples est le résultat de l'imposition de la langue coloniale à des peuples collectivement dominés tout en ayant des langues autochtones différentes.

D'après ce qui précède il n'y a pas de doute que le plurilinguisme actuel des états africains, qui ont hérité des frontières politiques coloniales, est un résultat de la domination coloniale de l'Afrique par l'Europe. Il serait naïf de penser que celui qui a provoqué le plurilinguisme autochtone s'est empressé de le résoudre, en imposant aux colonisés une même langue qui n'était autre que celle de la métropole. C'est dans la section suivante que je décris la raison pour laquelle le colonisateur ne pouvait pas administrer ses territoires en employant la langue particulière à chaque peuple colonisé. Avant d'achever cette section, il faut dire et souligner que l'unification linguistique, très lente et jamais achevée, fut moins importante que l'unification politique et économique qui, elle, fut réalisée très vite, au début-même de l'entreprise coloniale. Il en résulte que l'unité nationale des pays africains aujourd'hui indépendants est plus politique et économique que linguistique. La connaissance et la pratique de la

langue coloniale n'ont jamais atteint plus d'un quart de la population. De sorte que la majorité de cette population continue de vivre par ses diverses langues et n'est pas vraiment atteinte par l'unification linguistique d'origine coloniale.

Un autre défaut très important de l'unification linguistique à base étrangère, c'est le fait qu'elle représente la domination passée ou présente. C'est pourquoi l'unité linguistique réelle d'un pays plurilingue ne saurait être autre que celle fondée à la fois sur l'unité politique déjà existante et l'indépendance linguistique non encore achevée, mais qui doit nécessairement favoriser et utiliser les langues autochtones. Cela implique qu'on diffuse chez les diverses communautés d'un pays plurilingue les langues des unes et des autres. C'est certain que l'apprentissage de leurs langues mutuelles leur est plus facile que celui d'une même langue étrangère; mais surtout il peut contribuer à l'unité d'une population plus large, et à renforcer l'esprit de tolérance, la compréhension mutuelle et le sentiment d'appartenir à une même nation.

## 2. LA RAISON FONDAMENTALE DE L'IMPOSITION LINGUISTIQUE DANS UNE COLONISATION

Le colonisateur, en débarquant, croit rencontrer des gens sans langue: il croit au vide linguistique comme au vide historique et culturel des peuples qu'il veut dominer. Si, par après, il accepte que le colonisé a une langue, il dira, selon Calvet (p. 121), que sa langue est supérieure à celle du colonisé:

*"Il y a les langues, ce que nous parlons, et les dialectes ou les jargons, grâce auxquels communiquent péniblement les peuplades que nous allons délivrer de leur sauvagerie"... Cette sauvagerie... est définie, négativement, par privation de tout ce qui fait la culture de l'Occident: nous avons une langue, une littérature, une architecture, une éthique,... toutes choses dont sont dépourvus les colonisés".*

Ainsi devant une population qu'il vient de conquérir, le colonisateur se pose comme étant le seul capable de parler; il s'arroge le droit et le devoir de parler le premier, le rôle et le devoir du conquis (le colonisé) se réduisant à écouter. En même temps qu'il s'accorde la priorité de parler et qu'il dénie au peuple colonisé le droit d'expression, le colonisateur doit parler dans sa langue. Mais, comme il faut déjà dès le début donner des ordres, ceux-ci doivent être exécutés par le colonisé. La non-exécution des ordres par le colonisé n'est pas tolérable, malgré l'incompréhension de la langue coloniale par le colonisé. Ce dernier doit donc s'arranger pour comprendre et exécuter ce que veut son maître. Ce n'est pas du plaisir, mais au contraire c'est de la peine que d'essayer de comprendre une langue nouvelle.

Le colonisateur laisse cette peine au colonisé. Le peuple conquis doit apprendre très vite la langue de son maître. C'est un signe de soumission, parce

que la bonne exécution des ordres en dépend. On a ainsi d'un côté le dominateur qui parle, c'est le locuteur; et de l'autre, le colonisé qui doit écouter, jouant le rôle d'interlocuteur. D'un côté on a le *locuteur* (parleur) qui a le droit d'initiative et est donc *actif*; tandis que de l'autre il y a l'interlocuteur (*écouteur*) et exécuteur *passif*. Le locuteur dans ce sens correspond aussi à un maître instituteur qui enseigne sa langue (comme suggéré plus haut) à son subordonné, l'interlocuteur colonisé, qui apprend la langue du maître pour mieux exécuter des ordres recus.

Il y a donc ici une relation d'instituteur à élève. Il n'y a donc pas d'égalité et de respect mutuel entre le locuteur (parleur) et l'interlocuteur (écouteur), contrairement à l'idée de Chomsky qui attribue aux deux une compétence et une performance égales. Ce qu'il y a ici, c'est une hiérarchie qui place le locuteur (le maître) au dessus de son interlocuteur (l'élève): ce dernier doit du respect à celui-là. C'est le *colonisateur* qui *enseigne* sa langue, et c'est le *colonisé* qui *est l'apprenti*. Le fait d'apprendre est en lui-même une corvée; et le fait d'apprendre sous l'autorité de quelqu'un d'autre crée une situation supplémentaire d'inégalité dans laquelle *l'élève est en bas et le maître en haut*. Il est donc très compréhensible qu'entre sa langue et celle de ses sujets, le colonisateur choisisse d'employer la sienne, même s'il est conscient que dans un premier temps il ne se fera pas comprendre.

Choisir la langue de ses sujets implique qu'il prenne sur ses épaules le fardeau lourd de l'apprentissage et la servitude dans laquelle il serait placé vis-à-vis de ses sujets qui auraient le privilège de lui donner des leçons. C'est une humiliation psychologiquement intolérable.

On doit donc admettre qu'il n'y a pas de choix et que le colonisateur doit nécessairement placer le fardeau humiliant de l'apprentissage linguistique sur les épaules des populations conquises et déjà politiquement dominées. L'imposition de la langue coloniale est une solution idéale parce qu'elle permet à celui qui est déjà maître de conserver cette fonction dans tous les domaines et à ceux qui sont esclaves de l'être aussi dans ce domaine; sans cela le colonialisme cesserait de conserver sa cohérence. L'imposition linguistique est unilatérale, en tant que décidée par le colonisateur seul, sans l'accord du colonisé. Il n'y a pas d'échange culturel et linguistique entre le colonisateur et les colonisés puisque les deux peuples ne sont pas sur le même pied d'égalité.

### 3. COMPARAISON ENTRE L'EXPANSION DES LANGUES COLONIALES ET CELLE DES RELIGIONS ETRANGERES

Après la mise en lace du système de subordination entre la langue du colonisé et celle du colonisateur, celui-ci attribue à sa langue des fonctions qui ont pour effet ou but de répandre et de faire rayonner celle-ci. Ces fonctions sont par exemple l'enseignement et l'administration, où la langue coloniale

devient l'unique langue officielle de travail.

La connaissance obligatoire de la langue coloniale devient un critère très important d'accès au niveau post-primaire de l'enseignement et à tout poste d'emploi de quelque responsabilité que ce soit. C'est donc une infime minorité de la population qui pourra accéder à l'enseignement secondaire et supérieur et être employé à un poste de responsabilité. L'ignorance de la langue officielle prive aussi une autre grande partie de la population de beaucoup de services socio-administratifs.

Une deuxième contrainte favorable à l'expansion de la langue coloniale, c'est la centralisation de services économiques et sociaux dans des endroits choisis selon les intérêts du colonisateur, et dont les avantages attirent beaucoup de gens, et contribuent indirectement au rayonnement de la langue. Celle-ci devient alors la langue des gens instruits et celle des grands centres urbains.

Ces contraintes socio-économico-administratives dont s'est servi le pouvoir colonial pour imposer partout sa langue sont comparables aux moyens employés par les missionnaires pour répandre le christianisme en Afrique; en comptant parmi ces moyens l'enseignement et les soins médicaux. En effet beaucoup de gens ont été convertis uniquement parce que l'adhésion à une religion était une condition d'accès à l'enseignement ou aux soins médicaux dans un endroit ou une région donnée. Cependant le nombre impressionnant des convertis est dû plus au fait que les missionnaires ont eu recours aux langues autochtones: on aurait probablement moins d'africains chrétiens aujourd'hui, si au lieu d'employer les langues locales, les missionnaires s'étaient servis exclusivement de leurs langues européennes.

Ainsi, le pouvoir colonial et les missionnaires ont employé des contraintes pour imposer, pour le premier, sa langue, et pour les derniers, leurs religions. Mais en privilégiant leurs langues, les colonisateurs n'ont réussi à former (peut-être n'ont voulu former) que très peu des gens instruits, et encore moins des défenseurs de leur cause parmi les colonisés; tandis qu'en sacrifiant leurs propres langues, les missionnaires ont converti et instruit plus de gens et plus de défenseurs et continuateurs de leur mission. La domination coloniale dans le domaine politique a été interrompue et a échoué là où le christianisme ne cesse de prospérer. La fragilité de la domination politique et linguistique du colonisateur s'explique par le fait que, en employant la force, elle n'est jamais parvenue à se défaire de son caractère étranger et superficiel, alors que l'implantation et la résistance des religions étrangères en Afrique s'expliquent par l'adaptation de ces dernières aux mentalités des convertis, en se faisant adoptées et assimilées par les langues des autochtones, par voie de persuasion et de quasi-consentement. La langue étant partout et toujours considérée par le peuple qui la parle comme une de ses propriétés intimes, s'y associer est un

moyen très efficace de pénétrer dans le fond, l'âme, les sentiments et le subconscient de ce peuple. Voilà pourquoi on ne devrait pas sous-estimer le rôle que peut jouer une langue autochtone dans la formation du caractère et de l'esprit d'une personne. Je dirais même que pour cette fonction la langue autochtone est supérieure à toute langue étrangère. C'est elle que désignent les pédagogues comme le meilleur véhicule de l'initiation des enfants aux premiers rudiments de la technique moderne que sont l'écriture et la lecture.

Celles-ci sont non seulement parmi les plus anciennes des techniques, mais sont en plus les conditions sine qua non d'accès aux autres techniques plus élaborées et plus variées de l'époque moderne. Le fait que d'autres peuples qui n'ont pas inventé l'écriture l'ont appliquée avant nous à leurs langues et s'en sont servis pour nous subjuguier ne devrait pas nous arrêter, une fois devenus indépendants, de l'appliquer à notre tour au développement de nos langues et cultures. On peut même affirmer que les langues africaines qui ont été réduites à l'écriture et ont été employées dans l'enseignement élémentaire à l'époque coloniale ont plus contribué au développement intellectuel et scientifique des africains que les langues coloniales. On peut aussi affirmer que, dans les pays indépendants actuels, tout travail effectué en employant les langues autochtones est d'un rendement meilleur que celui effectué en employant une langue étrangère, parce que le travailleur ne se sent pas intimement attaché à celle-ci. Il est en effet très probable que plus on s'identifie avec une langue donnée, mieux on travaille avec elle. Or la majorité des populations africaines manifestent un attachement encore très intense à leurs langues et n'en ont encore aucun pour les langues officielles actuelles. N'y aurait-il pas ici une explication du manque de dévouement au travail que beaucoup de dirigeants africains reprochent à leurs concitoyens? Peut-être le sentiment de travailler comme un esclave n'a pas encore disparu, et, s'il existe réellement, il durera aussi longtemps que les langues étrangères resteront langues exclusives de travail.

#### **4. LA DECOLONISATION LINGUISTIQUE ET LE DEVELOPPEMENT**

Une langue est normalement la propriété du peuple qui la parle naturellement. De sorte qu'un peuple obligé de parler une langue qui ne lui appartient pas est voué à la frustration, au sentiment d'être étranger en même temps qu'à celui d'être dominé chez lui. Ceci persiste aussi longtemps que la force qui a ébranlé le phénomène colonial dans le domaine politique et économique n'aura pas touché le domaine culturel et linguistique. L'homme est en effet une entité composée de parties et de facultés interdépendantes et systématiquement intégrées, qui font que toute proposition visant à en modifier une sans considérer les autres est vouée à l'échec. De même que la

colonisation est un phénomène intégral, de la même façon on doit considérer le développement comme une entité qui a ses causes et ses manifestations dans toutes les parties et facultés de l'homme. L'aspect politique du développement est exprimé par le progrès dans la prise et l'exercice du pouvoir; l'aspect économique par l'exploitation et la jouissance de ses propres richesses naturelles, et l'aspect culturel et linguistique, par la récupération et la pratique de ses propres traditions et langues. On ne peut pas envisager un développement dans un des trois domaines cités plus haut sans tenir compte des deux autres. Un développement harmonieux est celui qui transforme profondément l'homme, en passant par la langue de ce dernier. On est en quelque sorte obligé d'être d'accord avec les missionnaires pour dire que la meilleure voie de pénétration et de changement profond, c'est la langue maternelle des personnes qu'on veut transformer.

Ainsi le développement économique tel qu'envisagé habituellement dans beaucoup des pays "économiquement" sous-développés, et qui ne s'accompagne pas d'un plan de développement et d'emploi des langues autochtones, n'est qu'un développement partiel, superficiel et sans racines profondes. On ne voit pas dans le monde actuel un seul pays indépendant qui ait une économie soi-disant très prospère et développée sans que les langues maternelles des agents du développement que sont les citoyens ne soient mises à contribution complète.

Ainsi le premier stade du développement réel d'un pays est le développement intellectuel et technique de ses citoyens; tandis que le meilleur moyen de faire de ces mêmes citoyens des agents efficaces du développement, c'est de les former dans leurs propres langues maternelles.

L'usage d'une langue autre que celles-là empêche, au lieu de faciliter, l'assimilation effective des matières scolaires, surtout aux niveaux primaire et secondaire de l'enseignement, qui sont des niveaux fondamentaux de l'éducation et de la formation, aussi bien morales, intellectuelles que professionnelles. Plus particulièrement, la première activité intellectuelle de l'homme, à savoir la pratique de sa langue maternelle, ne doit pas être trop tôt perturbée, en lui substituant une autre langue; elle doit au contraire être mise à profit pour transmettre à l'enfant les bases et les voies d'accès de la technologie que sont l'écriture et la lecture.

La curiosité naturelle qui fait poser tant de questions par l'enfant dans sa langue sert à développer l'intelligence de ce lui-ci. Lui apprendre à lire et à écrire dans une langue qu'il ne connaît pas l'empêche de poser toutes les questions qui l'intéressent et ne favorise pas le développement de son intelligence et de son caractère. On ne néglige pas impunément le bon principe pédagogique qui veut qu'on éduque quelqu'un en allant du simple au complexe, du connu à l'inconnu, et du proche au lointain. Dans cette

dichotomie, le premier terme corespond à la langue maternelle et le deuxième à toute autre langue; le premier terme favorise l'enracinement, tandis que l'emploi exclusif d'une langue étrangère dans l'enseignement fondamental cause l'aliénation et le déracinement.

On peut également dans ce même ordre d'idée dire que la dispensation de l'enseignement dans des langues non préalablement connues par les élèves est une cause très importante du sous-développement intellectuel, technique et économique des pays africains, après avoir été la cause des échecs scolaires. Ainsi le maintien des langues étrangères dans les systèmes de transmission des connaissances, dans le primaire et le secondaire, allonge le retard qu'on voudrait éliminer. Mais, même au niveau supérieur, l'apprentissage difficile, long et coûteux des langues étrangères, conditions préalables d'accès à l'enseignement technique, ne favorise pas la formation et la production suffisantes des cadres nécessaires au développement économique. Ainsi il semble tout aussi vrai qu'entre la langue étrangère et la langue autochtone, c'est cette dernière qui favorise mieux le développement tout court.

C'est pourquoi on ne peut pas ne pas être d'accord avec Calvet, tout au long du chapitre VI intitulé "Langue et Libération Nationale", où il dit notamment (p. 152):

*"Qu'il n'y a pas et ne peut pas y avoir de décolonisation économique et politique sans qu'intervienne aussi dans le déroulement de ce processus, une décolonisation linguistique".*

Parlant des classes sociales correspondant aux deux catégories de langues en présence dans une colonie, il avait déjà déclaré (p. 137) que:

*"Toute libération nominale qui ne s'accompagne pas d'un bouleversement de la superstructure linguistique n'est pas une libération du peuple, qui parle la langue dominée, mais une libération de la classe sociale qui parlait et qui continue de parler la langue dominante".*

En accordant une égale importance à la libération linguistique et à la libération politique, Calvet déconçoit le danger de mener cette dernière avant celle-là, en disant (p. 142):

*"... refuser de poser la question de la superstructure linguistique au cours même des luttes de décolonisation constitue (et constituait) une exclusion de fait des masses populaires de la future société: elles n'auraient pu y jouer un rôle que dans la mesure où la langue de cette société avait été la leur".*

Et à la question de savoir si l'on peut réaliser une décolonisation sur la base de la langue seulement ou sans celle-ci, Calvet se garde d'accorder plus de priorité à l'une qu'à l'autre, en disant (p. 152):

*"...de la même façon qu'il es difficile de concevoir que la langue seule*

*puisse être l'enjeu ou le moyen d'une lutte de libération nationale, on voit mal comment une telle lutte pourrait aboutir si elle ne prenait pas en compte, à un moment ou à un autre, le problème linguistique.*

La dernière phrase par laquelle on peut résumer tout le chapitre VI du livre de Calvet semble être la suivante (p. 154);

*"La pleine possession de son destin par un peuple implique la pleine possession de sa langue, le droit pour elle d'être une langue à part entière, c'est-à-dire, pour ce qui nous concerne ici, une langue nationale".*

## CONCLUSION

Pour justifier leur préférence du maintien des langues étrangères à la promotion et à l'emploi des langues autochtones, beaucoup d'intellectuels et de dirigeants politiques africains utilisent comme argument le rôle soi-disant unificateur et celui que les ex-langues coloniales pourraient jouer dans le développement économique de nos pays. Ces deux raisons ne sont que des pures apparences prises pour des réalités. J'ai essayé de prouver que l'unification linguistique menée par la colonisation était accidentelle et très limitée. Par contre l'utilisation des langues autochtones est un moyen qui permet aux pays africains indépendants de réaliser une unité nationale plus réelle et plus générale. J'ai également essayé de prouver que le maintien des langues étrangères dans nos systèmes de transmission des connaissances, au lieu de réduire le sous-développement, ne fait au contraire que l'aggraver, parce qu'il empêche la majorité de la population de participer et contribuer à l'effort du développement national.

A partir de la constatation que le colonisateur n'avait d'autre choix que celui d'imposer sa langue à ses sujets, pour garder vis-à-vis de ces derniers la même position d'autorité qu'il avait dans le domaine politico-économique, j'ai suggéré que, en tant qu'affranchis nous n'avons pas non plus d'autre choix que de mettre fin à l'apprentissage perpétuel exclusif de la langue imposée par notre ancien maître, et de reprendre nos langues, pour des raisons qui sont aussi bien culturelles que politiques et économiques. J'ai également dit que les langues maternelles étaient les meilleurs instruments de transformation et de développement d'un pays, à cause de l'attachement très fort que tous les peuples ont et manifestent vis-à-vis de leurs propres langues.

Cette opinion nous est dictée par une série de constatations très évidentes que nous avons évoquées séparément, mais que nous n'avons pas cru nécessaire de démontrer dans notre exposé.

Ces constatations habituellement tirées de l'examen des politiques linguistiques des pays indépendants d'Afrique sont:

- une place dominante très absolue occupée par les langues coloniales;
- une négligence presque absolue des langues autochtones;



- une négligence presque égale de l'enseignement des sciences et d'autres matières scolaires au profit des langues coloniales;
- une connaissance très insuffisante de la langue dominante par la majeure partie de la population;
- et une compétence confuse et médiocre aussi bien de la langue dominante que des langues autochtones au sein de la population scolarisée.

Il en résulte que si la langue contribue au développement, il faut employer celle qu'il est plus facile de perfectionner; et la décolonisation linguistique veut tout simplement accorder la prépondérance aux langues autochtones, tout en réservant aux langues coloniales étrangères la place de second plan qui doit être la leur. Nous avons ainsi abouti aux mêmes observations que Calvet, en disant que la libération linguistique est aussi importante que la décolonisation politique, à cause de l'interdépendance entre toutes les activités humaines.

## BIBLIOGRAPHIE

- BOKAMBA, E.G. and TLOU, J.      The consequences of the language policies of African states vis-a-vis education, in: *Reconsideration of African Linguistic Policies*, OAU/BIL Ed. 1980, pp. 45-66, Kampala.
- CALVET, L.J.      *Linguistique et Colonialisme, Petit Traité de Glottophagie*; Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1974, 236 p.
- KOTEY, P.A.      The official language controversy: Indigenous versus colonial, in *Patterns in Language, Culture, and Society: Sub-Saharan Africa*, Herbert, R.K. Ed., The Ohio State University Working Papers in Linguistics, No. 19, 1975, pp. 18-26.
- MATEENE, K.      Des langues Africaines comme véhicules de l'enseignement d'autres langues Africaines; in: *African Languages/Langues Africaines*, IAI-OAU/BIL, vol. 5, No. 2, 1979, pp. 45-53.
- SANTERRE      Linguistique et politique au Cameroun; in *Journal of African Languages*, Vol. 8, Part 3, 1969, pp. 153-159.

## BIBLIOGRAPHY

- BOKAMBA, E.G. and TLOU, J. The consequences of the language policies of African states vis-a-vis education, in: *Reconsideration of African Linguistic Policies*, OAU/BIL Ed. 1980, pp. 45-66, Kampala.
- CALVET, L.J. *Linguistique et Colonialisme, Petit Traité de Glottophagie*; Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1974, 236 p.
- KOTEY, P.A. The official language controversy: Indigenous versus colonial, in *Patterns in Language, Culture, and Society: Sub-Saharan Africa*, Herbert, R.K. Ed., The Ohio State University Working Papers in Linguistics, No. 19, 1975, pp. 18-26.
- MATEENE, K. Des langues Africaines comme véhicules de l'enseignement d'autres langues Africaines; in: *African Languages/Langues Africaines*, IAI-OAU/BIL, vol. 5, No. 2, 1979, pp. 45-53.
- SANTERRE Linguistique et politique au Cameroun; in *Journal of African Languages*, Vol. 8, Part 3, 1969, pp. 153-159.

transmission of knowledge, instead of reducing underdevelopment, on the contrary, only aggravates it, because it prevents the majority of the people from participating and contributing to the effort of national development.

From the established fact that the coloniser had no other choice except that of imposing his language on his subjects to keep, vis-a-vis the latter, the same position of authority he had kept in the politico-economic field, I have suggested that, as liberated peoples we have no other choice than to put an end to the perpetual exclusive learning of the language imposed by our former master, and to take up our languages for reasons which are as cultural as they are political and economic. I have also said that mother tongues were the best instruments of transformation and development of a country, because of the very strong attachment which all the people have and show to their own languages.

This view is dictated to us by a series of very obvious findings which we have cited separately, but which we didn't think necessary to demonstrate in our paper.

These facts normally taken from the examination of linguistic policies of African independent countries are:

- A very absolute dominant place occupied by the colonial languages;
- An almost absolute neglect of the indigenous languages;
- A neglect, almost equal to the above, of the teaching of science and of other school subjects in favour of the teaching of colonial languages;
- A very insufficient knowledge of the dominant language by the bigger part of the people;
- And a confused and mediocre knowledge of both the dominant and the indigenous languages by the educated population.

One can deduce from this, that if a language contributes to development, the one which is easier to improve upon should be used, and linguistic decolonisation only wants to give preponderance to indigenous languages, while reserving second place which should be theirs to the foreign colonial languages. We have, therefore, come to the same observations as Calvet in saying that linguistic liberation is as important as political decolonisation, because of the interdependence between all human activities.

*linguistic decolonisation*".

Speaking of social classes which correspond to the two categories of languages present in a colony, he had already declared (p. 137) that:

*"All nominal liberation which is not followed by the overturning of the linguistic super-structure is not a liberation of the people, who speak the dominated language, but a liberation of the social class which spoke and continues to speak the dominant language"*.

By giving equal importance to both linguistic and political liberation Calvet is exposing the danger of trying to carry out political liberation before linguistic liberation, by saying that (p. 142):

*"...to refuse to address oneself to the problem of linguistic superstructure during the struggle for decolonisation, constitutes (and used to constitute) a defacto exclusion of the masses from the future society: these masses could only have played a significant role in the society, if the language of that society had been theirs"*.

And answering to the question of whether decolonisation can be achieved on the basis of the language issue alone or without taking it into account, Calvet refuses to give priority to either alternative and says (p. 152):

*"...in the same way that it is difficult to imagine that the language issue alone will hold the stakes or be the only means of struggle for national liberation, one does not see how such a struggle will succeed if, at one point or another, the linguistic problem is not taken into account"*.

The last sentence by which the whole of chapter VI of Calvet's book can be summarised seems to be the following (p. 154):

*"...the full control of its own destiny by a people implies the full possession of its language, the right for that language to be a full time language in its own right, that is to say, as far as we are concerned, a national language"*.

## CONCLUSION

In justifying their preference of maintaining foreign languages to the promotion and practice of indigenous languages, many African intellectuals and political leaders, put forward as a valid reason the so-called unifying role and the role which the former colonial languages could play in the economic development of our countries. These two reasons are only mere appearances taken for realities. I have tried to prove that the linguistic unification led by colonisation was accidental and very limited. On the other hand, the use of indigenous language is a way that enables independent African countries to achieve a more real and more general national unity. I have equally tried to prove that the maintenance of foreign languages in our systems for the

One does not see in the present world any one independent country which, so to speak, has a prosperous and developed economy without the mother tongues of the agents of development, who are the citizens, being made to contribute fully. Thus the first stage of real development of a country is the intellectual and technical development of its citizens; while the best way of turning these same citizens into efficient agents of development is training them in their own native languages.

The use of a language other than these prevents, more than facilitates, the effective assimilation of school subjects, especially at primary and secondary levels of education, which are fundamental levels of education and training, both morally, intellectually, and professionally. More specifically, the first intellectual activity of man, that is: the practice of his mother tongue, must not be perturbed too early, by substituting it with another language; on the contrary, it must be taken advantage of to transmit and provide to the child the basics of technology represented by writing and reading.

The natural curiosity which makes the child ask so many questions in his language serves to develop his intelligence. To teach him how to read and write in a language he does not know prevents him from asking all the questions which interest him and does not therefore favour the development of his intelligence and character. The good pedagogical principle, which demands that one be taught from the simple to the complex, from the known to the unknown, from the near, to the far, cannot be neglected with impunity. In this dichotomy, the first term corresponds to the mother tongue, and the second to any other language; the first term is conducive to the development of roots with one's culture while the exclusive use of a foreign language in basic education causes alienation and estrangement.

We can also say in this same order of ideas that the dispensation of teaching in languages not previously known to the pupils is a very important cause of intellectual, technical and economic underdevelopment of African countries, after having been the cause of school failures. Thus, the retaining of foreign languages in the system of transmitting knowledge, at primary and secondary levels, makes the backwardness we would like to eliminate last longer. But even at a higher level, the difficult, long, and expensive learning of foreign languages, a precondition for access to technical knowledge, does not favour the training and sufficient production of the necessary cadres for economic development. Thus, it seems to be true that between the foreign language and the indigenous language, it is the latter which better favours development as such.

That is why one cannot fail to agree with Calvet, all through chapter IV, entitled "Language and National Liberation", where he says notably (p. 152):

*"That there is no, and there cannot be, economic and political decolonisation without there intervening in the course of this process*

subjugate us, should not stop us, once independent, from applying it in our turn to develop our languages and cultures. It can even be affirmed that African languages which were reduced to writing and were used in elementary teaching at the colonial time contributed more to the intellectual and scientific development of the African than colonial languages. It can also be affirmed that in the present independent countries all work carried out by using indigenous languages gives better returns than that carried out by using a foreign language; because the worker does not feel himself intimately attached to the latter. It is indeed very likely that the more one identifies himself with a given language, the better one works in it. Now the majority of African peoples still show a very intense attachment to their languages, and still don't have any for the current official languages. Couldn't this be an explanation for the lack of devotion to work which many African leaders blame their fellow citizens of? Perhaps the feeling of working like a slave has not yet disappeared, and, if it really exists, it will last as long as foreign languages remain the exclusive working languages.

#### 4. LINGUISTIC DECOLONISATION AND DEVELOPMENT

A language is normally a property of the people who speak it naturally. So much so, that people who are forced to speak a language which is not theirs are condemned to frustration, to the feeling of being strangers, while at the same time, they are dominated at home. This persists as long as the force which shook the colonial phenomenon in the political and economic field has not affected the cultural and linguistic field. Man is as a matter of fact, an entity composed of interdependent and systematically integrated parts and faculties, which means that any proposal aimed at modifying one without considering the others is bound to fail. Just as colonisation is an integrated phenomenon, in the same way development must be considered as an entity which has its causes and manifestations in all parts and faculties of man. The political aspect of development is expressed by progress in taking and exercising power; the economic aspect, by the exploitation and enjoyment of one's own natural riches; and the cultural and linguistic aspect, by the recovery and practising of one's own traditions and languages. One cannot think of development in one of the three fields cited above without taking into account the two others. A harmonious development is one which profoundly transforms man through his language. We are in a way forced to agree with the missionaries in saying that the best way to penetrate and bring about profound changes, is through the mother language of the people one wants to transform.

Thus economic development as is commonly envisaged in many "economically" underdeveloped countries, and which is not accompanied by a development plan involving the use of indigenous languages, is only partial, superficial development, without any deep roots.

A second constraint favourable to the expansion of the colonial language is the centralisation of economic and social services in some areas chosen according to the interests of the coloniser, and areas whose advantages attract many people, and contribute indirectly to the diffusion of the language. This then becomes the language of the educated people and that of the big urban centres.

These socio-economic-administrative constraints which the colonial power made use of, to impose its language everywhere, are comparable to the means used by the missionaries to spread Christianity in Africa; some of these means being education and medical care. Indeed, many people were converted solely because adherence to a religion was a condition for access to education and to medical care, in a given place or area. However, the impressive number of the converted is more due to the fact that missionaries used indigenous languages: we would probably have fewer African Christians today, if, instead of using local languages, missionaries had used their European languages exclusively.

In this way, the colonial power and the missionaries used constraints in order to impose, for the former, its language; for the latter, their religions. But by according privileges to their languages, the colonisers only succeeded in training (perhaps only wanted to train) very few educated people, and even fewer defenders of their cause among those colonised; whereas by sacrificing their own languages, the missionaries converted and trained more people, and more defenders and promoters of their mission. Colonial domination in the political domain was interrupted and it failed, where Christianity only continues to prosper. The fragility of political and linguistic domination of the coloniser is explained by the fact that, in using force, it never succeeded in ridding itself of its foreign and superficial character, while the establishment and continued maintenance of foreign religions in Africa is explained by the adaptation of these religions to the mentalities of those converted, by making themselves adopted and assimilated by the indigenous languages, by means of persuasion and quasiconsent. Language being everywhere and always considered by the people who speak it as one of their most treasured possessions, to associate with it is a very effective method of penetrating deep into the soul, the feelings and subconsciousness of the people. That is why one should not under-estimate the role that an indigenous language can play in the shaping of the character and the mind of a person. I would even add that for this function, the indigenous language is superior to any foreign language. Educationists point it out as the best means of initiation of children to the rudiments of the modern techniques namely, writing and reading.

These are not only some of the most ancient techniques, but are in addition the conditions "sine qua non" of access to other more elaborate and more varied techniques of modern times. The fact that other peoples who did not invent writing applied it, before we did, to their languages, and used it to

language in order to carry out better the orders given.

Here, therefore, is a teacher/pupil relationship. There is, therefore, no equality or mutual respect between the speaker and the listener, contrary to the idea of Chomsky, who attributes to both equal competence and performance. What we see here is a hierarchy which places the speaking subject (Master) above the listening subject (the pupil) the latter owes respect to the former. It is *the coloniser* who *teaches* his languages and it is the *colonised* who is the *learner*. The action of learning is in itself a task and the act of learning under authority of someone else creates one additional situation of inequality, in which the pupil is below and the master above. It is, therefore, very understandable that between his language and that of his subject, the coloniser chooses to use his own, even if he is conscious that at first he will not be understood.

To choose the language of his subjects implies that he carries on his shoulders the heavy burden of learning and the servitude in which he would be placed vis-a-vis his subjects, who would have the privilege of giving him lessons. It is an intolerable psychological humiliation.

It should, therefore, be admitted that there is no choice, and that the coloniser must necessarily put the humiliating weight of language learning on the shoulders of the conquered people who are already politically dominated. The imposition of a colonial language is an ideal solution, because it enables one who is already master to preserve this position in all fields and those who are slaves to keep being so in all fields also. Without this, colonialism would lose its coherence. Linguistic imposition is unilateral, as it is decided upon by the coloniser alone, without the agreement of the colonised. There is no cultural or linguistic exchange between the coloniser and the colonised, since the two peoples are not on the same footing of equality.

### 3. COMPARISON BETWEEN THE EXPANSION OF COLONIAL LANGUAGES AND THAT OF FOREIGN RELIGIONS

After setting up a system of subordination between the language of the colonised and that of the coloniser, the latter attributes to his language functions whose aim or effect is to make it spread out and radiate. Its functions are, for example, teaching and administration, where the colonial language becomes the only official working language.

The compulsory knowledge of the colonial language becomes a very important criterion for acceding to the post-primary level of learning, and to any position of some responsibility. It is, therefore, a tiny minority of the population which will be able to get secondary or higher education and to be employed in a post of responsibility. The ignorance of the official language also deprives a big part of the population of many socio-administrative services.



linguistic unity of a multilingual country could be none other than one founded both on the already existing political unity and the linguistic independence not yet achieved, but one which must necessarily favour and use indigenous languages. This implies that each other's languages must be spread in the diverse communities of a multilingual country. It is certain that the teaching of their mutual languages is easier to them than that of a foreign language; but above all it can contribute to the unity of a larger population and to reinforce the spirit of tolerance, mutual understanding and the feeling of belonging to the same nation.

## 2. THE FUNDAMENTAL REASON FOR LINGUISTIC IMPOSITION DURING COLONISATION

The coloniser, on landing, believes that he finds people without a language: he believes in a linguistic vacuum just as he believes in the historical and cultural vacuum of the peoples he wants to dominate. If, later on, he accepts that the colonised one has a language, he will say, according to Calvet (p. 121) that his language is superior to that of the colonised one:

*"There are languages, those we speak, and dialects or jargons by which the populace we are going to deliver from savagery painfully communicates... This savagery... is defined, negatively by what lacks to all that makes up western culture: we have a language, a literature, an architecture, an ethic,... all things which the colonised lack"*.

In this way, before a population he has just conquered, the coloniser poses as the only one capable of speaking: he assumes the right and the duty to speak first, the role and duty of the conquered (the colonised) being reduced to listening. At the same time as he accords himself the priority to speak and denies the colonised people the right of expression, the coloniser has to speak in his language. But as from the very beginning, it is already necessary to give orders, these must be carried out by the colonised. The non-execution of orders by the colonised is not tolerable, despite the lack of understanding of the colonial language by the colonised. Therefore the latter must get himself to understand and execute what his master wants. It is no pleasure, but, on the contrary, it is painful to try to understand a new language.

The coloniser leaves this pain to the colonised. The conquered peoples must learn very quickly the language of their master. It is a sign of submission, because the good execution of orders depends on it. One has thus, on the one hand, the ruler who speaks, he is the speaker; and on the other hand, the colonised who must listen, playing the role of the listener. On one hand, there is the *speaker*, who has the right of taking initiatives and is thus *active*; while on the other, there is the *listener* who is a *passive* executor. In this sense, the speaker is also like a master (teacher) who teaches his language (as suggested above) to his subordinate, the colonised listener, who learns the master's

*at the same time, its market, its judicial, political etc... organisation."*

If the fundamental reason for colonising is above all economic, the military conquest and political domination are the means of colonisation and of linguistic imposition. This takes place in the following way. The coloniser, finding a linguistically homogeneous people in whose territory he is interested, he conquers it in order to seize and appropriate its riches. In trying to conquer and occupy the largest land possible, he manages to bring under submission a large number of peoples each having their own language different from that of the others. There will, therefore, be a unification of several linguistic communities in the same colony. On the other hand, a people which finds itself invaded by several conquerors finds itself divided between several colonisers. In this way the extent of the intended territorial occupation divided and separated peoples into parts which did not exist before, because it did not take into any account the indigenous language situation.

This is why you find that the same language is spoken by peoples belonging to several different colonies. The centralised administration set up by the coloniser brought different peoples under the same domination. Despite the maintenance of linguistic identity of each ethnic group, separate development was not allowed. Forced to speak to the common master in the latter's language, each indigenous linguistic group was forced to learn the same colonial language. In this way linguistic unity between different peoples is a result of the imposition of the colonial language on collectively dominated people who speak different indigenous languages.

According to the foregoing, there is no doubt that the current multilingualism of African states, who inherited the colonial political frontiers, is a result of the colonial domination of Africa by Europe. It would be naive to think that the one who provoked that indigenous multilingualism hastened to solve it, by imposing on those colonised a common language, which was none other than that of his mother country. It is in the following section that I describe the reason why the coloniser could not administer his territories by using the specific language of each colonised people. Before coming to the end of this section, it should be said and underlined that linguistic unification, very slow and never completed, was less important than political and economic unification, which was obtained very quickly, at the very beginning of the colonial enterprise. It follows from this, that the national unity of the independent African countries today, is more political and economic than linguistic. The knowledge and practice of a colonial language have never reached more than a quarter of the population. So much so, that the majority of this population continues to live by their diverse languages and are not really affected by the linguistic unification of a colonial nature.

Another very big defect of linguistic unification from a foreign origin, is the fact that it represents the past or present domination. That is why real

## VII.

# COLONIAL LANGUAGES, AS COMPULSORY MEANS OF DOMINATION, AND INDIGENOUS LANGUAGES, AS NECESSARY FACTORS OF LIBERATION AND DEVELOPMENT

*by Kahombo Mateene*

### INTRODUCTION

During a series of lectures I gave recently (May 1984) at a Nigerian University, on language and education in Africa, I noticed that some students believed that the British had left them English as a preponderant language in the Nigerian education system with the aim of enabling them to communicate easily between themselves, given the great diversity of indigenous languages which separate them from one another. This led me into thinking of, on the one hand, the conditions in which some languages are forced to serve as instruments of domination; and, on the other, the collective subjective and sub-conscious causes which make indigenous languages the necessary factors of unity, liberation and national development.

In the first part (section 1) I describe the imposition of a colonial language and its secondary effect, the linguistic unification which is superficially very apparent. Then (2) I describe the fundamental psychological cause of linguistic imposition, by establishing a similarity between the relations in a colonial society and those between a teacher and his pupils. Section 3 compares the methods of colonial linguistic imposition of the colonisers with those of the missionaries, and asserts that the difference in results in favour of the latter is due to the adoption of indigenous languages by missionaries. In the last section, I try to prove that development as such can only be achieved if decolonisation is accomplished in all fields.

### 1. LINGUISTIC UNITY IN COLONIAL CONDITIONS

Linguistic unification achieved by a coloniser using his language cannot be considered as an intended objective; on the contrary, it is only a secondary effect of economic and political domination. It is a consequence of the simultaneous or successive imposition of the same language on several people of different indigenous languages, who have been conquered by the same master. According to Calvet (p. 152) the imposition of a colonial language follows a conquest and contributes afterwards to its consolidation:

*"In all cases where a language has been imposed, there is the fact that a community speaking that language had imposed itself before, imposing*

42. SWAPO 1981: To be born a nation: The liberation struggle for Namibia. London: Zed Press and Luanda: Department of Information and Publicity, SWAPO of Namibia.
43. SWAPO 1982: Preliminary perspectives into emergent educational system for Namibia. Luanda: Department of Education and Culture, SWAPO of Namibia, May 1982.
44. SWAPO 1983: Education for the future: Programmes, prospects and needs. Luanda: Department of Education and Culture, SWAPO of Namibia.
45. SWAPO 1984: Education: For all! National integrated educational system for emergent Namibia. Luanda: SWAPO of Namibia.
46. Tadadjeu, Maurice 1980: A model for functional trilingual education planning in Africa. Paris: Unesco.
47. Tjitendero, M.P. 1984: Education for liberation: Process of development. Paper at Bremen University, April 24, 1984, Bremen.
48. Zimmermann, W. 1984: Language planning, language policy and education in Namibia. *International Education Journal* 1: 2, 181-196.

21. Guidelines for reform of general and vocational schools, approved by the Plenary Meeting of the CPSU Central Committee on April 10 and by the USSR Supreme Soviet on April 12. *Moscow News*, supplement to issue No. 21 (3113) 1984, Moscow.
22. Higgs, P.L. 1979: Culture and value changes in Zambian school literature. *PhD Dissertation*, Los Angeles: University of California.
23. Kalema, John 1980: Report on functions and activities of the OAU Inter-African Bureau of Languages, in *Mateene and Kalema (eds) 1980*, 1-8
24. Kashoki, Mubanga E. 1982: Achieving nationhood through language: The challenge of Namibia. *Third World Quarterly* 4: 2, 282-290.
25. Krag, Helen Liesl 1983: Die sowjetunion—staat, nationalitätenfrage und sprachenpolitik. *Sprache und Herrschaft* 13: II, Wien.
26. Kurvinen, Pietari 1877: ABD Moshindonga, omukanda uatango koshindonga ua piangoa: Ondonga kielen ABD. *Ensinmainen kirja Ondonga kielellä*. Helsinki: Suomen Lahetykseura.
27. Lambert, Wallace 1975: Culture and language as factors in learning and education. In Wolfgang, A. (ed). *Education of Immigrant Students*. Toronto: Ontario Institute for Studies in Education.
28. Mateene, Kahombo 1980a: Introduction, in *Mateene and Kalema (eds) 1980*, vi-vii
29. Mateene, Kahombo 1980b: Failure in the obligatory use of European languages in Africa and the advantages of a policy of linguistic independence, in *Mateene and Kalema (eds) 1980*, 9-41.
30. Mateene, Kahombo and John Kalema (eds) 1980: Reconsideration of African linguistic policies. Kampala: *OAU Bureau of Languages, OAU/BIL Publication 3*.
31. Mazrui, Ali A. 1973: The political sociology of the English language. The Hague: *Mouton*.
32. Mbamba, Mauno A. 1982: Primary education for an independent Namibia. Planning in a situation of uncertainty and instability. Stockholm: *Almqvist & Wiksell*.
33. Ministry of Education 1977: Educational reform: Proposals and recommendations. Lusaka: *Republic of Zambia Ministry of Education*.
34. Pattanayak, D.P. 1981: Multilingualism and mother-tongue education. Delhi: *Oxford University Press*.
35. Preiswerk, Roy (ed) 1980: The slant of the pen: Racism in children's books. Geneva: *World Council of Churches*.
36. Rodney, Walter 1972: How Europe underdeveloped Africa. London: *Boyle l'ouverture*.
37. Scotton, Carol Myers 1981: The linguistic situation and language policy in Eastern Africa. *Annual Review of Applied Linguistics* 11, 8-20.
38. Skutnabb-Kangas, Tove 1984: Bilingualism or not—the education of minorities. Clevedon: *Multilingual Matters 7*.
39. Skutnabb-Kangas, Tove & Robert Phillipson 1985: Cultilinguistic imperialism—what can Scandinavia learn from the Second and Third Worlds? In Skutnabb-Kangas, Tove and Robert Phillipson: Educational strategies in multilingual contexts. ROLIG-papir 35, Roskilde: *Roskilde Universitetscenter*.
40. Smolicz, J.J. 1983: National language policies in Australia and the Philippines—a comparative perspective: *Paper at the 7th Conference of the Asian Association on National Languages*, Kuala Lumpur, Malaysia, August 1983.
41. Swain, Merrill and Sharon Lapkin 1982: Evaluating bilingual education: A Canadian case study. Clevedon: *Multilingual Matters 2*

## REFERENCES:

1. Afolayan, Adebisi 1978: Towards an adequate theory of bilingual education for Africa. In J.E. Alatis (ed), *International Dimensions of Bilingual Education*, Washington, D.C., Georgetown University Press.
2. Afolayan, Adebisi 1984: The English Language in Nigerian education as an agent of proper multilingual and multicultural development. *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 5: 1, 1-22.
3. Africa, Hugh 1980: Language in education in a multilingual state: A case study of the role of English in the educational system of Zambia, *PhD dissertation*, Toronto: University of Toronto.
4. Angula, Nahas 1984: English as a medium of communication for Namibia: Trends and possibilities. In *Commonwealth Secretariat and S.W.A.P.O 1984*, 9-12.
5. Bokamba, Eyamba, G. and Josiah, S. Tshu 1980. The consequences of the language policies of African states vis-a-vis education in *Mougeon and Kalenka (eds) 1980*, 45-66.
6. California State Department of Education 1984: Studies on immersion education: A collection for United States educators, Sacramento: California State Department of Education.
7. Chamberlain, Richard, A. Diallo and E.J. John 1981: Toward a language policy for Namibia: English as the official language: Perspectives and strategies. Lusaka: *United Nations Institute for Namibia*.
8. Chitshre, John 1982: *Literacy, dependence and ideological formation: The Zambian experience*. Unpublished paper, University of Sussex.
9. Chishimba, Maurice, M. 1981: Language teaching and literacy: East Africa. *Annual Review of Applied Linguistics* 11, 67-89.
10. Chishimba, Maurice, M. 1984: Language policy and education in Zambia. *International Education Journal* 1: 2, 151-180.
11. *Commonwealth Secretariat & S.W.A.P.O 1984*: English language programme for Namibians: Seminar report, Lusaka, 19-27 October 1983.
12. Cummins, Jim 1980: The entry and exit fallacy in bilingual education. *NABE Journal* 4, 25-60.
13. Cummins, Jim 1983: Heritage language education: A literature review. Toronto: *Ministry of Education, Ontario*.
14. Cummins, Jim. 1984: Bilingualism and special education: Issues in assessment and pedagogy. Cleveland: *Multilingual Matters* 6.
15. Ellis, Justin 1984: Education, repression and liberation: Namibia. London: *World University Service and the Catholic Institute for International relations*.
16. Fishman, Joshua, A., Robert, L. Cooper and Andrew, W. Conrad 1977: The spread of English: The sociology of English as an additional language. Rowley, Mass: Newbury House.
17. Galting, Johan 1980: The true worlds: A transnational perspective. New York: *The Free Press*.
18. Geingob, Hage 1981: Foreword in *Chamberlain et al 1981*, v.
19. Green, Reginald H. (undated): Toward independence and self-reliance: Some person-power development considerations, duplicate.
20. Orren, Reginald H., Kirimo Kiljunen and Marja-Liisa Kiljunen (eds) 1981: Namibia: The last colony. Harlow: *Longman*.

bourgeoisie and petty bourgeoisie who are most dependent on capitalist interests.

3. Namibia should follow the example of those multilingual states which have alternative language programmes leading to bilingualism.
4. Educational aid from "donors" should be long-term and explicitly accept Namibian multilingual goals.

- the degradation of the dominated group, and the suppression and stagnation of its culture, institutions, life-styles and ideas
- by systematic reationalization of the relationships between both groups, always favourable to the dominant group (Preiswerk 1980).

There is a serious risk of the same processes applying when a former colonial language, which inevitably serves CWC interests, is retained as the main medium of education. Judging African languages according to European norms (e.g. in relation to "development" or modern vocabulary) invariably involves exaltation of the LWC and degradation of local languages. Claiming that an LWC can cement national unity and transcend local ethnolinguistic differences ignores the relationship of local LWC speakers to the CWC. Equally, ethnolinguistic homogeneity is not a prerequisite for national unity, nor can it result from decrees which try to simplify a complex linguistic reality (Kashoki 1982, Afolayan 1984, 13). This kind of rationalization is in the interests only of the local elite and the CWC. For refutation of the arguments conventionally adopted by apologists for LWCs (see Bokamba & Tlou 1980 and Mateene 1980b).

The main thrust of our argument is to indicate the dangers or premature adoption of English as ME in Namibian education and to stress the need to strengthen and support the Namibian languages. Our analysis is also confirmed by evidence from Asia, for instance India (Pattanayak 1981) and the Philippines (Smolicz 1983). However, our paper should not be interpreted as in any way contesting SWAPO's decision to adopt English as an official language. If as many Namibians as possible are to learn English, educational policy decisions on the best means to reach this goal will benefit from an explicit clarification of the ideological purposes that various programmes serve. The same method, for instance using the MT as ME, can function quite differently in politically different situations. When the South African decisively motivated MT policy is terminated, conditions may be appropriate for the kind of MT programme that has succeeded in Nigeria (the Ife project, see Afolayan 1984) with, for those who continue beyond elementary education, ease of transfer to using English as a medium. Or the MTs can be used as ME right through the education system, including higher education, as the OAU Inter-African Bureau for Languages recommends (Mateene 1980b, 23). English should be taught as a (foreign language) school subject throughout the education system, and high levels of achievement can be predicted if the overall language policy is well conceived and implemented.

We summarize our analysis in four claims:

1. English as an official language in Namibia will be assisted if Namibian languages are maximally used inside and outside the education system.
2. Resistance to the use of MTs is an expression of a colonized consciousness, which serves the interest of global capitalism and South Africa, and the



massive functional literacy campaign and extensive learning of English (Green undated, Ellis 1984) they appear to over-rate English and to under-rate the mother tongues. Even committed planners who are trying to serve the needs of the whole nation, not just the elite, may fall into this trap, because of the widespread and superficially appealing maximum exposure fallacy, which incorrectly holds that the more of an L2 people are exposed to, the more of it they learn (Cummins 1983). Bi- or trilingualism has been advocated as a national goal for multilingual African countries (Afolayan 1978, Tadadjeu 1980). If bi- or trilingualism for every individual is to be a national goal in independent Namibia, then use must be made of all Namibian languages in institutional structures in all domains of life. Educational means must be chosen so as to lead to these goals. Thus if education is the birthright of all, is to save people from poverty by being closely linked to production, is to promote social change, and to train Namibians to staff a sophisticated economy (all declared SWAPO goals), then a strategy is needed which takes the research evidence and the local cultural, linguistic and ecological situation as their starting-points also when choosing languages.

The OAU founded in 1963, has one article in its charter stipulating that the official use of foreign languages will be only provisionally tolerated. The OAU Inter-African Bureau of Languages exists to *assist and encourage the use of indigenous African languages for educational, commercial and communication purposes on a national, regional and continental level* (document SC/CULT/6/2.70, quoted in Kalema 1980, 1). In practice there has been a gradual shift "in the direction of europeanisation of the media of instruction with a concomitant neglect of the teaching of African languages" (Bokamba & Tlou 1980, 49). "The foreign colonial languages are more favoured now than they were before independence" (Mateene 1980a, vii). "The use of vernaculars in education has been gradually phased out" (Bokamba & Tlou 1980, 49). Tanzania is an exception to this rule in sub-Saharan Africa, as is Somalia (for details see Scotton 1981).

Opting for English as a national language inevitably leads to an over-rating of English and an under-rating of the mother tongues, in a way which parallels how racism operates in other contexts. The argumentation used to legitimate the continued use of LWCs in Africa is the ideological underpinning of neo-colonialism, taking the place of military occupation (Galtung 1980). References to the supposed superiority of a European language, or its use in international relation, or its neutrality vis-a-vis competing local languages are one-sided and misleading. The arguments, and the underlying attitudes, are comparable to those used in imperialist anthropology, history and literature, and follow the same logic as racism. Racism is typically affirmed:-  
- by means of self-exaltation on the part of the dominant group which creates an idealistic image of itself

underdevelopment (Skutnabb-Kangas & Phillipson 1985). English is the key link between world capitalism and the local elites via the economic military and cultural interests that unite them. English tends to replace the MTs of the elites, the Afrosaxons (Mazrui 1973). The only way to counteract this threat to the MTs is to organize education so as to strengthen the MTs maximally. This means among other things using them as dominant media throughout the school. As regards the remaining factors (15 and 16), there is little opportunity to practise English with native speakers informally or formally, because there are almost no native English speakers in Namibia.

Our analysis shows that several of the preconditions for an immersion programme for L2-medium teaching from early on, do not exist in Namibia. If English is made the medium from the start, or from early on, the situation becomes one of submersion, just as in Zambia. Here the results in English, even for those few who reach the cut-off points of the 7th and 12th grades, are not better than for children who have had English as a subject only in other countries (Africa 1980) — except that these children have developed their MTs and understood the subject matter instruction while many Zambian children have not. By contrast, most of the preconditions are met in a maintenance programme of the Uzbekistan type.

#### **4. THE POLITICS OF EDUCATIONAL LANGUAGE POLICY**

This discussion of educational research and experience in a range of contexts has attempted to adduce principles of such generality and predictive power that they can be of assistance to educational language planning for Namibia. There is substantial evidence that leading SWAPO educationalists are forming policy in an informed, sophisticated way (Angula in Commonwealth Secretariat & SWAPO 1984, Geingob in Chamberlain et al., 1981, Tjitendero 1984). Clearly the implementation of policy presents huge problems, which a liberation war, exile and refugee life traumatically exacerbate. There is evidence from many African countries of good policy not being implemented and of an increased use of LWCs after independence (Bokamba & Tlou 1980, Kalema 1980, Mateene 1980a, 1980b). Equally there is massive evidence that educational "aid" of the kind that Namibia, like many Third World countries, is likely to be obliged to accept, has not achieved its intended goals. This is of course also true of "aid" to industry, health and many other fields. Quite apart from the multitude of practical implementation problems, there are warning lights indicating that the initial policy was misconceived in many comparable contexts. Neo-colonial links and research imperialism mediated by CWC experts are in part responsible for this.

If research is to contribute to the solution of social problems, then both the research issues and the social reality have to be correctly diagnosed and integrated. Thus when planners for Namibia correctly identify the need for a

Equally there is in principle nothing in the descriptors to prevent success if Namibians were to be taught predominantly through their MTs in a maintenance programme for a majority, like in our Uzbekistan example. On the basis of a consideration of the descriptors, two alternatives are open for Namibia, immersion and maintenance.

But matters look altogether different when we turn to the educational prerequisites as they will be in independent Namibia. In many parts of Namibia one language is prevalent, while urban areas are more multilingual. It may therefore be possible, at least in towns, to offer alternative programmes (factor 1). Any decision to use English only as ME from the start of schooling would exclude any alternatives.

Most Namibian pupils would be equally placed either in programmes where nobody knows the ME, for instance English, or where everybody knows it, i.e. the MTs (2). Pupils whose mother tongue has relatively few speakers will need special support if MT medium programmes cannot be organized for them. SWAPO needs to train teachers who are bilingual (3). Some teachers are currently being trained outside Namibia, but not in Namibian languages. Even teachers who are trained can have poor results, as in segregation and submersion programmes, when they lack in-depth knowledge of the pupils' L1. Bilingual materials need to be developed (4) — and again it is the Namibian languages that most require attention. Racism and alienating cultural values need to be eradicated from teaching materials (5). This applies in its most acute form in apartheid textbooks (for examples see Ellis 1984), but also to those emanating from transnational, mainly British publishers, which dominate the African market. All these organizational factors represent problems which can be solved, as has been done in both the Canadian immersion and the Uzbekistan maintenance programmes for majority populations.

All the learner-related affective factors which are negative in Bantu education can become positive in independent Namibia (just as they are in Canada and Uzbekistan) if SWAPO educational policy is implemented and the teachers are trained accordingly. All these changes are extremely demanding to implement, and African experience shows how difficult it is to achieve them. In principle, however, they are possible. But it is not possible to change all the language-related factors so as to create optimal conditions. Mother tongues and English can be taught well at school (factors 9 and 13), enough relevant L1 material and adequately adapted L2 input can be provided (factors 10 and 14), and if institutional structures are developed in Namibian society in the major Namibian languages, opportunity for formal L1 development outside school can be organized (factor 11).

However, as long as English is the language of world capitalism, it is going to threaten the MTs (factor 12), lead to their displacement, stigmatization and

In addition to L1 development in school, pupils also need the *opportunity to develop their MTs outside school in linguistically demanding formal contexts* (11). This opportunity exists for all indigenous groups, but not for immigrants. Some groups may therefore be able to compensate for inadequate school provision. A more general factor which influences whether the language learning situation is additive or subtractive (Lambert 1975) is the degree to which *L2 teaching supports or harms L1 development* (12). Only submersion programmes threaten the MTs in this way.

*Linguistic development in L2* (13) is inadequate when the L2 is badly taught, as it is in all the LDS programmes. Also relevant is the degree to which *L2 input is adapted to pupils' L2 level* (14). It is difficult to adapt the input in this way in immigrant submersion contexts. The task is relatively more feasible when no pupils are native speakers of the ME as in Zambia. Absence of the *opportunity to practise the L2 in peer group contexts outside school* (15) may be due to practicalities (immersion children not meeting many L2 children), to sheer racism (Turkish children being avoided by German children), or to a shortage of L2 native speakers, as in Zambia, or in Bantu education, where institutionalized racism aggravates the situation. *Exposure to native speaker L2 use in linguistically demanding formal contexts* (16) depends on the existence of L2 institutions staffed by native L2 speakers. Turks in West Germany cannot escape exposure to native German, whereas Zambians are exposed to a range of non-native Englishes, some of them appropriate regional models, some of them inter-languages.

### 3. THE NAMIBIAN SITUATION

As we can see from the chart, there is a clear difference between the programmes in that the HDS programmes with bilingualism as a linguistic goal and with positive societal goals have organized the teaching so that many of the conditions for efficient L2 learning are met. The LDS programmes do so to a much lesser extent. We shall now relate the different programme characteristics to the Namibian situation after independence in order to see where parallels exist, what could be done and what would be best avoided. We will consider which types of programme may be appropriate and lead to success.

We start with immersion programmes, since Namibians are a majority in their own country and since they are to be taught, at least later on, through the medium of an L2. From the descriptors it appears that the only significant difference between Bantu education and immersion is the status of the group. Just as we have marked "high" for Zambia, the Namibian groups should have high status after independence. There is thus in principle nothing in the descriptors to prevent success if Namibians were to be taught predominantly through the medium of an L2 English from the very beginning.

influence on their proficiency in English. In all the other programmes pupils are, in relation to prior familiarity with the language, on an equal footing in that initially either they all know the language of instruction (segregation and maintenance) or none of them do (immersion).

The third factor shows that the HDS programmes have teachers who are both bilingual and well trained. Whereas the LDS programmes have either well trained monolingual teachers, who do not understand pupils' mother tongues, or else the training of teachers is inadequate, even if they are to some extent bilingual, for instance in Zambia (Chishimba 1981).

Factor 4 shows that most of the LDS programmes lack bilingual materials. The materials actually used (factor 5) in them are imported or racist, thus imposing alien cultural values. It is now recognized (for instance in Zambia, Commonwealth Secretariat & SWAPO 1984) that even teaching materials written in independent African countries perpetuate colonial or western values (Chileshe 1982, Higgs 1978).

The learner-related affective factors suggest that a supportive learning environment and non-authoritarian teaching reduce anxiety (6). Internal motivation (7) is increased when the pupil is not forced to use the L2 (for instance because the teacher does not understand the L1) and can start producing L2 utterances only when ready for it. High motivation is also related to an understanding of and sympathy with the educational objectives and to sharing in responsibility for one's own learning. These are principles endorsed in SWAPO's educational policy (Angula 1984, Commonwealth Secretariat & SWAPO 1984, 20). High self-confidence (8) is related to whether learners have a real chance of succeeding in school, and to favourable teacher expectations. One of the conditions for this is that the teacher accepts and values the child's mother tongue. There is a high correlation across the board between a positive rating on these three variables (low anxiety, high motivation and high self-confidence) and successful programmes.

The final sets cover linguistic, cognitive, pedagogical and social language-related factors. Linguistic development in L1 (9) is inadequate when the MT is taught badly as in segregation programmes or not at all as in most submersion programmes. Official Zambian policy permits the oral use of MTs to facilitate comprehension, but no attempt is made to teach or develop proficiency in the MT.

Enough *relevant cognitively demanding subject matter* (10) to promote the common underlying proficiency for all languages (CALP, see Cummins 1980) is provided in the HDS programmes. This is done in L1 in maintenance programmes and in L2 in immersion programmes. The input may satisfy this criterion in segregation programmes because the pupils at least understand the instruction. In submersion programmes this is less likely when both language and subject matter are unfamiliar.

TABLE 2

LDS = low degree of success  
HDS = high degree of success

	Segregation LDS		Maintenance HDS		Submersion LDS		Immersion HDS
	L	I			L	2	
	Bantu	Turks	Uzbek- istan	Finns Chicanas	Zambia	W.Europe minorities	Canada
<b>Organizational factors</b>							
1. alternative programmes available	-	-	+	+	-	-	+
2. pupils equally placed vis-a-vis knowledge ME	+	+	+	+	-	-	+
3. bilingual (B), trained (T) teachers	B	B or T	BT	BT	B	T	BT
4. bilingual materials (e.g. dictionaries) available	-	+	+	+	-	-	+
5. cultural content of materials appropriate for pupils	-	-	+	+	-	-	+
<b>Learner-related affective factors</b>							
6. low level of anxiety (supportive, non-authoritarian)	-	-	+	+	-	-	+
7. high internal motivation (not forced to use L2, understands & sympathetic with objectives, responsible for own learning)	-	-	+	+	-	-	+
8. high self-confidence (fair chance to succeed, high teacher expectations)	-	-	+	+	-	-	+
<b>L1-related linguistic, cognitive &amp; social factors</b>							
9. adequate linguistic development in L1 (L1 taught well, badly or not at all in school)	B	B	W	W	-	-	W
10. enough relevant, cognitively demanding subject-matter provided	-?	+?	+	+	-?	-?	+
11. opportunity to develop L1 outside school in linguistically demanding formal contexts	+?	-	+	-	+	-	+
12. L2-teaching supports (+) or harms (-) L1 development	+	+	+	+	-?	-	+
<b>L2-related linguistic, cognitive &amp; social factors</b>							
13. adequate linguistic development in L2 (L2 taught well, badly or not at all in school)	B	B	W	W	B	B	W
14. L2 input adapted to pupils L2 level	+	+	+	+	-?	-	+
15. opportunity to practise L2 in peer group contexts	-	-	+	+?	-	-	-
16. exposure to natives peak L2 use in linguistically demanding formal contexts	-	+	+	+	-	+	+

bilingualism. The other language has been neglected or taught badly, even though in many cases it has official status, and is standardized, with teaching materials. The societal goal in all the contexts with poor results has been to keep the group or at least a bulk of them in a powerless subordinate position.

## **2. PREREQUISITES FOR EFFICIENT L2-LEARNING AND BILINGUALISM**

Now it is arguable that since the only constants so far distinguishing programmes leading to a high or low degree of success have been the linguistic and societal goals, and nothing more tangible, and since our classification of goals, especially if it does not tally with the officially declared goals, might be considered arbitrary, then there might be the suspicion that we first looked at the outcomes and then attributed negative goals to the programmes with poor results and positive goals to the programmes with good results, so as to make the classification neat. In order to examine this interpretation we turn now to how the programmes are organized. We will go through a set of 16 prerequisites for efficient L2-learning (Skutnabb-Kangas 1984, 244), in order to see to what extent the different programmes are organized so as to create optimal conditions. Since the *de facto* linguistic and societal goals of a programme are reflected more in the way the programme is organized than in declarations of intention, our analysis can also serve to validate our characterization of the goals of the different programmes. Table 2 lists these factors and contains a positive or negative rating for each of the seven types of programme. The programmes are distinguished, as before, according to whether they lead to a high degree of success (HDS) or a low degree of success (LDS).

The factors have been grouped into four categories, organizational, learner-related affective factors, and linguistic, cognitive, pedagogical and social factors related to respectively the L1 and the L2. To start with the organizational factors: alternative programmes (1) are only available in the maintenance and immersion contexts, i.e. the HDS programmes are optional. An Uzbek, a Finn in Sweden, or a Chicana in the US who wants education through the medium of Russian, Swedish or English rather than the L1 can opt for this. An English-speaking Canadian child can choose between English-medium education or a French-medium immersion programme. Children in segregation or submersion programmes have no choice.

Factor 2 covers whether there are in the same class both native speakers of the medium of education (ME) and pupils for whom the medium of education is an L2. This is the normal situation in submersion programmes, disadvantaging the L2 learners. We consider that in Zambia the situation is comparable in that pupils' home background (i.e. class) may have a decisive

the expense of the mother tongue, and poor school achievement. Societally this means assimilation for some and marginalisation for the many (Skutnabb-Kangas 1984).

By contrast, Canadian immersion programmes, in which majority children are educated through the medium of an L2, lead to high levels of bilingualism and success at school. The societal goals include linguistic and cultural enrichment and increased employment prospects for an elite (California State Department of Education 1984, Swain & Lapkin 1982).

We move now from the defining characteristics of these four types of programme to a set of descriptors which may have a decisive influence on the outcome of education.

Of the groups in our seven examples those in Uzbekistan, Zambia and Canada have in principle high status whereas the others are low status groups. The countries in five of the examples are industrialized, while Namibia and Zambia have been underdeveloped. In only two of the examples is the absence of a past or present *colonial relationship* between the L1 and L2 groups.

The last four descriptors relate to the official status of the languages and the degree to which they have been standardized and have teaching and reference materials.

All the languages of the groups concerned have some official status, with the exception of the immigrant languages (and most indigenous minority languages) in Europe and North America. With the one exception of Zambia the full range of the languages is standardized and at least some teaching materials exist. In the case of immigrant languages, some of the materials may come from the countries of origin. The potential for extending the written use of Zambian languages is as yet untapped (for academic arguments in favour of this, see Kashoki 1982 and Chishimba 1984, for political arguments against it, see The Prime Minister of Zambia in Commonwealth Secretariat and SWAPO 1984). In all our examples the L2 both has official status and exists in standardized forms with teaching materials.

Provisionally generalizing on the basis of the evidence from the descriptors so far we conclude that high levels of success in relation to bilingualism and school achievement can be achieved either with L1 or L2 as the dominant medium of education, either by a majority or a minority group, by groups with either high or low status, in contexts where the language either has official status or does not.

In all successful contexts the linguistic goal has been bilingualism and the societal goal has been a positive one for the group concerned. The MTs of the groups have been standardized and teaching materials have been available, which has also been the case for L2.

We also conclude that in all contexts with low levels of success the linguistic goal has been dominance in one of the languages, either the MT or the L2, not



1982). This fits with the linguistic goal, dominance in L1, and the societal goal, perpetuation of apartheid.

Our example of *segregation for a minority* is the education of migrant Turks in Bavaria, West Germany, through the medium of Turkish, again with low levels of success. The linguistic goal is dominance in Turkish. The societal goal is to prepare the migrant pupils for forced repatriation when their parents' labour is no longer needed or when they themselves become "too expensive" for West Germany (Skutnabb-Kangas, 1984).

In contrast to segregation programmes, *mother tongue maintenance* programmes show high levels of success. The medium of education (ME) is L1, as in segregation programmes, but the goals are different. The linguistic goal is bilingualism, the societal goal is equity and integration. An example of *maintenance for majority* is the MT medium education given in the Soviet Republic of Uzbekistan to the seven main language groups. Examples of *maintenance for minorities* are the Finnish medium classes for the Finnish migrant population in Sweden and such Spanish medium programmes in the U.S. as the San Diego and Carpinteria programmes (Cummins 1984). All these result in high levels of bilingualism and school achievement. All three groups in the examples used have a history of colonization by the L2-power, i.e. the Uzbeks, the Tadjiks, etc., by Russia, the Finns by Sweden and the Chicanas by the USA. This common history of colonization makes these cases more directly comparable to contemporary Africa.

The segregation and maintenance programme referred to have had the mother tongue as medium of education. In the remaining two types of programme, submersion and immersion, the medium of education is a second or foreign language (L2).

An example of *a submersion programme for a majority* is education through the medium of a former colonial language in many African countries, e.g. Zambia. For the vast majority of the population, results are poor, linguistically (Africa 1980) and academically (Chishimba 1984). The official goal is to provide educational "opportunities to each person within the limits of his (sic!) capacity" (Ministry of Education 1977, 5). The linguistic goal achieved is dominance in the LWC, English, for the elites, and dominance for the masses in their mother tongues (or the regional lingua franca), which the school does nothing to develop, and limited proficiency in English. The society is highly stratified, and education since independence has not altered this (Chileshe 1982). This state of affairs is by no means unique to Zambia — in fact it generally holds throughout sub-Saharan Africa (Mateene 1980b).

*Submersion programmes for minorities* are still by far the most common way of education for both indigenous and immigrant (linguistic) minorities. For instance in western Europe this means education through the medium of L2, the majority language, resulting in dominance in the majority language at

TABLE 1

## Programmes

Degree of success Dominant medium of education (ME)	Segregation LOW		Maintenance HIGH		Submersion LOW		Immersion HIGH
	L 1				L 2		
	Africa Namibia Bantu ed- ucation	Europe Bavaria FGR Turkish mi- grants	Asia Uzbekistan 7 main gps	Europe/USA Sweden, USA Finns, Chicanas	Africa Zambia all main groups	Europe most WE indig & immig. min.	North America Canada anglophones
Linguistic goal	dominance L1	dominance L1	bilingua- lism	bilingua- lism	elites: L2 , dom, mass- es: L1 dom	dominance L2	bilingualism
Societal goal	apartheid	repatriation	equity &	integration	perpetua- tion stra- tification	assimilation, marginalisation	ling. & cult. enrichment, job prospects
Majority/minority	majority	minority	majority	minority	majority	minority	majority
status of group (high/low)	low	low	high	low	high	low	high
Country industrialized/ underdeveloped (ind/und)	und	ind	ind	ind	und	ind	ind
Group has been (C) or is (C+) colonised by L2 country	C+	-	C	C	C	C/-	-
Language of group - official	+	-	+	-	+	-	+
- standardized & has teaching materials	+	+	+	+	-	+	+
L2 official	+	+	+	+	+	+	+
L2 standardized & teaching materials	+	+	+	+	+	+	+

Many of our examples do not come from contexts which resemble the Namibian situation, for two reasons, one empirical, one methodological. The empirical reason is that although there are many parallels in other African countries and elsewhere, there has been too little longitudinal research into and evaluations of different educational models. The methodological reason is that it is easier to distinguish some of the principles which are generally valid by comparing dissimilar situations.

We will analyse different types of education under four headings: *segregation, mother tongue maintenance, submersion and immersion*. In three instances it is necessary to treat separately the programmes meant for majorities and minorities. The English-speaking group in Canada are in the majority, numerically and in terms of power (see Table 1). We also classify the Blacks in South Africa and occupied Namibia as a majority, even though they are at present still a powerless majority. In Soviet Uzbekistan the numerically dominant group in the republic, the Uzbeks (more than 2/3 of the population in Uzbekistan, Krag 1983), and the six principal minority groups all have equivalent linguistic rights in education. They are together treated as a majority in our classification. These groups have the right to education through the medium of their mother tongues. They are not obliged to undergo schooling in the LWC, Russian. The Uzbekistan comparison is particularly relevant for the Third World because here literacy has over the past 60 years been successfully extended from a tiny elite minority to cover the entire population. All children complete 10 years of schooling, and this is soon to be extended to 11 years (Guidelines 1984).

Namibia is, like the majority of Third World countries and like Soviet Uzbekistan, multilingual. At present elementary schooling is provided in 12 languages (Zimmermann 1984). Whether education can be provided in the future in a larger number of mother tongues, including those with few speakers, or whether this is impracticable, is a complex issue which cannot be adequately pursued here.

For each programme we assess the degree of success, in attaining high levels of bilingualism and school achievement, and crudely label the programmes as leading to high or low levels of success. Next we identify whether the medium of education (ME) is the mother tongue (MT, L1) of the pupils or a foreign or second language (L2). Finally linguistic and societal goals of the programmes are broadly characterized (for details, see Skutnabb-Kangas 1984, chapter 6). Our classification builds more on results than on declarations of intention and may not therefore tally with the officially declared goals.

Our example of a *segregation model for a majority population* is the Bantu education now given at the elementary level to Namibians through the medium of L1s, producing poor results, meaning scholastic failure for the majority, and low levels of cognitive/academic proficiency in both languages (Mbamba

underdevelopment, economically and politically (Rodney 1972). *Namibia*, the "last colony" (Green et al., 1982) is still illegally occupied by South Africa, and exploited by multinational capital, despite numerous attempts by the United Nations to end this state of affairs (SWAPO 1981). Language planning for Namibia is therefore under way outside the country, concurrently with a liberation war (Chamberlain et al., 1981). As the armed struggle has been in progress for nearly 20 years, there has been time for elaborate formulation of the political, social, economic and educational goals of SWAPO, which is recognized as the only legal representative of the Namibian people by the United Nations. SWAPO plans to establish a "non-exploitative, non-oppressive, classless society" (SWAPO 1983). Policy and plans for a liberated Namibia are articulated in a number of publications from the United Nations Institute for Namibia in Lusaka, an independent research and teaching centre.

SWAPO has decided that *English* is to be an official language in independent Namibia, and that the *mother tongues* will be media of education (ME) at the lower primary level and not neglected thereafter (SWAPO 1982, 40 Commonwealth Secretariat and SWAPO 1984). The intention is to replace Afrikaans, currently the lingua franca in Namibia and the media of education (ME) from upper primary level and sometimes earlier, which is seen as the language of oppression, by English, which is seen paradoxically as a language of liberation. At present less than 1% of the population of 1½ million have English as their mother tongue, while 15% have Afrikaans, and only a small proportion are fluent in English as a second or foreign language. There are 7 main local language groups. The largest, Oshiwambo, accounts for roughly 45% of Namibians (Chamberlain et al., 1981). Several of the languages were alphabetized a century ago (e.g. Kurvin en 1877). South African Bantu education policy has been to deliberately promote ethnolinguistic fragmentation as one instrument for enforcing apartheid. Language is one means of effectuating segregated and racist policies. The vast majority of Namibians drop out of the education system and 60% of the population is illiterate (for details see Ellis 1984 and Mbamba 1982). There are 70,000 or more Namibians in exile in refugee settlements in Angola and Zambia, adults and children. Their education forms part of SWAPO's attempts to try out strategies for educational change, to be implemented in independent Namibia. These attempts are informed by careful consideration of the experience of other countries.

## 1. INTERNATIONAL COMPARISONS

Turning to this experience, we have chosen examples so as to be able to analyse some of the factors which seem to be decisive for the success or failure of an educational policy which could result in high levels of bilingualism.

## VI.

### NAMIBIAN EDUCATIONAL LANGUAGE PLANNING: ENGLISH FOR LIBERATION OR NEO-COLONIALISM?

by Robert Phillipson, Tove Skutnabb-Kangas and Hugh Africa

The purpose of this paper is to contribute to the ongoing work of educational language planning for Namibia. We shall draw on experience from a wide range of countries and groups so as to highlight those factors which can be decisive for success or failure in education in multilingual contexts. One key factor is choice of languages for educational purposes. As SWAPO (South West Africa People's Organisation) has opted for English as an official language for independent Namibia, it is important to decide what role English should play in education and what the role of the mother tongues should be. Will English secure liberation or will it serve as bridgehead for neo-colonialism?

English and French are often called *languages of wider communication* (LWC) (Fishman 1977). The languages are closely related to the countries and cultures from which they originated, which we shall refer to as *cultures of wider communication* (CWC). The spread of these languages in recent centuries and their indigenization in different parts of the world are central aspects of colonialism, imperialism and present-day internationalism. While large CWC countries like the United States, Britain and France are or pretend to be monolingual countries in which the education system aims at monolingualism in the LWC, most African countries are multilingual. Even so, most African educational language planning aims at monolingualism in an LWC (Bokamba & Tlou 1980).

It is our contention that it serves the interests of LWC speakers and the CWCs to promote the use of LWCs in Africa. Most LWC researchers and educational experts are consciously or unconsciously biased in favour of the LWC and monolingualism, and even when well-intentioned, their advice reflects this. We also contend that educational language planning in Africa must aim at bi- or multilingualism, as advocated by African researchers like Afolayan (1984), Africa (1980), Bokamba & Tlou (1980), Mateene (1980a, 1980b) and Tadadjeu (1980). We therefore regard it as axiomatic that *over-use of the former colonial language and under-use of mother tongues* as media of education (ME) reproduce inequality, favour the creation or perpetuation of elites, promote dependency on the CWC, and prevent the attainment of high levels or bi- or multilingualism (Chishimba 1984, Mateene 1980b).

Language policy decisions are often taken in very unfavourable circumstances, when nations are "developing" away from a phase of

can contribute to nation-building in the linguistic field. I shall quote an example from Tanzania, a country which is well on its way toward universal use of the national language. Confronted with the urgent necessity of introducing new words into Swahili to provide for technological and educational needs, the National Swahili Council (BAKITA) has sought for them in other Tanzanian languages, rather than in English or Arabic. The same *baraza* is encouraging the study of the phonemic and morpho-syntactic structure of non-official idioms in order to promote a more efficient teaching of Swahili itself. Such a policy is both concrete and practical and could probably be profitably imitated in many countries in Africa (and elsewhere).

There are less material aspects, of both national and pan-African relevance. Here I shall take my example from Mozambique's *Servicio da Preservacao cultural*, whose aim is well defined by its very name: to survey and preserve all aspects (including languages) of traditional cultures, past and present, in order to use this knowledge to build for the future. A policy of this kind should be well worth applying to the whole continent, if Africa is to remain African. In this light, one could hope that even the so-called 'minor' or 'lesser' languages — products of human genius quite as much as the 'major' ones — would not perish from the earth.

role: International medium and commercial and administrative instrument on the one hand, source of lexical enrichment on the other, all this from the 9th century on. And yet, in all this zone (unlike what took place in the east of Mediterranean Africa) Arabic, despite its religious prestige, did not eliminate any local idiom. This example should reassure those who fear to see European languages supplant African ones. It is certain, however, that they influence them, especially in the case of *linguae-francae*, for essentially sociological reasons. Is this a threat? The example of Swahili, Hausa, Dyula whose dynamism is partly a result of their borrowing from Arabic, drives me to the opposite opinion.

At the end of these reflections, I will summarise my opinion by saying that despite the enormous gaps still extant in the scientific knowledge of African languages, the proven facts seem to point at a big capacity of resistance and self-perpetuation. The dominant trend is less oriented toward the risk of rapid disappearance of certain dialects, than toward the appearance and development of new, mainly urban afro-african (e.g. Lingala, Monokotuba) or afro-european (Wes Kos) creoles which often assume a vehicular function, with a feedback effect on the conservative rural vernaculars. The complexification of the socio-economic environment often seems correlative to the simplification, of speech structures (e.g. "town" Bemba, Lusaka Nyanja, "up-country" Swahili, etc) which leads to a rapid transformation, to the creation of new levels of languages or dialects, rather than to the disappearance — the death — of the source language. Qualitatively, as indicated above, this process can result into the appearance of new linguistic entities, without disappearance of the original ones. The threats on the survival of the latter generally stem from internal causes (demographic depression, massive migrations...) rather than from external aggressions (e.g. imposition of a national or official language).

The general tendency, in spite of micro-nationalist or tribal resistance, remains the progressive disappearance of dialectal differences, and the unification of closely related languages.

I alluded previously to some negative political reactions to linguistic facts of life. It is, of course, unacceptable for a non-African specialist to try and dictate policies to African governments, all the more so since the diversity of situations obtaining in various countries is far beyond the grasp of any isolated scholar. Nevertheless it is also the professional duty of a scientist to repay the facilities and hospitality he has been offered by handing over to his hosts any bits of objective knowledge he has been able to gather and any objective conclusion he has been able to build thereupon.

My first point in this respect is that the systematic study of non-official languages, especially minority ones, the most seriously threatened with extinction, offers no danger for national unity. On the contrary such a study

of creolisation, with a feedback effect on the mother languages.

In the areas where I work, people of my own age often complain that the youth no longer speak their mother tongue. I should probably, from a technical point of view, reply to them that they speak it in another way, since understanding remains possible. I dare not do it because in extreme cases, this understanding between generations is restricted to such an extent that I sometimes wonder whether they still speak the same language or two similar but distinct ones. Will that of the elderly die with them?

Perhaps not, as long as villages will endure as keepers of tradition, conservative in this matter as well as in many others. There is, however, a restriction of a geographical nature: It is the minimal population of five thousand people that some sociolinguists think necessary for the perpetuation of a non-insular speech community. The figure is questionable, but the principle remains valid: below a certain number of speakers a language is condemned to disappear. It is, therefore, likely that the rapid desertion of villages in many regions of Africa may have this consequence in short term — one or two generations.

These processes of attrition tied with social change are much more destructive than any exogenous pressure aimed at provoking linguistic change. One can submit that it is easier to impose the use of an official language than to prevent the use of a local idiom. The latter would resist all the more as it is typologically more different from the dominant language: in France, four and a half centuries after the ordinance of Villers-Coterets, there still exist quite sizable bilingual communities in Brittany (original language Keltic) and in the Low countries (euzcaro-caucasian), while the oil dialects of northern France, closely akin to official French, have almost completely disappeared.

In a similar way, it can be observed that some villages in the former Mali empire, integrated for centuries in the Manding linguistic zone, still use Gur or Voltaic dialects for family and intra village relations, shifting to Malinke-Dyula for extra-village communication: a new example (and more could be found elsewhere) of the linguistic conservatism of grass-roots communities. Conversely, one can obviously, quote the case of the Pygmies who no longer have a language of their own, but speak those of peoples to whom they are not always neighbours: this fact seems to indicate an extremely old dispersion, the only trace of the original language being the botanic terminology common to largely separated groups using typologically different languages (Bantu or Ubangian).

At last characteristic trait of the African linguistic situation is the importance of extra-African languages. Colonial tongues such as French or English are obvious examples, yet Arabic is a more ancient and possibly more far flung case.

All over the Sudanese savannah and on the eastern coast, it played a double



The still current prevalence of situations of multilingualism and diglossia seems to point to an African tradition of tolerance in the domain of language. The development of the great commercial routes and pre-colonial towns, the rise of large kingdoms and empires seem to have been marked by the spontaneous spread of big *linguae francae* (e.g. Hausa, Swahili, Dyula, etc.) rather than by the suppression of the local languages. In West Africa and on the eastern coast, the use of Arabic as the graphic medium of State power (even in non-muslim kingdoms like Asante) was going in the same direction.

One can say — with caution — that the phenomena of linguistic assimilation of the conqueror by the conquered (which lets the former's language subsist in its region of origin) were probably more numerous than those of the imposition and substitution of the language of the conqueror on to the conquered.

The colonial period evidently marks a paroxysm in relations of domination, with, on the linguistic level, a marked difference between, the French and Portuguese dominators, on the one hand, the Belgian and English on the other. The former purely and simply ignore African languages, the latter accord a privilege to some, by granting them an official status, in primary education in particular. The "advantage" (if one may term it so) of the Franco-Portuguese policy is that it leaves the traditional systems of communication to play behind the thin screen of *francophonie*. The Anglo-Belgian system, on the contrary, in appearance more favourable, has the inconvenience (but is it really one?) of favouring the recognised languages to the detriment of those without an official status. In either case, the official or tolerated action, of missionaries also, tends to the diffusion of the liturgical or catechetical languages, at the expense of their neighbours: here also, there is interference with traditional balances, which may result in the disappearance, or in their fusion into one common idiom (e.g. Yoruba, since the middle of the 19th century, Shona towards 1930) of several formerly distinct speech varieties — "dialects" for linguists, "languages" for the speakers.

After independence, the dominant tendency in the generalised effort of massive scholarisation has rather favoured the precocious use of the language of the ex-coloniser.

But one may wonder whether, more than this linguistic choice open to contestation, it is not the very generalisation of an educational system of European type which has been of bigger consequence upon the evolution of the mother tongues. This simply by demolishing a traditional system of education which, contrary to what is often believed, often comprised an important part of linguistic indoctrination, formal or not. Added to this is the intermixing resulting from rapid urbanisation, as well as the development of mass media (mostly radio) themselves often multilingual. One can observe, henceforth, phenomena which, for lack of better term, I shall present as forms

seems to have concerned essentially small sized human groups.

Situations like that of Gallic were (or should one say: are) far more common: it is a case then of death by assimilation.

The prime condition for assimilation to take place is a contact of languages, that is to say, of speech communities. This immediately calls to mind various facts of conquest and colonisation, (that of Gaul by the Romans, for example) after which the colonised, both through constraint and through self-interest, comes to abandon his own language for that of the coloniser, be this at the price of the dialectalisation of the latter. This classic scheme must not make us forget the symmetrical one, where it is the invader who abandons his language for that of the invaded: France, despite its Germanic name, still speaks a Romance language. In either case linguistic assimilation does not necessarily put an end to unequal relations, it can even in fact reinforce the position of the dominant group: the Norman aristocracy truly imposed itself in England only by abandoning French for Anglo-Saxon.

And Africa in all this? The preceding exposé has deliberately kept it aside in order to underline the universal character of the problem of linguistic relations. This problem presents, of course, specifically African aspects, which very often call upon complementary research if they ever are to be formulated in truly scientific terms. The first of these specific aspects is, you will have guessed it, the famous (too famous?) linguistic diversity, on the continental level as well as on that of individual members of the OAU. Even in so far as the group of which I am supposed to be a specialist — bantu — is concerned, I am personally unable to estimate with any precision the number of its languages.

Most of the contemporary linguists would undoubtedly accept to define a language as a group of mutually interintelligible dialects. Starting from this definition, and given the (considerable) means to carry out the necessary investigation, we could within a few years, successfully, survey, define, and map these groups. The problem, here, is that neither the speakers nor, in many cases, the political leaders would recognise the validity of this map and this inventory.

In the present state of affairs, in fact, the nothing-but-linguist linguists tend to consider as dialects of a single language idioms which their speakers hold as full-fledged, separate, autonomous ones. They invest their dialect with a very strong symbolic value, making it a distinctive mark of their sense of belonging to a social group as opposed to its neighbours. They will consequently resent any project of unification (notably orthographic) as a linguicide. Conversely — but much more rarely — the members of traditional socio-political entity may claim a linguistic unity which linguists would contest on the grounds that, for example, it only manifests itself during the religious rites of a nation.

English Cornwall, whose last known speaker died at the beginning of 19th century: here it is the pressure of the socially, demographically, religiously and economically dominant Germanic language which invalidated the use of the dominated Celtic one to the extent of rendering it obsolete by non-usage.

The phenomenon seems quite common, since this is what leads to the de-dialectalisation and homogenisation of languages recognised as living: dialects converge and tend towards one common form, with a concomitant increase in interintelligibility within the group. The inverse process would lead to dialectalisation, and eventually when interdialectal intelligibility disappears, to the appearance of new languages: this is about what happened to Latin. The mother-language is not necessarily condemned to death as a result; it can continue to live and evolve normally: one can imagine Brazilian in the 21st century having turned totally unintelligible to a Portuguese speaker from Europe. But would this European Portuguese of the 21st century itself be intelligible for a Portuguese speaker of today and, a fortiori, for Vasco da Gama or Prince Henry the Navigator?

It is relatively easy to delimit the synchronic areas of interintelligibility, their limits, their intrication, their over-lappings: a simple (so to speak..) work of linguistic geography of dialectology and of socio-linguistics, whose techniques we are beginning to master fairly effectively. It is very different in diachrony, where it is practically impossible to date with any precision the break-up between two dialects or two states of the same language, to establish at what point communication ceased to be possible, either between contemporary speakers (dialectalisation) or between generations. This, quite simply — as if to justify Bloomfield's dictum on the survival of Latin — because linguistic change is a permanent and never ceasing process and not a succession of instantaneous massive mutations. There is, here, a kind of apology with a living being whose cells die and are continually replaced to the extent that, while retaining its own self, it never stays the same for two successive days or years.

It is still true that nobody speaks Gallic any more, and this for centuries now. That, in other terms, we know many cases of languages that have disappeared, with or without trace, and can, from then on be qualified as "dead". But are the causes of this disappearance, of this death, of a purely linguistic nature? It does not seem to be the case: their analysis calls for the use of other disciplines: demography, sociology, economics, in an essentially historical perspective. Apart from the genocides mentioned above (Tasmanians, American Indians) we know of cases of communities, notably islanders, which were wiped out, with their languages, by a virus or an imported microbe against which their members had no immunity defense. This extinction of a language through the extinction of its speakers is certainly the most extreme and radical, but not, so it would seem, the most widespread. It

## ON THE DEATH OF LANGUAGES

*by Pierre Alexandre*

What is a dead language? A language that is no longer spoken? Since the days of my far away youth (or even before) Latin was officially classified as a "dead language". But I was learning it in high school, and my catholic school-mates used to hear it spoken every Sunday during mass. Much later, this "dead" language became the very official language of the Council, which, by the way, was about to make institutional the liturgical usage of the so-called "living" languages, or vernaculars. In between, I had discovered linguistics, and Leonard Bloomfield, for whom Italian, French, Spanish, Catalan and some other idioms, though contemporary and quite alive, did not exist as languages, but only as dialects of Romanic, or modern Latin.

Then, if Latin is dead, when did it die? What is the date of its death? Is its death certificate, in August 843, the "French" of the Verdum treaty? But then the language of the western European culture, up to the 16th century, would have been only a ghost... A defendable hypothesis, after all, given that the great erudites of the middle ages and the renaissance certainly wrote Latin (and often classic Latin rather than low Latin) but spoke another language, not necessarily a Romance one. What is implied here is that the written form of a language, especially if it is fixed, stabilised by a definitely constraining norm, could remain nothing but some form of spectre when the idiom it graphically represents no longer has any oral usage (or only has it in religious rituals). One would then consider a language as living as long as its accepted graphic representation is easy to transcode into the oral form; and dead when the written form is no longer decipherable, has become transposable into sound signals only at the price of considerable difficulties, necessitating the invention of a new graphic coding system.

This is not entirely false, but, on the one hand it's making too short a work of certain orthographic problems (cf. Irish or even English) as well as ideographic, pictographic or hieroglyphic writings, and on the other hand it does not take into account unwritten languages.

It is still, among these latter, that one observes the most recent examples of total unquestionable death. I have in mind here cases of successful genocides: the extermination of the Tasmanians, of diverse American Indian nations by colonialists who did not bother to pick up the smallest trace of the language of their victims. This is violent death — assassination — in contrast with natural death suggested in the case of Latin (to which we shall return). The violence is smaller, or of a different kind, in a case such as that of the Brythonic idiom in

- (b) The provision and exchange of linguistic expertise, technical advice and practical experience in the field of African language development, including training and the award of scholarships.
- (c) The establishment of a 'bank' of published materials on African languages, for distribution and exchange among African institutions.
- (d) The preparation of inter-African dictionaries and language guides.
- (e) The harmonisation, and as far as possible unification, of the orthographies of African languages.
- (f) The modernisation of the vocabularies of African languages, including the maximum degree of coordination among languages.
- (g) The encouragement of coordinated language policies among African states.

If the proposed association were to adopt such a programme, then its title could appropriately include the concept of Arabic *waqf*, Swahili *wakfu*, and Hausa *wakafi*, i.e. 'foundation set up to preserve a heritage' (hence the possible Swahili title *Wakfu wa kimataifa wa lugha za kiAfrika* = International African Language Foundation).

Long live the languages of Africa! Long live African Unity!

*A preliminary version of this paper was published in 1978 ('The liberation of African languages', IAI Bulletin, 48/4, 1978, p. 1-3).*

The number of languages of African unity could of course be increased further, by the addition of languages like Manding and Lingala, covering wide geographical areas but with lower populations than the languages already mentioned. It is proposed that such languages be developed in any case as regional languages in Africa, involving collaboration among the states involved, but it would defeat the purpose of establishing languages of African unity if their number were to increase above three or four.

## CONCLUSION

The need to use foreign languages for worldwide communication and for the exchange of technical expertise need in no way prejudice the progressive development of selected African languages as means of international communication and unity within Africa or as vehicles for the diffusion and exchange of African cultures.

The degree to which individual African languages are developed as written media will depend inevitably on their relative numbers of speakers and on their literary wealth. Languages with small populations can be utilised without great cost for primary and adult education at local levels. Hausa and Swahili, and if possible also Nguni, should be developed to take their place alongside Arabic as continental languages.

Between these two extremes there are at least fifty African languages with potential national or even regional roles, the speakers of each of which number over a million (including also the international creole languages of West Africa, Crioulo and Krio). Among these, at least twelve languages have total numbers of speakers in excess of ten million each: these include Akan, Amharic, Berber-Tamasheq, Fula, Igbo, Lingala, Manding, Nguni (if not treated as a continental language), Oromo, Kinyarwanda-Kirundi, Sotho and Yoruba. All but two of these (Igbo and Amharic) are spoken in more than one African country, and their development as regional languages must therefore depend on a coordination of linguistic policy among the states concerned.

The tasks involved in the liberation of African languages cannot be minimised, but there is a concerted desire throughout Africa that they should play a more central role in the future development of independent African states and in the achievement of African unity. If an inter-African association is established for the promotion and development of African languages, its title and constitution should of course be expressed in the languages of African unity. Its members should pledge themselves to advance the cause of the linguistic liberation of Africa by all the means in their power, involving the following potential fields of action:

- (a) The study and development of individual African languages, and the promotion of all types of publication in those languages.

minimum of foreign assistance, demonstrating how communal enthusiasm and effort are the essential requirements for true linguistic liberation.

In fact, for a language spoken only by a small community, it should be possible to give training to two or three school teachers in the principles of writing their own language, to encourage them and their pupils to produce written texts, and to have these cheaply printed and distributed for no greater cost than the price of a landrover and its upkeep. Since languages with small numbers of speakers can be developed in this way, there is even less excuse for the neglect of more widely spoken languages. How little, for example, does it cost for certain public signs to be produced in two or more languages? The latter device is a way of demonstrating a country's resolve to liberate its languages, and of displaying before the general population examples of their own languages in writing.

Our objectives include not only linguistic liberation but also African unity. This second objective must depend on the will of OAU member states to designate the most widely spoken languages of Africa as languages of African unity. In terms of numbers of speakers, and in terms of their spread across many African states, the three strongest candidates for such a role are Arabic, Hausa and Swahili. Arabic is the major language of Northern Africa and the language of Islam. Hausa is the most widely spoken language in Nigeria and has spread west and east as far as Ghana and Sudan. Swahili is the national language of Tanzania, spoken from Somalia to Mozambique, and from Zaire to the Comoro Islands. No other African languages can approach these three in terms of their total numbers of speakers, including both mother-tongue and native language speakers. The three languages not only represent complementary regions of the continent but also the two great language families of Africa.

It would be a grave omission to discuss questions of linguistic liberation and African unity without reference to Southern Africa. The two most widely spoken languages of South Africa are not Afrikaans and English, but Nguni (= isizulu + isixhosa + isiswati) and Sotho (= sesotho + setswana + sepedi), spoken as mother-tongues by two thirds of the total population of South Africa, as well as by almost the entire populations of Botswana, Lesotho and Swaziland, and by almost a third of the population of Zimbabwe. Ethnic and dialectal divisions within each of these languages have been exploited in the interests of white rule, and there has been a certain reaction by black South Africans in favour of English as a unifying second language and as a symbol of their rejection of Afrikaans. If, nevertheless, agreement could be reached on this question, and on the choice of a unified written form, it would seem appropriate for Nguni, spoken widely in four African countries, to be selected as the fourth language of African unity.

the most important prizes of successful linguistic liberation.

The threat to 'smaller' African languages can of course come from 'larger' African languages as well as from European languages, and is liable to do so if a government, anxious to promote one or more of its most widely spoken languages, is tempted to discourage the study and writing of other languages of the country. A more positive approach is for the success of 'larger' African languages to be presented as an encouragement for the written development of the other languages in a country.

Many of us will be aware of the large number of progressive resolutions which have been adopted since independence by international meetings on the subject of African languages. Many will also be aware of how many of these resolutions have remained dead letters, and how often the theoretical goal of the liberation of African languages is neglected by a lack of resolve to undertake the necessary action and legislation.

African languages often find themselves victims of a vicious circle, in which domination by European languages and cultures may continue, unconsciously, in the minds of those who deplore such domination. A lack of respect for African languages during the colonial period has engendered a lack of confidence in their own languages on the part of many Western educated leaders in independent Africa, thus in turn delaying the rehabilitation of those same languages.

The excuse for such delay is sometimes that more linguistic research is required, or that there are insufficient funds available. That both these excuses are feeble can be demonstrated by the successful written development of many languages in the past, in Africa as elsewhere, without great expenditure of money or of time in research. More vital than either of these factors are the dynamism of the speakers of a language, in their desire to see it flourish, and the production of original written literature of quality, literature which will satisfy those who have already learned to read their language and encourage those who have yet to do so.

Friends will not resent my speaking frankly. Born outside Africa, I have nevertheless devoted a large part of my life to the study of Africa and its languages, a study which has enabled me to visit many African countries and to compare linguistic situations and policies throughout the continent. In some countries there has been remarkable progress whereas in others there has been very little, despite declarations of pious intent. Foreign organisations sometimes receive pleas from institutions in Africa, declaring that the languages of their country cannot be developed or studied without foreign financial aid, and that, for example, the speakers of those languages will remain illiterate without the gift from abroad of a certain number of landrovers and tape-recorders. Fortunately, there are other cases in Africa where the development of national languages has been undertaken with the



populations, have been able to retain their ancestral languages throughout the upheavals of history. It is equally remarkable how African languages, collectively, have resisted the invasions of European languages. In many domains, European languages continue their domination of Africa, but over a period of 500 years they have made little impact on the map of mother tongues in Africa. Wolof and Fula and Manding and Susu and Akan and Yoruba and the Bantu languages and Somali, to name but some, still stand as linguistic guardians along the coasts of Africa, unmoved by foreign invasion and occupation. The linguistic vitality of Africa is reflected also into its wealth of oral literatures, as numerous as its languages.

It is clear, however, that the linguistic wealth of Africa has also been a source of weakness. Lack of linguistic and ethnic unity has enabled Africa to be dominated from outside, and our main objective must be to establish ways in which the linguistic vitality and variety of Africa can be harnessed for the good of the continent as a whole, and as a means for promoting its future unity.

Although the languages of Africa number over a thousand, there is an important degree of relationship among them. Two out of every three African languages are members of the "Niger-Congo family", including the large majority of all languages spoken south of a line extending from Senegal to Kenya. North of that line, the majority of languages are members of the "Hamito-Semitic (or Afro-Asiatic) family". These historical relationships are visible in the many similarities of grammar and lexicon which link the languages of modern Africa, making it often relatively easy for speakers of African languages to become bilingual or multilingual, and thus facilitating the spread of African languages of wider communication.

The interrelationship of African languages makes it also easier to envisage the establishment of a hierarchy among them, determined by their relative demographic importance. The proposals contained in the above charter allow for the written and educational development of all the living languages of Africa, progressing from the local study of languages spoken in only one village to the continental study of selected "languages of African unity".

If these proposals are implemented, then every African child will have the psychological advantage of beginning his education with respect and understanding for the language and traditions of his own community, however small that may be. He will also come to respect and understand his African heritage, through the medium of one or more international African languages. Let us not forget that if young children are faced with a foreign language immediately they enter school, then many will fail at an early age for purely linguistic reasons, many will lose respect for the cultural heritage of their parents, and many will feel themselves to be speakers of a second-class language. The cultural and psychological liberation of the individual is one of

## IV.

### THE LIFE AND VITALITY OF AFRICAN LANGUAGES: A CHARTER FOR THE FUTURE

by David Dalby

The following resolutions are proposed as the bases of a charter for the liberation and active development of African languages:

1. That the greatest priority in assuring the vitality and independence of African languages is the encouragement and *production of original literature*, and that there be introduced a series of *literary prizes for creative writing* in African languages.
2. That the *equal linguistic rights of every individual* be recognised, together with the need to provide *access to literacy in every living African language*.
3. That as many languages as possible in each African state, depending on the number of speakers, be given the status of *national languages*, with an established place in the national education system and in the media.
4. That at least one African language in each state be given the status of *official language*, to replace or be used alongside any existing 'foreign' official language.
5. That all major African languages, spoken in two or more states, be given the status of *regional languages*, with a harmonised programme for their development among the states concerned.
6. That certain major African languages be given the status of *languages of African unity*, reflecting their use across wide areas of the continent, that they be used as the official languages of inter-African organisations, and that their modernisation, study and use be encouraged throughout Africa.
7. That an *inter-African association* be established for the promotion of African languages, and that its title and constitution be formulated in the languages of African unity.
8. That the *general study of African languages and their literatures* be introduced into the programme of all secondary schools and universities in Africa.

The following reflections on the life and vitality of African languages are presented as a contribution to the discussion of the above proposed charter:

No other continent possesses such a wealth of living languages as Africa, and it is remarkable how many African peoples, even with very small

More still, the linguistic policy followed is not the result of conscious reasoned motivations by our leaders today; it is a simple continuation of policies left behind by the colonisers. This is a typical example of solutions of convenience being appropriated to oneself in a given situation without asking further questions. It is high time then that concrete actions were taken so that this problem is solved once for all.

The means at our disposal, to render our African languages effectively official in our countries are many, but the principal ones are: the school, the newspapers, the radio, the television, the cinema and written statements of government.

## REFERENCES

- GILLES, Serge: "HAITI A L'ENCAN" in: *Le Monde Diplomatique*, No. 341, août 1982.
- HERAUD, Guy: "Le statut des langues dans les différents Etats, et en particulier en Europe" in: *Language Problems and Language Planning* Vol. 4, No. 3, 1980 pp. 195-223 (p. 196).
- MANSOUR, Gerda: "The dynamics of multilingualism the case of Senegal" in: *Journal of Multilingual and Multicultural Development*: Vol. 1, No. 4, 1980 pp.273-293.
- OAU-BIL: *Reconsideration of African linguistic policies*, OAU-BIL, 1980, Kampala.
- SOW, A.I.: *Langues et politiques des langues en Afrique noire*, Expérience de l'UNESCO, Nubia-Unesco, Paris, 1977.
- VERDOODT, Albert: "Langue et nationalité" in *LANGUE ET SOCIÉTÉ*, publication trimestrielle du Commissaire aux Langues officielles du Canada, No. 7, 1982, pp. 17-23.
- WATSON, Dr. J.K.: "Cultural Pluralism Nation-Building and Educational Policies in Peninsular, Malaysia", in: *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, Vol. 1, No. 2, 1980, pp. 155-174.

which after serving as a common language to the intellectual and leading elites of all the European countries of the middle ages was, during renaissance, kept away by the vernacular languages of diverse nations that existed at the end of the middle ages. These languages are today the colonial scientific languages.

Another more recent instance from which we should draw a lesson is the origin and expansion of Haitian creole, which is a mixture of French as an imposed language of domination and some African languages, as these were the natively spoken language of slaves who had been uprooted from their tribes. The French masters had forced their slaves to speak French since 1659, and as this colonial language had been adopted by the indigenous leading class and elite after the latter became politically independent in 1805, the lack of official recognition of creole has not prevented it from becoming more popular. And, in fact, (according to a recent article published in *Le Monde Diplomatique*) the government is almost about to make creole the official language of instruction to replace French in order to fight illiteracy better.

## CONCLUSION

After the elimination of political colonisation, our countries must rejuvenate in all other sectors. Their total rejuvenation cannot be conceivable without a cultural revival which embraces national languages, national literatures and other arts. The European renaissance is an example, but what it achieved does not constitute our heritage. Our renaissance can be in opposition to the European heritage.

The unity which the use of foreign languages like French and English achieve in Africa is a unity between the privileged minorities whose interests are in opposition with those of the minority of the population. The latter do not know the official language and therefore feel alienated and oppressed. It is the practice of the official language which determines and defines the social, economic and political promotion.

From a legal point of view, if the majority of the people are obliged to be educated, employed and express themselves through a foreign language imposed upon them by the leading minority, a language which the majority can only master with great difficulty, then one should in advance take necessary measures to prevent the inevitable violence which people would in future use in reclaiming their denied linguistic rights which are fundamental rights recognised in many other countries of the world.

This conference is convened to debate the theme of the linguistic decolonisation of Africa because our countries still give official status to foreign languages which were made official by the force of colonisation. If these languages had ceased to be official at the moment when we got political independence, we would not be discussing this problem.

languages which are not mastered from within; it is a literature of imitation, a superficial literature. It is, moreover, a product of a small minority, addressed to the culturally and linguistically westernised minority which is made up of the ruling elite today. But an original and popular literature can flourish only in a national language which is a language of the masses. The solution remains in recognising the masses and their culture.

African artists of the period before colonisation produced masterpieces in oral literature and in sculpture which has proved their creative imagination. Therefore to abandon African languages would mean the disappearance for the whole world of a particular way of artistic expression.

By becoming official our languages will be the languages of the country-side and of towns, which will reduce the desire of the youth to move to towns the only place where a knowledge of foreign languages is very profitable to the small minority who cannot all find the coveted work there. On the other hand, by giving all the population education in a foreign and not spontaneously utilised language, the country produces educated people that it cannot absorb and whose acquired knowledge is not adjusted, hence not useful to their surrounding.

It would be a great achievement to write constitutions, laws, national anthems of our states in our national languages and to make these languages working languages of courts and of hospitals. Thus the people will be well able to participate in the political life, to defend their rights in a better way and to look after themselves better.

The confirmation of official status to colonial languages in our countries after twenty years of independence has not succeeded in securing the following benefits: access for all to education and employment, elimination of the rural exodus of the youth towards towns, access of the majority of the people to better medical care, greater justice in courts and greater participation and engagement of citizens in political economic and cultural affairs of their country. These advantages are more important than the so-called benefits that are attributed to European languages. To those who see only advantages in the exclusive use of foreign languages, here we say that the granting of privileges and rights to our languages has not only benefits, but also carries no danger at all.

If the multilingualism in which we live was really dangerous as it is alleged, where would we be? What harm is there for a man or a country to speak several languages? Am I dangerous because I speak several languages? Would each African country be unfortunate because of having several official African languages? We note that there are some African countries that have not one but two official foreign languages.

We are deceiving ourselves to hope that Africans can be better united by the adoption of modern European languages. We must learn a lesson from Latin

In addition, what is called the north-south relations also has a negative linguistic aspect concerning Africa. The use of European languages in Africa has the function of upholding and developing the relations between African countries on one hand and the industrialised countries on the other, whereas the use of African languages would have the effect of contributing to and consolidating the horizontal relations (south-south) between African countries themselves. There are no two neighbouring African countries that do not share a certain number of the same languages so that the achievement of African unity takes place by economic, political as well as linguistic collaboration of all the member states — from the nearest to the furthest.

#### **4. THE ADVANTAGES OF USING AFRICAN LANGUAGES IN NATIONAL ACTIVITIES**

It is by becoming official that our languages will be the media of education which will allow a bigger of our populations not only to have access to a more generalised education, but also to have better education, more solid and profitable. The education conducted in our languages, if they are official, will no longer be cut off from the daily life nor from the countryside. The languages of former colonial powers of Europe can be considered not only as languages of one colonial system of education but also, after independence, as obstacles to intellectual, social and economic progress of the majority of our populations.

By becoming official, our languages will be the working languages for everybody. This will give to the whole population access to any function or work of their choice, including the parliamentary function which in numerous countries remain an exclusive right for those who speak official languages of a foreign origin. A knowledge of these foreign languages will no longer be a condition for acquiring certain jobs nor a cause of discrimination between different categories of citizens of the country. Everyone shall have access to elementary technical knowledge allowing him to participate in economic progress.

In becoming official our languages will be the languages of scientific popularisation and slogans of all kinds aimed at making everyone participate in the effort of development and progress in all sectors. One of the conditions of progress in the economic sector, as well as in the cultural sector, is the participation and collaboration of the entire population.

It is by admitting our languages in public life that African literature presently at the verge of disappearance will be able to re-awaken and become modernised. The prospective artists of literature are today not encouraged to express themselves in African languages. The so-called negro African literature in European languages is mediocre because it is written in borrowed

### 3. THE GENERAL DEVELOPMENT OF AFRICAN RETARDED BY THE INFERIOR STATUS OF OUR LANGUAGES

As long as we use imperfectly mastered languages as languages of intellectual work, our ingenuity and our scientific, technical and economic output will not increase. The remedy lies not in our perfecting the knowledge of foreign languages as a priority, because that will bring prejudice to a thorough study of the scientific subjects themselves.

The latter can progressively be assimilated by using the languages we already know naturally. In any case, we must lay the foundation which will allow comparisons between the scientific knowledge that future generations will have acquired by using our languages, and technical performance of other people using their own languages. We would be the losers in an uneven struggle consisting of measuring our ingenuity by that of other people whose languages are difficult for us to use and which we are yet obliged to speak.

In the same way as our achievement of political independence must be regarded as preliminary to the other achievements and developments for which we aspire, so the recognition of our languages is preliminary to the achievement of many of our aspirations which are hindered and destroyed by the obstacle of foreign languages. These separate the school, the hospital, the court, from the home and from the realities of the village, and in the end alienate neighbouring and similar tribes, setting them one against another. Thus the linguistic barriers caused by the institutionalisation of foreign languages have negative effects, not only between categories of citizens within the same country but also on the levels of relations between countries which are identical, but are declared different by the mere fact that they have been under the domination of different European linguistic systems.

Maintaining colonial languages is a cause of instability and uncertainty in our efforts of cultural and economic development. Because of mutual and permanent influence between the dominant foreign languages and the local languages which resist being completely overshadowed, there is an intervening situation during which the non-recognised local languages will continue to exercise a leading linguistic influence, while the official foreign language does not become any better, despite the increase of expenses to this effect.

Thus for a long time, the situation is neither good for the official language nor for the local language: a culture lacking a stable means of expression can only be mediocre. The efforts dedicated to the improvement of an official language that is not rooted in the population does not yield the anticipated economic fruits. Schools produce people who are not fit for the environment they are supposed to serve and this favours the rural exodus of potential worker that the towns cannot employ.

languages. It is a status by decision or by decree of government. If we have the political will to do it, we can decide at a moment's notice to make certain African languages official languages in African states.

It is a right of African languages to serve in public life. Moreover, one should not put forward the argument of technical underdevelopment which would prevent them from fulfilling an official function. Countries which have already chosen to utilise their local national languages as official working languages do not complain of any insufficiency of these languages in any sector. It is the countries which hesitate to adopt this line of conduct that forward arguments such as scientific underdevelopment of their languages. It seems these reasons are not real, but imagined to justify afterwards the decisions already taken of not using African languages.

The official status is not a reward for scientific achievements, it is a political favour. The languages of people who lose their political power and freedom lose also recognition even if these languages are the so-called scientifically well developed; it becomes official again — recognised as of value — if the subjugated people regain their independence. Thus the regaining of their official status by our languages, which they had before colonisation, should go hand in hand with our achievement of sovereignty.

So there is something irrational and incomprehensible in the allegiance that all African leaders and elites manifest to foreign languages even though not all of them did their studies in the humanities. Maybe be it is due to the fact that during our long years of education, the command of a colonial language was considered as the condition sine qua non of scholarly success, so that, by extension, we are used to considering without other supporting proof, that the economic progress and development of our countries are themselves also conditioned by the maintenance of a foreign language. No experiment has been attempted to see if the suppression of a foreign language and its replacement by a local language in the national life of a country would necessarily cause technical and economic retardation. It has not yet been proved that the adoption of a developed foreign language by a minority elite automatically entails economic and socio-cultural well-being of an entire given population.

On the other hand, it is absolutely certain that the inferior status reserved to African languages prevents the speakers of these languages from consciously participating in the economic development of their countries and from producing literary works and diverse books, which other languages — supposedly superior — would not produce in their place. This deprives African countries and the whole world in general of irreplaceable cultural products.



2. **Being a language known by a very large part of the population.** A very large part of the indigenous population should have the privilege of being the depository of the knowledge and the best usage of the official language in their country. One should not give a language the status of being official and then look abroad to know which grammar, what vocabulary and what form is suitable or not. A large population of a country should have the privilege of speaking their official language better than foreigners in that country. In short, an official language must be a language in which a large portion of the people find a certain natural ease to express itself.
3. **Being a language of common use.** The most commonly employed language among the population deserves being made official, at the service of such a population in order to facilitate and not to block the integration and mobility of the population. This means that official status must be given in recognition of an already existing situation, which is that of a language more generally used than a language of minority, even though this minority is a certain elite. The work of everybody is facilitated if an already widely used language is declared official instead of the imposition of a foreign and minority language for which so much effort in personnel, money, material and time must be sacrificed to make it a working language for the majority of the population.

The three conditions formulated above are those that are met by official languages of countries the world over; so they are objective criteria. The foreign languages which are today official in our countries do not meet these criteria. If they are official, it is only by virtue of their forced imposition through colonialism. So, presently there is a real problem in Africa — that of linguistic decolonisation.

Maintaining the official status of colonial languages is responsible for the fact that the rest of the world twenty years after our independence, continues to call African countries, not by their proper names, but by reference to the former colonial power. Thus Africa is *francophone*, *anglophone* or *lusophone*, to recall that we have been colonised either by the French, the English or the Portuguese. And what is surprising is that we are proud of being called *anglophone* or *francophone*. The Asians and the Arabs who have undergone similar colonisation do not get flattered to see themselves referred to in these terms.

African countries should be referred to in terms which honour their quality of being independent nations — but not labels which always remind them that they were under such domination. The domination we have suffered in the past should belong to the past and cease to be reminded to us from day to day by the maintenance of its present linguistic aspects.

Being official is a privilege that can be given and withdrawn. The official status being enjoyed by colonial languages is not an intrinsic quality of the

for tomorrow, we are upholding it already: it is here.

This neglect of African languages in the school curriculum is only a part of the complete lack of consideration for all untaught subjects such as African songs and music, African dances and theatre, African story-telling and oral literature, African sculpture and plastic art... No African school after independence, takes care of any aspect of African culture in general. African languages are neglected just as the whole culture which does not benefit from the infrastructure of the education system and survives on its own on streets and in traditional villages.

But the knowledge of one of several foreign languages being necessary to all men whose professional activity surpasses the strictly national framework, some citizens of each African country must learn languages of other African countries and of the world. This is why in anglophone countries there is the teaching of languages other than English which is yet the most widely used language in the world. But the learning of a foreign language, whichever it may be, should never have priority over that of a national language.

Certain foreign languages may have priority over other foreign languages in a given country. In Africa, the European languages could thus have this privilege in relation not to the African languages, but to other non-African languages.

## **2. AFRICAN LANGUAGES ALONE ARE QUALIFIED TO BE OFFICIAL LANGUAGES**

What is very serious is that African national languages have no right and correspond to no advancement, no reward: intellectual professional or governmental. Their only right is that of existence. And the attitude of indifference and, at times, of hostility vis-a-vis indigenous African languages is not going to improve and change progressively by itself. There must be a radical revolution to make our national languages official languages of our states.

We are impatiently wondering why this is being delayed when it is known that official status does not fit colonial languages but fits — since long ago native national African languages hitherto denied of such status. A language should answer to the following criteria to merit official status:

1. **Being an indigenous language to the country.** This is to avoid a language which is declared official being foreign to all the population of the country. A big part of the population should be able to identify itself with the language declared official in their country. In other words, the official language must be able to partly play the role of a national symbol which by nature is not an object imported from outside.

Thus, there are some Africans who have as a mother tongue not an African language like that of their parents, but a colonial language. This European language is not their mother tongue but their language of birth, even if they do not speak it as well as native Europeans.

The number of Africans who can only speak European languages is growing from day to day, because it has become a custom to most of us, not only to put our children in entirely European schools, but also to impose on them a colonial language as a language of birth.

In the near future, these Africans with a European language of birth will claim, with right, that *their European language of birth is as African* as the authentically African languages, because they would have learnt it from birth in their homes, here in Africa. That will not be their fault. It will be at that moment too late to hold a conference on the theme of *linguistic liberation and unity of Africa*.

Thus, it seems obvious that many Africans are really tempted to adopt one or another of the colonial languages to the point of not considering them any longer as foreign languages. This temptation is great because of very considerable advantages which their status of being official gives to these languages. We are not encouraged to adopt our languages as national languages because, what is national, in contrast to what is official, carries no privilege. The rights and privileges attached to an official language are far more important than those attached to a national language.

From what has been said earlier, let me point out two unfortunate practices which must be condemned very strongly. The first one is the teaching of European languages to African children as their first language from their homes. By so doing we are making our children consider African languages, which are well spread and spoken all around them, as irrelevant languages which can only be learnt later while playing in the streets.

The second practice which is the cause of the first one, is the use of the colonial languages as a means of all teaching, beginning with nursery schools.

The African language, which is the first language of the majority of children, has no other way of showing itself but through the most elementary orality. It is a language that can only be spoken, with no privilege of being written and read — this being the exclusive right of colonial languages. The invasion of African homes by European languages is a consequence of the absence of African languages in *African systems of education* — if our educational systems can still be thus qualified.

It is to facilitate the education of their children that some parents adopt colonial languages as preferential languages of daily use in their homes. The two practices above have as a consequence the lamentable fact that we now produce offsprings — African in flesh and blood who do not know how to breathe in an African language. The spiritual and cultural loss of roots is not

A.I.SOW (1977: p. 18) where the Secretary of State from the French Ministry of Foreign Affairs is quoted as saying:

*"The first objective of my department is to favour the penetration of the French language and culture in African countries and Madagascar... The second objective that we have in view is of an economic order: the maintenance and development of commercial and industrial French interest equally constitutes one of the constant preoccupations of the secretariat in the Ministry of Foreign Affairs in charge of co-operation..."*

It would be expected that Africans do not finance the expansion of colonial languages, while they fail to support the promotion of their own national languages. It is national pride which makes each nation consider its language as an exclusively important heritage, and it is this importance attached to a national language which makes it an official language.

Hence, for what is national not to be official is inconceivable: almost everywhere in the world, what is national is identical with what is official; one condition for something to be official is its being national. Because of its being identified with what is foreign, *something not national is not*, in most countries, *official* — especially when it concerns languages.

National languages are symbols or, in any case, attributes to the national identity. A national language liked by those who use it — the natives — is cultivated by the latter who often believe that they know and practise it better than any foreigner.

It is justifiably an object of pride to the native speakers or to those who have adopted the nation which this language represents. On the other hand, a foreign language spoken with a very great probability of mistakes, is always spoken with some fear, if not lack of confidence, pride and ease, especially before a speaker to whom it is a mother tongue. Thus, in speaking official languages which are not our national languages, we have an inferiority complex before foreign speakers to whom *our official languages* are their mother tongues. Our exclusive patient and costly attempts to learn these foreign official languages cannot improve 100% our command of them; and we shall hence continue to lack self-assurance and self confidence — although we are "politically independent".

All Africans who have been under European colonisation speak colonial languages with evident faults, which some would like to exalt in quality, by saying that they speak a variety or dialect of the European language in which their faults are observed. This appropriation of a European language by Africans is evident especially in those whose parents teach a European language as a language of birth to their children in preference to all African languages.

### III.

## RECONSIDERATION OF THE OFFICIAL STATUS OF COLONIAL LANGUAGES IN AFRICA

by Kahombo Mateene

### PRELIMINARY REMARKS

It is an obvious fact to everyone, including non-linguists, political leaders as well as average citizens, that there are many languages in Africa.

But these languages are of several kinds from the point of view and position of observers. To the average citizens, there are languages of the whites and languages of the blacks, which to the African nationalist corresponds to the distinction between European colonial languages and African national languages. Another socio-political distinction which is not made by ordinary people is the one between official language and local, native or national language.

This distinction between the *official language* and *national language* is peculiar to Africa, it is abnormal, because what is normally *national* is *official* in the whole world. But in Africa very few national languages are official languages, and the usual practice of the majority of our states is to honour the foreign European languages with the exclusive status of official languages.

In this paper, I will underline the abnormality of, on the one hand, our having languages called *national* which enjoy no privilege, and, on the other hand, of having *non-African* languages — therefore *foreign* and worse still colonial — which *have all the advantages of official languages*.

### 1. THE PREPONDERANCE OF FOREIGN LANGUAGES IN OUR EDUCATIONAL SYSTEMS IS AN ANTI-AFRICAN PRACTICE

The importance which all nations of the world attach to their respective languages is evidenced by the considerable expenses dedicated to the teaching of these languages in the respective countries. No authority neglects the linguistic aspect of power.

Military, political and economic conquests are always accompanied simultaneously or immediately by very expensive linguistic expansion. And in no case, has any country voluntarily met the expenses of a linguistic expansion to the profit of another. England does not finance the expansion of the French language in the world; Russia does not finance the expansion of the English language; nor does China finance the expansion of the Spanish language. Certain governments pay even more attention to the expansion of their national languages than they pay to the economic objectives, according to

towards the promotion and integration of African languages in the mainstream of all activities in each country.

3. That African governments resolve to take immediate steps that would lead towards the achievement of linguistic unity nationally, inter-nationally and on a continental basis.
4. That African governments commit themselves to introduce, at all levels of their educational programmes, the teaching of African national languages.
5. That a charter to be known as the *Linguistic Charter for Africa* to provide a set of guiding principles as well as a framework for action to be subscribed to by all Member States in their implementation of the objective of achieving African linguistic liberation and unity, be prepared and elaborated upon.
6. That it becomes the conviction of African linguists that the best way of developing and modernising African languages in order to render them more suitable for all communicational requirements is to involve them, without further condition, in the acquisition of knowledge and as a means of communication in all national activities.
7. That African linguists are ready to commit themselves to ensure that African languages do not die by actively engaging themselves in those activities that foster African languages and by actively supporting policies aimed at promoting African languages at all levels of communication.
8. That a professional body to be known as "Inter-African Linguistic Association" be formed to provide, among other things:
  - (a) an umbrella under which all African linguists would explore ways and means of working more closely together towards the achievement of linguistic liberation and unity of Africa.
  - (b) professional advice and guidance to BIL in the implementation of the objectives assigned to it.

## 2.2 Linguistic unity at regional and continental levels

Some languages in Africa, considered as main languages at the national level, have already, through their own dynamism, spread beyond their own national borders of origin. They have become inter-African through being widely used in several neighbouring countries. This is the case, for example, of Kiswahili in East Africa, Hausa in West Africa, Arabic in North Africa, Lingala in Central Africa and Zulu in Southern Africa. All these languages can be spread even further if they are taught in countries which do not have them as national languages or in countries lying outside the region where they are mainly used. In order to achieve this, inter-state collaboration among African countries is called for.

While exploring the possibilities of achieving linguistic unity at the regional and continental levels, it is worth bearing in mind that relegating the linguistic problems of the continent to the limbo, with the hope that such problems will disappear by themselves through not being discussed at all, will not solve anything. If anything, the problems are more likely to grow out of manageable proportions through not being discussed.

It is also worth bearing in mind that uniting Africa linguistically is a long term objective which does not, for the time being at least, mean the adoption of *one* indigenous African language. Rather, uniting Africa linguistically means to start working for the provision of future generations with a small number of African languages commonly known by the majority populations of Africa.

Africa will be considered united linguistically when the majority of its population are capable of communicating among themselves by either using a common language or by using a few different languages with the assistance of interpreters.

## 3.0 RECOMMENDATIONS

From a consideration of the various points which have been raised in the previous sections, and without being prejudicial to the outcome of future deliberations on the subject, BIL wishes to put forward for consideration the following proposals as steps that may be adopted to bring about rapid linguistic liberation and unity of Africa:

1. That African leaders realise and accept as a fact that Africa is faced with a linguistic problem that needs urgent solutions that would safeguard the independence and unity of Africa and that this question be debated in one or several of the OAU's forthcoming meetings.
2. That African governments check the current over-dependence on European foreign languages and commit themselves unequivocally

bring about the unity of the majority of the people. That the majority of African countries are multilingual should not deter efforts on the part of governments in taking decisions that may lead towards linguistic unity within their countries. This is particularly so since the achievement of national linguistic unity does not presuppose the number of languages that would be involved in bringing it about.

In any case, in all African multilingual countries there is always a small number of main languages often widely known and used by speakers of numerically smaller languages. These languages can be the official languages of government while the right of local limited use is accorded to the minority languages, which could for example be used as languages of primary school education, to allow children to acquire their initial skills in reading and writing using their mother tongue.

At the national level, if the main languages are used in their respective regions of origin, they would be learned by choice in other regions. Over the course of time and depending on their own dynamism, one or two of the major languages would emerge as the languages that truly unite the nation. The linguistic national unity to be achieved or pursued in the long run is considered on the background of multilingualism, just as the political national unity, which was never questioned at independence 20 years ago, was forged through a multiplicity of various kingdoms or politically separate tribal groupings within each one of what we consider today one country.

The only difference between the past multiplicity of tribal affiliations and the multiplicity of the present languages within one country is that the former were united by force, by the colonial powers, whereas the latter is a challenge left for us to deal with. Linguistic multiplicity can be overcome like political separatedness was overcome and is now a historical fact. Linguistic decolonisation should be fought for nationally, just as political independence was fought for.

We suggest, therefore, that countries where there is a majority language, like Wolof in Senegal, Bambara in Mali, Shona in Zimbabwe, Sango in Central African Republic, Nyanja in Malawi, More in Burkina Faso, Lingala in Congo and Ewe in Togo, lead the way and declare these languages official in their respective boundaries. We acknowledge the fact that Ethiopia, Somalia, Tanzania, Rwanda, Burundi, Madagascar and all the afro-arab northern African countries have already taken decisions which favour the use of their African languages in education and in public life. The remaining multilingual majority of our countries are urged to start the struggle for total linguistic decolonisation of their borders without any further delay.



foreign or native languages. The issue should be raised and kept alive for consideration by all. Indeed, one of the difficulties to solve is the general lack of discussion in national political forums of issues such as these.

## **2.0 LINGUISTIC UNITY OF AFRICA**

In addition to evolving a strategy for linguistic liberation, another strategy to unify Africa linguistically has also got to be worked out.

While going about this important task, it is worth bearing in mind that the majority of African countries are multilingual with a plethora of indigenous African languages to match the plurality of ethnic identities and cultural heritages found on the continent. But this in itself is not a feature which is unique only to Africa and should not be interpreted as a curse on this continent.

What is important for Africa is the realisation that it is possible to achieve as well as maintain unity in spite of the noted diversity. Politically, this is already a reality, with the multiplicity of ethnic identities within a common border being accepted as one country with enough features to sustain the common interest or interests of the peoples of that particular country. Linguistically, Africa has got to accept its fundamental multilingualism while at the same time it faces realistically the challenge of identifying and promoting certain African languages which may be capable of sustaining the common interest of the majority populations at various levels, beginning with the level of each individual country and going up to the continental level. Steps which may be taken towards the realisation of linguistic unity at the various levels are dealt with in the rest of this section.

### **2.1 Linguistic unity at national level**

It is worth pointing out that in a number of African countries, European languages are maintained and accorded official status to the exclusion of any other language indigenous to the country, because European languages are alleged to be 'neutral' — since they do not belong to any particular social group within a particular country, for that particular group to appear to have an advantage over any other group, should its language be chosen to become the national language. And yet, maintaining European languages as the languages that unite Africans at the national level, if it achieves anything, only succeeds in uniting small groups whose common denominator is the possession of those European languages to the exclusion of the silent majority without access to the sweetness and light, only such languages can bestow.

It has to be stressed, however, that it remains a hypothetical supposition that ethnic conflicts would automatically arise whenever particular languages indigenous to a multilingual country are elevated to official levels as a move to

acclaimed with pride. Without the linguistic liberation of the continent, Africa will not be able to forge ahead in the decade leading up to the year 2000.

Since the majority of Africa's population live, and will continue to live and work in rural areas for a long time to come, a recognition of the viability of African local languages as the most suitable media of communication in these areas would result in the availability of more appropriately trained young people, who would creatively use the languages they understand best, in contributing to the development of their environment. The training and respect for local African languages received by the youth in rural areas would, in turn, encourage them to stay, and work in the rural areas, thus decreasing the current massive drift by the young from rural areas into big cities, in search of jobs which are supposed to make use of their acquired foreign language, usually practised only in urban areas. Thus the promotion of African languages would contribute not only towards the economic development of rural areas, where most people live, but it would also, in the long run, prevent an increase in the number of urban unemployed persons.

### **1.5 Difficulties to be encountered in the implementation of the objective of achieving the linguistic liberation of Africa**

To assume that the implementation of the objective of achieving the linguistic liberation of Africa will be accomplished without difficulties would be unrealistic, given the strong vested interests which minority groups have developed during the period when foreign European languages have reigned supreme in all affairs that matter in their respective countries.

The shift in patterns of language use, a shift in favour of the languages of the masses, is most unlikely to come about without a protracted struggle on the part of those in favour of maintaining the status quo, where African languages do not provide the key to a good life.

If, however, interest is to be focused on the masses rather than on minority groups, then the call to liberate Africa linguistically must be interpreted as timely. Consequently, urgent steps must be taken to ensure its speedy implementation. This calls, above all, for unequivocal commitment on the part of African governments towards the integration of African languages in the mainstream of all activities in each country, while at the same time there is a deliberate disengagement from the grip and dominance of foreign languages. If this is followed by national action programmes involving a switch of resources from foreign to African languages, then the difficulties to be encountered in the implementation of the objective of achieving the linguistic liberation of Africa may not be insurmountable.

Let us stop thinking that it is not important to be governed through either

privileged and unable to contribute in any significant way to the well-being and development of their own countries.

With the use of indigenous African languages instead of foreign so-called official languages, the existing gulf in communication between governments and the masses in most African countries would be bridged. Thus in such countries, the task of mobilisation of the masses to engage fully and creatively in the developmental process, a task which now appears impossible to accomplish with foreign languages as a base for development, would be accomplished more easily.

The increase in use of African languages would in turn create an impetus for more scientific studies of these languages, thus guaranteeing in turn, not only the development of these languages, but also their continued survival. If African languages are not used, particularly in sophisticated activities, nobody will feel the urge to improve them and, under such circumstances, we shall always have to resort to foreign imported languages.

In the long run there is very little doubt that our languages may die out or at least have a more reduced importance due to their low level of development, out of keeping with the demands of the modern world.

#### **1.4 Linguistic liberation as a basis for economic, social and cultural development in Africa**

The plan of action for the establishment of a new international economic order in Africa which has been accepted by all Africa's leaders gives an important place to the development of human resources. It clearly recognises the fact that since Africa's greatest asset is its human resources, full mobilisation and effective utilisation of the labour force (men, women and youth, both trained and untrained) for national development and social progress are a major instrument of development.

Such a mobilisation, however, will not become a reality until and unless the languages of the masses are properly integrated with the economic, social and cultural framework of their respective countries. This necessarily calls for fundamental changes in the linguistic policies that were inherited by many African countries from the colonial period.

The success of measures to achieve the goals of rapid self-reliance and self-sustaining development and economic growth will depend on how quickly African leaders are able to alter the trend of events away from extreme dependency on foreign European languages.

More liberal attitudes towards all languages within each country's borders will have to be adopted. The multiplicity of languages within the majority of African countries will have to be accepted and recognised with pride, just as the multiplicity of cultures in many multilingual countries is accepted and

mobilisation and participation of the majority of Africa's populations in the tasks of development, using the languages understood by the majorities, real progress will for ever remain a mere illusion.

There is no evidence whatsoever to prove that by using languages indigenous to Africa, advances in the scientific and technological fields leading to overall development of our societies cannot be achieved. The advances made in these fields by Japan and China, to mention but two countries in the world where the language of the people is allowed to play its full role in society, should open our eyes to the realities of the situation, namely that emphasis on foreign languages is not advancing the cause of our economic development.

If anything, it is restricting access to technical knowledge to a very tiny minority. However, if education is conducted through indigenous African languages, then technical know-how, a prerequisite to economic development will be available to a greater number of our people and will be more easily acquired.

Trying to force everybody to master one particular foreign language, as our present educational systems have been trying to do, is not only proving to be extremely costly but is, above all, delaying the popularisation, among the majority of the population, of basic scientific and technical knowledge, a prerequisite to the general overall development of Africa.

Since these educational systems have been with us now for over twenty years without producing the desired effects, it is high time we all realised that it is easier, less costly and of a more lasting value to make African languages the working languages of everybody, including the foreign educated minority which should take refresher courses in African languages, if need be, than to make a foreign language the only working scientific and technological language.

### **1.3 The role of indigenous African languages in the linguistic liberation and development of Africa**

The languages of the majority of Africa's populations are African languages. As such they must be accorded their rightful place in all aspects of the activities of the societies where they are spoken. It has to be recognised not only as an anomaly for a country, let alone a continent, to be governed in languages that the majority of the population do not understand, but that to continue with such a trend is to perpetuate the neo-colonial process which identifies with the linguistic instruments of foreign cultures and represses African languages and cultures.

The acceptance and accommodation of African languages within the mainstream of all activities of African countries would be a major boost to the morale of the vast majority of African populations who now feel under-

well as pursuits that are essentially Western in orientation.

Almost everywhere in Africa today there is an urgent need for African linguists to find individual solutions to the dilemma of making their professional activities relevant to their own speech communities. African linguists have no alternative but to focus their attention more on linguistic issues which are more specific to the African continent, even at the risk of appearing to isolate themselves from the mainstream of Western linguistics, if they are to play a positive role in the struggle to liberate the continent linguistically. African linguists can and should write in African languages in order that others may learn to read in these languages, but also for the sake of facilitating the introduction of these languages in the educational systems. They must reduce to writing and reading languages still unwritten, and their duty is also to promote the production of all kinds of literature in the written language.

## **1.2 Advantages and disadvantages of foreign languages in Africa**

In spite of their accessibility to a small minority, foreign languages are accorded official status in many African countries. They are used widely in government, education and the mass media and special attention is accorded to them mainly because these languages impart advantages which African languages do not. The often quoted advantages are those of a scientific and technological nature.

Moreover, it is generally argued, it is through foreign languages that Africa can best be explained to the outside world. If Africa is to keep abreast with the rest of the world, the argument continues, then Africa has no alternative but to stick to European languages. As such, therefore, a knowledge of a foreign language is considered both a necessity and a means to development.

The spirit of education is mainly oriented towards the acquisition of foreign languages, while the acquisition of other subjects necessary to technical and economic development is delayed, until these foreign languages are mastered. Priority is accorded to the acquisition of European colonial languages in our educational system to the extent of making their mastery a condition which has to be fulfilled in order to have access to either other subjects or to further training.

However, the advantages that may seem to accrue from the use of foreign languages in Africa are greatly outnumbered by the disadvantages. Being understood by only a tiny minority means that the use of foreign languages in official matters excludes a very large majority of the African population without access to these languages. The common man is forced to see his laborious existence as a curse brought upon himself by his failure to go to school and by his inability to manipulate that magic key to social and economic advancement — the foreign language. And yet without effective

to react against historical factors were beyond the reach of Africans in general.

Given this kind of attitude on the part of many African intellectuals, how can African linguists, who themselves are part of the African intelligentsia, contribute effectively towards the liberation of their people from the inferiority complex that must of necessity arise out of a relegation of their languages to a position of insignificance within their societies?

As intellectuals and as committed Africans, linguists have a role in propagating, within the societies in which they live, the right kinds of attitudes towards languages in general and African languages in particular. African linguists could, as a start, assist by themselves discarding any chauvinistic attitudes they may have held towards European languages and conscientiously use African languages more often at home, at their places of work and whenever they meet fellow Africans speaking the same language.

They could also take steps to ascertain that these languages do not die by ensuring, for instance, that their offspring are properly grounded in their African languages of origin, particularly during their early, formative years at home or school.

But it has to be realised that acquiring a firm foundation in one's language of origin is an impossibility where the system of education in practice, particularly during the primary and secondary stages, is based on a medium which is foreign to the people who are supposed to be the beneficiaries of the educational system. Linguists have, therefore, to condemn such systems and to dissociate themselves from their perpetrators.

We have to avoid, in particular, being identified by governments as being in favour of systems of education that exclude African languages in their curricula, when governments notice the enthusiasm with which we send our children to schools where it is a criminal offence to communicate in anything but European languages.

African linguists should resolve to support the introduction by African governments of policies favouring the introduction and use of African languages as official means of communication in all national activities. African governments should in turn know that linguists are technically ready to assist them implement their policies, once policies in favour of African languages are publicly pronounced.

It is the pronouncement of such policies which will determine the development and the production of more educational materials in African languages.

The present shortage of such materials is only a consequence of the lack of policy in this aspect and should not continue to be used as an excuse for not implementing policies which give official recognition to African languages.

Within their academic sphere, African linguists have, above all, to demonstrate their decreasing dependency on models and language interests as

Given the above state of affairs, BIL considers it a matter of great urgency and importance for Africa, and African political leaders in particular, to bear in mind the fact that Africa is suffering from a grave linguistic problem, which needs attending to if general progress is to be realised everywhere. Our leaders have to make a realistic reappraisal of the linguistic problems of the continent and then adopt policies that would safeguard the independence and unity of Africa linguistically. Hence BIL's original desire to convene this conference, where, in view of the extremely important role governments have to play in bringing about linguistic independence and unity, each member state of the OAU had been invited to be represented and to contribute positively in evolving a strategy for action. Such a strategy of action did not evolve due to the postponement of the conference. However, since it is clear that such postponement does not invalidate or render any less relevant the message and ideas that were to be stressed at the conference, and since, in any case, our objective is to expose the linguistic problems of the continent with a view of finding solutions to them, BIL has seen it fit to make available to the general public its own views in this volume, as well as the views of some of the linguistic experts who had originally been invited to participate.

## **1.0 LINGUISTIC LIBERATION OF AFRICA**

In evolving an over-all strategy for action to liberate Africa linguistically, BIL considers it most important that a thorough evaluation of the linguistic policy of each member state of the OAU be made with the aim of ascertaining whether or not the policies being pursued guarantee and perpetually safeguard the linguistic independence of each country in particular, as well as of the African continent in general. In making such an evaluation a realistic appraisal of the following five key factors is necessary:-

### **1.1 The role of the African Linguist in the struggle for the linguistic liberation of Africa**

The attitude of many African intellectuals towards the languages of their origins leaves a lot to be desired. To most, African languages are not only inferior when compared to European foreign languages, but are really not worth worrying about. When they are to be acquired at all, this can be done easily either in the streets or informally at places of recreation. And since they are not indicators of a person's social status, their use is not to be overtly encouraged at any level. Instead, European languages which are 'the key to everything' are to be used and encouraged throughout. And if it can be pointed out that the present trend shows a disproportionate increase in the use of as well as dependence upon foreign languages, such intellectuals hasten to put the blame on historical factors — colonization — as though the capability

## II.

# LINGUISTIC LIBERATION AND UNITY OF AFRICA

by OAU-BIL

### INTRODUCTION

In accordance with the tasks and objectives of the OAU Inter-African Bureau of Languages (henceforth BIL) assigned to it by Decision No. AHG/Dec. 8, 1966 of the Assembly of the Heads of State and Government, the first Inter-African Conference on the theme *Linguistic Liberation and Unity of Africa* was planned to be convened early in 1982 with the principal objective of discussing the many hitherto unsolved problems pertaining to the linguistic independence and the linguistic unity of the African continent. This conference, however, did not take place due to reasons beyond BIL's control.

Were this conference to take place today, it would do so against a background which has seen little or no change in the ideas and attitudes of a very large section of African leaders and the elite with respect to the linguistic independence and the linguistic unity of Africa.

Years after the attainment of political independence, the majority of African independent states have continued to practice linguistic policies inherited at the time of independence, where, on the whole, foreign colonial languages are more favoured than the languages indigenous to the African continent. Indeed, in some cases, it may be possible to demonstrate that the linguistic policies being followed today in certain African independent states are still as colonial in outlook as they were during the period prior to the attainment of political independence. Nothing seems to be done without resorting to the European languages as the exclusive means of communication, not only among member states, but even for internal matters within the same state. In this way our communication systems at all levels and in all activities appear to be dependent on foreign colonial languages.

At the same time, the idea of the linguistic unification of Africa by means of African languages is not on the priority list of many African leaders.

On the contrary, it is widely believed that African linguistic unity would be better achieved by recourse to foreign European languages. Not only are African languages kept far from the minds of many African leaders and intellectuals, but they are also denied the benefit of modernity which seems to be restricted to European languages. As if African languages are not worthy of being written and read, they have largely been kept to their traditional role of being used orally without benefiting from being used in reading and writing and from associated development.



leadership, in the light of experience from a wide range of educational models, to adopt a more realistic approach which seeks to strengthen and give support to Namibian languages for the overall success of the intended strategy of replacing Afrikaans, the language of apartheid, with English as a medium of education in independent Namibia.

Though not originally prepared for the BIL conference, this paper has been selected to appear in this collection for its relevance to the theme of this publication and for its overall advocacy of the view that the over-use of former colonial languages at the expense of education in the mother tongues is not healthy for Africa and, therefore, ought to be avoided.

**6. Colonial languages, as compulsory means of domination, and indigenous languages, as necessary factors of liberation and development, by K. Mateene.**

In this paper the linguistic unification which is imposed from outside through colonialism, where the colonisers had no choice but to use their languages and to impose them on the colonised peoples of Africa, is examined side by side with the kind of unification that would prevail once languages indigenous to Africa are used. The same paper further compares the consequences of the imposition of colonial languages in administrative and socio-economic spheres to the consequences of the use of local languages in the introduction and spreading of the activities of missionaries in Africa. The success of the latter and indeed the continued acceptance of missionary activity in Africa is shown to be partly dependent on the linguistic policy they adopted which put a high premium on the languages of the people they wanted to convert. Likewise, we are urged to strive for real linguistic unity based on the use of indigenous languages, as the best way to influence and bring about profound changes in the lives of the African peoples.

Like the paper on the linguistic policy for Namibia, this particular paper was not specifically prepared for the BIL conference.

The paper was prepared while its author was on sabbatical leave at the University of Port Harcourt during his sabbatical leave in 1983/84, and its inclusion in this publication is due to its relevance to the general theme of the publication.

BIL is grateful to all the contributors to this publication. To them alone can be ascribed the facts and opinions expressed therein, which are not necessarily those of BIL and do not commit the Organisation.

Long live African linguistic decolonisation and unity!

*John Kalema*

elite, as it is shown by the history of the relation between modern European languages and Greek and Latin. It is recommended that since the systematic study of non-official languages, especially minority ones which may be more vulnerable to threats of extinction, is no danger to national unity, Africa should adopt a policy of attending even to its minor or lesser languages, if it is to remain African. The overall lesson and suggestion from this paper is that:

unless the current state of total neglect of African languages is changed for the better, African languages are threatened by decline, slow disappearance and, ultimately, by death, which not a single African would publicly welcome.

**3-4. Both Professor Dalby and Professor Alexandre** who are the contributors of the two papers outlined above are non-Africans, but they are both devoted students of Africa and its languages and, in a way, represent the two most widely used foreign languages in Africa: English and French.

We can also safely assume that they are both under no obligation to reach the kind of conclusions they do reach in favour of the promotion of African languages as a means of liberating and further uniting this continent. Their conclusions need to be taken seriously, particularly by those who are yet converted to favouring African languages more than European foreign languages in Africa. If those who should be advocating increased use of and dependency on European foreign languages in Africa are already convinced that such policies would not be in the interests of Africa, then, surely, it is high time that we Africans take steps to ensure that African languages are properly rehabilitated and promoted within our midst for the sake of Africa.

**5. Namibian educational language planning: English for liberation or Neo-Colonialism?**, by R. Phillipson, Skutnabb-Kangas and H. Africa. This contribution is unique in the sense that it is written about a proposed language policy of a country, Namibia, which has not yet achieved political independence, but is poised for it in the very near future. As one of the last vestiges of colonialism in Africa, Namibia has a unique opportunity where its leaders are able to address themselves to the issues of which languages are to be promoted in independent Namibia, with the full advantage of all the experiences independent African States have gone through before them. The real test before these leaders is whether or not the mistakes committed elsewhere with regard to the choice of languages to be promoted are going to be avoided. What role does this leadership envisage for Namibian languages vis-a-vis other foreign languages which are already in Namibia or which are due to be introduced into the country? While not in opposition to the policies already pronounced by SWAPO, the paper, nevertheless, calls on Namibian

of the OAU meet to debate this issue and elaborate a new linguistic charter which will be used in the practical rehabilitation of African languages.

**2. Reconsideration of the official status of colonial languages in Africa, by K. Mateene,** underlines the abnormality of having languages referred to as national, as African languages are referred to in many African countries, while enjoying no privilege whatsoever, and having, on the other hand, non-African languages to which are accorded all the advantages of official languages. This distinction between official language and national language is shown to be peculiar to Africa, since elsewhere in the world what is national is of necessity official at the same time and is automatically accorded all resulting privileges. It is argued that only African languages, and not European foreign languages, are qualified to be official languages in independent Africa.

**3. The life and vitality of African languages: A charter for the future, by D. Dalby,** explores ways in which the linguistic vitality and variety of Africa can be harnessed for the good of the continent as a whole, by putting forward practical proposals which could form the basis for a charter for the liberation and active development of African languages. It is stressed that African languages, in spite of their number, can be a means of promoting the future unity of the continent, due to the close inter-relationships existing between many of them which encourage bilingualism and multilingualism among speakers of these languages, thus facilitating in turn the spreading of African languages of wider communication. It is also stressed that the progressive development of selected African languages as a means of international communication and unity within Africa is desirable and should in no way be compromised by the need to use foreign languages for world-wide communication.

**4. On the death of languages, by P. Alexandre,** examines the problem of linguistic relations by emphasising, on the one hand, the universality of the problem and by dealing, on the other hand, with African aspects of it. When can a language be referred to as dead or living? Some European languages which were international are dead, though still written and read, whereas many unwritten African languages are still alive. The paper shows that due to the capacity of resistance and self-perpetuation of African languages, the extinction or total death of languages is not a common feature of the African scene. European colonial languages, it is argued, in spite of their current prestige in many African countries, have not eliminated any local languages and are unlikely to do so in the future. It is more likely that the unwritten African languages spoken by the majority of the local populations will resist their attempted elimination by the foreign written languages spoken by a small

Africa: language policies which are in the interest of Africa's long-term overall development should place African languages at the core of that development. But African languages will not become viable tools of development, with the ability to play their rightful roles within the mainstream of all activities in Africa, starting from the individual member state level, unless and until the African political leadership begins to take decisions that enhance the position and status of these languages. This calls for genuine commitment on the part of individual states, which have to take definite steps to shift away from the grip of colonial languages and to offer practical support to African languages, which would lift them from their present level of neglect and underdevelopment.

It is true that given the numerous problems facing Africa, some of which are beyond its own control, the desired goals cannot be achieved overnight. This, however, should not make us inactive. Already within Africa some countries have taken definitive steps to come to terms with the linguistic problems of their respective countries and have evolved policies which favour African languages. What has been their experience? Is it not a fact that the existence of these countries and their continued prosperity is a clear testimony that the process of disengagement from the domination of colonial languages and the elevation instead of African languages is a process not beyond our capabilities?

The papers in this publication, summarised below, while expressing the views of BIL or those of the individuals who prepared them, all share one feature in common: a concern for a problem largely neglected by the African leadership — a problem which, nevertheless, can only be solved adequately if the same leadership exercises its will to adopt the right kind of policies.

Let us, therefore, in the spirit of African brotherhood and solidarity, follow the course already charted by the OAU vis-a-vis African languages. Let us have the courage to bring to the fore the linguistic problems of our continent with a view of finding solutions to them; and let us learn from each other's experience. Above all, let us have the will to resolutely put into practice only those policies that guarantee the future posterity of Africa's indigenous languages.

**1. Linguistic Liberation and Unity of Africa**, by OAU BIL, is an overview and position paper by OAU-BIL which would have served as one of the main working documents, had the conference taken place. The paper presents a background to the problem of linguistic decolonisation and unity of Africa and makes recommendations as to what steps may be taken to bring about rapid linguistic liberation and unity of the continent. One of the recommendations put forward in this paper is that higher political authorities

self-reliance and the high premium it accords to the development and full utilisation of Africa's greatest asset, its human resource, implicitly gives support and encouragement to the languages of the majority populations as the most effective vehicles of communication to be used in effectively mobilising Africa's majority populations to solve Africa's economic and developmental ills.

But in spite of this clear and laudable commitment to Africa's indigenous languages by the OAU as a body, the actions and policies of the majority of individual member states, which are vital in ensuring a better deal for African languages in general, have not always reflected the OAU's commitment and concern towards these languages.

In the first instance, the majority of the papers in this publication were originally prepared for presentation during the first OAU Conference on the theme of *Linguistic Liberation and Unity of Africa*. All Member States of the OAU had been invited and the majority had accepted to send delegates to this conference, whose funding by the OAU had received prior approval by the relevant organs of the organisation, as reflected in the approved budgetary appropriations of BIL for the financial year 1981/1982. In taking this initiative to convene this conference it was the desire of BIL to bring to the attention of the African leadership the fact that Africa suffered from linguistic problems for which solutions had to be sought and found without further delay. And no doubt solutions would have been forthcoming. Yet, however, in spite of BIL's readiness to convene it, this conference failed to take place due to lack of funds — a problem that has become almost endemic in the Organisation.

Secondly, and perhaps more importantly, as reflected by the majority of papers in this publication, Africa — more than a decade after the majority of its countries had achieved political independence continues — not only to be over-dependent on the former colonial languages, but has its indigenous languages generally denigrated, particularly by the educated elite, who wield immense political power which they are reluctant to use in evolving policies that would enhance the status of African languages in general.

Both BIL's failure to convene its conference due to lack of funds whose provision is the responsibility of all OAU Member States, and Africa's continuing linguistic over-dependence on Europe, in spite of having severed political dependence on Europe over a decade ago, can be attributed to a lack of political will on the part of individual member states, not only to fulfil all their obligations towards their own organisation, but to take action in favour of the languages of the majority populations of the respective states.

If political will is not lacking, then the course of action to be taken by individual member states is already clearly charted in the OAU's official stand on the utilization of African languages in the socio-economic development of

## INTRODUCTION

The record of the Organisation of African Unity, OAU, on its commitment to Africa's indigenous languages is anything but impressive.

The charter whose signing in Addis Ababa in May 1963 marked the birth of the Organisation has a place for African languages through the stipulation in Article XXIX that "the working languages of the Organisation and all its institutions shall be, if possible, African languages ...".

In addition, very early in the life of the newly established pan-African Organisation, it was realised that the unity and solidarity which all Member States who had been signatories to the OAU Charter sought and had to strive for had to be realised not only on the political and economic levels, but on the cultural and linguistic levels as well.

It was in pursuit of this broad objective that in 1966, only three years after the founding of the Organisation, the Assembly of Heads of State and Government of the OAU passed resolution AHG/Dec. 8, 1966 creating the OAU Inter-African Bureau of Languages (BIL) to serve as an organ of the OAU in the realisation of the linguistic de-colonisation and unity of the continent. In spear-heading the struggle to break the linguistic domination and fragmentation of the continent in the wake of colonialism, BIL was charged with the principal task of actively supporting and encouraging the greater use, at all levels and for all purposes, of indigenous African languages and to work towards the elimination of foreign languages from use within the OAU and in other pan-African activities.

Since BIL's creation and its actual physical establishment in 1973 in Kampala, Uganda, the commitment of the OAU to Africa's indigenous languages and its resolve to bring these languages to the fore of the national affairs of its Member States has had further occasion to manifest itself through the adoption by the Heads of State and Government of, first of all, the Cultural Charter for Africa in Port Louis, Mauritius, in 1976 and, secondly, the Lagos Plan of Action in 1980. Both these events laid down the basis for a global and integrated programme of development for the continent. The Cultural Charter for Africa, for instance, calls upon all Member States in Article 6, section 2, to initiate and consolidate "the teaching in national languages in order to accelerate their economic, political and cultural development" while Article 18 urges all Member States "to prepare and implement the reforms necessary for the introduction of African languages in education".

The Lagos Plan of Action, on the other hand, while it is not overtly specific on linguistic issues, nevertheless, through its heavy stress on the concept of

## ACKNOWLEDGEMENTS

We are very grateful to the three authors of the article on Namibia entitled: "*Namibian Educational Language Planning: English for Liberation or Neo-colonialism?*", namely, R. Phillipson, T. Skutnabb-Kangas and H. Africa, who gave us permission to republish their work in this volume. The same article appeared in a special issue of ROLING PAPIR 35-85 and is also in press in the journal Multilingual Matters, edited by Bernard Spolsky.

## LIST OF CONTRIBUTORS

**AFRICA** Hugh, Ph.D., Toronto. He is at the United Nations Institute for Namibia in Lusaka, Zambia, as Head of the English Department.

**ALEXANDRE** Pierre, Ph.D., Linguist with specialization in African Linguistics in general and Bantu Languages in particular. He is Professor at the Ecole Pratique des Hautes Etudes of the University of Paris and Editor of the periodical *Cahiers d'Etudes Africaines*.

**DALBY** David, Ph.D., Linguist with specialization in African languages; Emeritus Reader of African Languages at the School of Oriental and African studies in London and Director, for several years, of the International African Institute in London. He has recently produced a Linguistic Map of Africa.

**KALEMA** John, Ph.D., Reading. Deputy Director of OAU-BIL since 1977, he was previously teaching Linguistics at Makerere University.

**MATEENE** Kahombo, Ph.D., Paris (Sorbonne). He is Director of OAU-BIL in Kampala since 1972; previous to this he was teaching African Literature and Linguistics at the National University of Zaire.

**PHILLIPSON** Robert, M.A., Cambridge and Leeds. He is Associate Professor at the University of Roskilde, Denmark.

**SKUTNABB-KANGAS** Tove, Ph.D., Helsinki. She is Visiting Professor at the University of Roskilde, Denmark. She has published many works of which the last is entitled: **BILINGUALISM OR NOT: The Education of Minorities** 396 p. 1984, Multilingual Matters Ltd., Bank House, 8a Hill Road, Clevedon, Avon BS21 7HH, England.



## CONTENTS

List of Contributors .....	v
Acknowledgements .....	vi
Introduction <i>by John KALEMA</i> .....	1
Linguistic Liberation and Unity of Africa <i>by OAU-BIL</i> .....	7
Reconsideration of the Official Status of Colonial Languages in Africa <i>by Kahombo MATEENE</i> .....	18
The Life and Vitality of African Languages: A Charter for the Future <i>by David DALBY</i> .....	29
On the Death of Languages <i>by Pierre ALEXANDRE</i> .....	35
Namibian Educational Language Planning: English for Liberation or Neo-colonialism? <i>by Robert PHILLIPSON, Tove SKUTNABB-KANGAS and Hugh AFRICA</i> .....	42
Colonial Languages, as Compulsory Means of Domination, and Indigenous Languages, as Necessary Factors of Liberation and Development <i>by Kahombo MATEENE</i> .....	60

*A linguistic science which is aware of these political involvements can only be militant. And it is the duty of linguists in their respective countries and regions to assume responsibility for this task, this struggle for the defence and development of their own language and culture.*

*Postface to*

**Linguistique et Colonialisme**

*by J. Calvet (see bibliography at the end of paper VII of this publication).*

## EDITORIAL COMMITTEE

DR. Kahombo MATEENE

*Director*

DR. John KALEMA

*Deputy Director*

MR. Bernard CHOMBA

*Linguistic Research Officer*

## IN THE SAME SERIES

1. Jifunze Lingala — Yékólá Kiswahili *by K. Mateene*  
1st Edition 1975  
3rd Edition 1981
2. Jifunze Luganda — Yiga Kiswahili *by V.K. Kawoya*  
1st Edition 1977  
4th Edition 1981
3. Jifunze Kiarabu — Teach Yourself Arabic *by M.B. Mkelle*  
1st Edition 1981
4. Reconsideration of African Linguistic Policies *by OAU-BIL*  
1st Edition 1980
5. Scientific Modernization of a Bantu Language:  
Luganda *by K.B. Kiingi*  
1st Edition 1985

OAU BIL 1985

PUBLICATION 6

*Director: K. Mateene*

## LINGUISTIC LIBERATION AND UNITY OF AFRICA

Published by  
**OAU Inter-African Bureau of Languages**  
P.O. Box 7284 KAMPALA, Uganda

By decision No. AHG/Dec. 8, 1966, creating the Inter-African Linguistic Bureau, by the Assembly of the Heads of State and Government of the OAU.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1900  
1901

Ce livre bilingue n'est pas de verso

Published by  
OAU Inter-African Bureau of Languages  
P.O. Box 7284 KAMPALA, Uganda



# LINGUISTIC LIBERATION AND UNITY OF AFRICA

PUBLICATION 6

OAU BIL 1985

**AFRICAN UNION UNION AFRICAINE**

**African Union Common Repository**

**<http://archives.au.int>**

---

Specialized Technical and representational Agencies

Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par Tradition Orales (CELHTO)

---

1985

# Libération et unité linguistiques en Afrique

**BIL, OUA**

Bureau Linguistique Inter-Africain de l'OUA

---

<http://archives.au.int/handle/123456789/2745>

*Downloaded from African Union Common Repository*